Vincent Lemieux

Professeur retraité de science politique, Université Laval

(2005)

Les partis et leurs transformations. Le dilemme de la participation.

Un document produit en version numérique par Pierre Patenaude, bénévole,
Professeur de français à la retraite et écrivain
Chambord, Lac—St-Jean.

Courriel: pierre.patenaude@gmail.com

[Page web dans Les Classiques des sciences sociales.](#)

Dans le cadre de la bibliothèque numérique: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une bibliothèque développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Pierre Patenaude, bénévole, professeur de français à la retraite et écrivain, à partir du livre de :

Vincent Lemieux

LES PARTIS ET LEURS TRANSFORMATIONS. LE DILEMME DE LA PARTICIPATION.

Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2005, 221 pp.

M. Vincent Lemieux a été professeur de science politique de 1960 à 1992 au département de science politique de l'Université Laval. Maintenant à la retraite de l'enseignement.

[Autorisation formelle accordée au téléphone le 13 août 2004 par M. Vincent Lemieux et confirmée par écrit le 16 août 2004 de diffuser la totalité de ses œuvres : articles et livres. Un grand merci à Mme Suzie Robichaud, vice-doyenne à la recherche à l'Université du Québec à Chicoutimi pour ses démarches fructueuses auprès de M. Lemieux : Suzie_Robichaud@uqac.ca]

liste des publications de M. Vincent Lemieux :

<http://www.pol.ulaval.ca/personnel/professeurs/vincent-lemieux.htm>

<http://www.pol.ulaval.ca/documents/publications/pubLemieux.pdf>

Courriels : vlemieux@sympatico.ca et Suzie_Robichaud@uqac.ca

Polices de caractères utilisée : Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 24 avril 2012 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Vincent Lemieux

Professeur retraité de science politique, Université Laval

**LES PARTIS ET LEURS TRANSFORMATIONS.
LE DILEMME DE LA PARTICIPATION**

Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2005, 221 pp.

[6]

Les Presses de l'Université Laval reçoivent chaque année du Conseil des Arts du Canada et de la Société d'aide au développement des entreprises culturelles du Québec une aide financière pour l'ensemble de leur programme de publication.

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise de son Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition (PADIE) pour nos activités d'édition.

Illustration de la couverture

Acte 3 (détail)
Charaf El Ghernati
Huile sur toile

Maquette de couverture : Charaf El Ghernati

[7]

Table des matières

[Liste des tableaux](#)

[Liste des graphiques](#)

[Quatrième de couverture](#)

[Avant-propos](#)

[Introduction](#). Les partis et le dilemme de la participation

- Qu'est-ce qu'un parti politique ?
- Les trois composantes d'un parti et leurs finalités
- Les systèmes de partis
- L'approche systémique
- Les débats autour de la participation
- La répartition des influences entre les participants
- Le contrôle de la participation
- Plan de l'ouvrage
- Résumé

1^{re} partie – [Les systèmes de partis](#)

Chapitre 1. [Monopole ou compétition dans les systèmes de partis](#)

- Les premières typologies proposées
- Des typologies plus universelles
- La typologie de Sartori
- La typologie de Mair
- Les différences entre les typologies proposées
- Les classes de partis
- La participation dans les systèmes monopolistiques et dans les systèmes compétitifs,
- Les déterminants du monopole ou de la compétition : le système politique
- Résumé

Chapitre 2. [Fermeture ou ouverture à de nouveaux partis](#)

- Les principaux clivages dans les systèmes de partis
- Les nouveaux partis et les partis établis
- La participation dans les systèmes fermés et dans les systèmes ouverts
- Les déterminants de la fermeture ou de l'ouverture le mode de scrutin
- D'un mode de scrutin à l'autre : le nombre effectif de partis
- Résumé

Chapitre 3. [Gouverner seul ou en coalition](#)

La formation ou non de coalitions gouvernementales
Théorie et pratique des coalitions gouvernementales
La participation dans les gouvernements de partis
Les déterminants de l'unicentrisme et du pluricentrisme : les calculs politiques
Résumé

Chapitre 4. [Des systèmes à participation sélective ou inclusive](#)

Une typologie des systèmes de partis
Exemples de chacun des types de systèmes
Les types mitigés et les périodes considérées
Les classes de partis
Résumé

2e partie – [Les partis en tant que systèmes](#)

Chapitre 5. [Une organisation interne centralisée ou décentralisée](#)

Le regard critique d'Ostrogorski
Michels et la loi d'airain de l'oligarchie
Duverger et sa postérité Eldersveld : la stratarchie plutôt que l'oligarchie
Panebianco et les coalitions dominantes
Les activités de mobilisation des adhérents
Partis centralisés et partis décentralisés
L'officialisation ou non de l'organisation
Participation sélective et participation inclusive dans la composante interne
Résumé

Chapitre 6. [Des appuis électoraux intensifs ou extensifs](#)

Les études de géographie électorale
Les premières études par sondages
L'ouvrage théorique d'Anthony Downs
Désalignements et réalignements
Partis intensifs et partis extensifs
D'autres exemples
Participation sélective et participation inclusive dans la composante électorale
Résumé

Chapitre 7. [Des options de gouverne programmatiques ou opportunistes](#)

Epstein et les partis programmatiques
 Les conditions, selon Rose, pour que les partis gouvernent vraiment
 Budge et Keman : les partis, leurs préférences et les politiques publiques
 Politiques publiques et opinions publiques
 Les enseignements de l'analyse des politiques publiques
 Partis programmatiques et partis opportunistes
 Quelques exemples
 Participation sélective et participation inclusive dans la composante gouver-
 nementale
 Résumé

Chapitre 8. [Les types de partis selon la participation dans leurs composantes](#)

Le contrôle à l'intérieur des composantes
 L'ordre de priorité et les interdépendances entre les composantes
 Les rapports de dépendance entre les composantes et leurs effets sur la par-
 ticipation
 Les types purs de partis politiques
 Les types mixtes de partis politiques
 Résumé

3e partie – [Les transformations dans la participation](#)

Chapitre 9. [Des systèmes de partis à participation plus inclusive](#)

Les transformations des systèmes monopolistiques
 Les transformations des systèmes compétitifs
 D'un type de système de partis à l'autre
 Bilan des transformations dans les systèmes de partis
 Les facteurs explicatifs
 Résumé

Chapitre 10. [Une participation de moindre ampleur dans les partis](#)

Les transformations dans la composante interne
 Les transformations dans la composante électorale
 Les transformations dans la composante gouvernementale
 Bilan des transformations dans les partis
 Une théorie du changement dans les partis
 Un schéma des déterminants de la participation
 Résumé

[Conclusion.](#) Une évaluation de la participation aux partis et aux systèmes de partis

Le contrôle des dimensions et des composantes
L'évaluation de la participation dans les systèmes de partis et dans les partis
Les types de systèmes de partis les plus fréquents
Coordination et adaptation dans les systèmes de partis
Les types de partis les plus fréquents
Coordination et adaptation dans les partis
Un schéma systémique d'évaluation
Le dilemme de la participation
Considérations finales

[Bibliographie](#)

[Index des auteurs cités](#)

[Index des noms de lieux](#)

[11]

Liste des tableaux

[Retour à la table des matières](#)

Tableau 1.	Critères utilisés par les auteurs qui ont proposé une typologie des systèmes de partis.
Tableau 2.	Fermeture du système des partis provinciaux au Québec en 1966 puis en 1976 et 1981, et ouverture en 1970 et 1973
Tableau 3.	Fréquence des différentes formes de gouvernements dans douze pays européens, de 1945 à 1987
Tableau 4.	Les différents types de systèmes de partis et les classes de partis qu'ils comprennent
Tableau 5.	Principaux traits pertinents retenus par les grands auteurs qui ont étudié l'organisation interne des partis
Tableau 6.	Exemple d'une relation entre les résultats d'élections tenues à deux paliers différents de gouverne
Tableau 7.	Exemple d'une relation entre la langue des électeurs et leur vote (7.1), et d'une relation entre l'âge des électeurs et leur vote (7.2)
Tableau 8.	Rôles joués par les partis de gouvernement dans quinze politiques publiques de différents secteurs au Canada, aux Pays-Bas, en Allemagne, en France, au Danemark, en Suède, en Grande-Bretagne et aux États-Unis
Tableau 9.	Modification ou non de la fréquence des huit types de systèmes de partis, de la fin des années 1980 au début des années 2000
Tableau 10.	Modification ou non de la fréquence des six types de systèmes de partis, de la fin des années 1980 au début des années 2000

[11]

Liste des graphiques

[Retour à la table des matières](#)

- [Graphique 1.](#) Répartition des influences entre les instances centrale, régionales et locales dans un parti centralisé (1.1) et dans un parti décentralisé (1.2)
- [Graphique 2.](#) Les six types purs de partis
- [Graphique 3.](#) Les relations de voisinage entre les six types purs et les six types mixtes de partis
- [Graphique 4.](#) Schéma des déterminants de la participation aux partis et aux systèmes de partis
- [Graphique 5.](#) Schéma pour l'évaluation des systèmes de partis, des partis ou des composantes de partis

**LES PARTIS ET LEURS TRANSFORMATIONS.
LE DILEMME DE LA PARTICIPATION**

QUATRIÈME DE COUVERTURE

[Retour à la table des matières](#)

Les transformations récentes des partis politiques ont suscité un nouvel intérêt pour ces organisations qui demeurent indispensables à la gouvernance des systèmes politiques. On n'a qu'à penser à l'apparition de partis d'extrême-droite en Europe, aux multiples partis qui ont succédé aux anciens partis communistes du monde soviétique, aux transformations des systèmes de partis en Amérique latine. L'étude comparative des partis et de leurs transformations soulève un dilemme qu'on retrouve dans beaucoup d'autres organisations. Vaut-il mieux que la participation aux partis et aux systèmes de partis soit sélective, ce qui rend la coordination plus facile, ou inclusive, ce qui facilite l'adaptation à un environnement changeant ? L'auteur étudie les partis et les systèmes de partis à la lumière de ce dilemme. Il arrive à la conclusion qu'à la suite des transformations récentes les systèmes de partis sont devenus plus inclusifs, mais que cette tendance est beaucoup moins nette dans le cas des partis.

Vincent Lemieux est professeur émérite de l'Université Laval. Au cours de sa carrière il a écrit plusieurs ouvrages, aussi bien empiriques que théoriques, sur les partis et les systèmes de partis. Ses publications ont porté aussi sur les politiques publiques, la décentralisation, les réseaux sociaux et les coalitions.

[13]

**LES PARTIS ET LEURS TRANSFORMATIONS.
LE DILEMME DE LA PARTICIPATION**

AVANT-PROPOS

[Retour à la table des matières](#)

Cet ouvrage reprend dans une optique un peu différente les propos d'un livre paru en 1985 sur les systèmes partisans et les partis politiques. Comme dans ce livre, nous traitons des phénomènes partisans de façon comparative, à partir d'une idée directrice qui est cependant formulée autrement que dans le livre de 1985.

Ce livre opposait la variété à la contrainte et montrait comment on retrouvait cette opposition dans les systèmes de partis et dans les partis. Dans le présent ouvrage, nous avons voulu rendre l'opposition plus concrète en la définissant en termes de participation des acteurs partisans aux partis et aux systèmes de partis. La participation sélective, fondée sur le principe de la simplification, est opposée à la participation inclusive, fondée sur le principe de la diversification. La première forme de participation se distingue de la seconde par un moins grand nombre de catégories de participants et par des influences qui sont les plus souvent unilatérales. La participation sélective est pour cela plus facilement coordonnable, mais elle est en revanche moins facilement adaptable aux changements dans l'environnement que la participation inclusive.

Parce que les deux formes de participation ont chacune leurs avantages et leurs inconvénients, on peut parler d'un dilemme de la participation. Étant donné ce dilemme, il n'est pas étonnant que les partis et les systèmes de partis soient les

plus souvent sélectifs et inclusifs à la fois, ce qui dépend des choix des acteurs partisans mais aussi des contraintes qui existent dans leur environnement.

Comme l'indique le titre de l'ouvrage, nous portons une attention particulière aux transformations qui se produisent dans les partis et [14] dans leurs systèmes. Les partis et les systèmes de partis se transforment fréquemment, ce qui tient surtout à leur dépendance envers les électeurs. Depuis le début des années 1990, les transformations se sont multipliées, dans les pays d'Europe centrale et orientale, en Afrique et en Amérique latine tout particulièrement, mais aussi en Europe occidentale. C'est pourquoi elles occupent une place plus grande que dans notre livre de 1985.

Comme dans ce livre, les préoccupations théoriques sont constantes. Elles nous amènent entre autres à proposer une typologie des systèmes de partis et une typologie de partis reposant sur les caractéristiques de la participation dans les trois dimensions des systèmes et dans les trois composantes des partis. À cause de la très grande quantité des données existantes sur les phénomènes partisans, les théories partielles, comme celle que nous proposons, nous semblent être le meilleur moyen à l'heure actuelle de mettre un peu d'ordre dans l'étude des systèmes de partis et des partis. Nous espérons que la théorie partielle qui traverse notre ouvrage permettra de mieux comprendre les phénomènes partisans, tout en contribuant à une théorie plus générale de ces phénomènes, qui reste à construire. C'est au lecteur de juger si cette conviction est fondée.

Une première version de l'ouvrage a été mise à la disposition des étudiants qui ont participé à un séminaire de maîtrise sur les partis, au cours de l'hiver 2004. Nous remercions Michel Alexandre Cauchon, Étienne-François Chabot, Gilbert Charland, Sophie Doucet, Marc Foisy, Isabelle Marcotte, François Rivest, Vildan Bahar Tuncay et Éloïse Viard, pour leur contribution très appréciée à l'amélioration de l'ouvrage.

Nous remercions aussi Louise Bernard et Pierrette Vachon pour l'excellent travail qu'elles ont fait dans la mise en forme du manuscrit.

[15]

**LES PARTIS ET LEURS TRANSFORMATIONS.
LE DILEMME DE LA PARTICIPATION**

INTRODUCTION

***LES PARTIS ET LE DILEMME
DE LA PARTICIPATION***

[Retour à la table des matières](#)

Cet ouvrage a pour idée directrice qu'il existe deux formes de participation aux partis et aux systèmes de partis. La participation peut être plutôt sélective ou plutôt inclusive, miser sur le principe de la simplification ou sur le principe de la diversification. Quand la participation est sélective, elle est plus facilement coordonnable, ce qui peut paraître avantageux dans la poursuite des finalités qui s'imposent aux acteurs partisans. Quand elle est inclusive, elle est plus facilement adaptable, ce qui a aussi ses avantages. D'où un certain dilemme pour les leaders partisans : vaut-il mieux que la participation soit plutôt sélective ou qu'elle soit plutôt inclusive, étant donné les avantages et les inconvénients que chacune de ces options comporte dans la poursuite des activités propres aux partis et aux systèmes de partis ?

Ajoutons que le choix d'une option par les acteurs partisans ne signifie pas qu'ils réussiront à la réaliser. Des partis qui ont cherché dans leur organisation interne à étendre la participation à de nouveaux adhérents n'y sont pas parvenus. À l'inverse, des partis qui ont cherché à maintenir une participation sélective à la prise de décision dans le milieu gouvernemental ont été débordés par leur base.

Autrement dit, le caractère sélectif ou inclusif de la participation, dans un parti ou dans un système de partis, est le résultat de contrôles de la part des acteurs partisans, mais aussi de déterminants qui échappent à ces contrôles.

Même si le caractère sélectif ou inclusif de la participation n'explique pas tout des partis et des systèmes de partis, cette opposition nous semble appropriée pour traiter de façon pertinente des acteurs [16] partisans, de la structuration de leurs relations, de leurs activités et des finalités qui orientent ces activités.

Notons que les acteurs partisans sont ou bien des acteurs individuels ou bien des alliances d'acteurs prenant la forme d'associations, de coalitions, de tendances ou d'agrégats (Lemieux, 1998). Il en est ainsi des acteurs dans les partis et des partis en tant qu'acteurs dans le système des partis. Ajoutons que les acteurs partisans peuvent aussi s'allier à d'autres acteurs dans les processus concernant les partis et les systèmes de partis.

Qu'est-ce qu'un parti politique ?

Beaucoup d'auteurs qui ont traité des partis politiques ont noté trois caractéristiques qui, mises ensemble, permettent de les définir dans leur spécificité. D'abord, ce sont des organisations plus ou moins développées et plus ou moins permanentes, une caractéristique qu'ils ont en commun avec beaucoup d'autres organisations. Ensuite, ces organisations cherchent à faire élire des candidats dans un corps électoral, qui comprend une proportion plus ou moins grande des personnes considérées comme adultes dans la collectivité où ont lieu les élections. Cette deuxième caractéristique est plus spécifique que la première, même s'il arrive que des candidats n'appartenant pas à un parti cherchent eux aussi à se faire élire. Enfin, dans les collectivités de nature territoriale, où ont lieu ces élections, ce sont les élus des partis qui occupent les postes officiels d'autorité suprême. Ils sont les seuls à avoir cette prérogative.

Il arrive que des partis naissants soient des organisations sans action électorale et sans élus dans l'appareil gouvernemental. Ou encore, il se peut que de nouveaux partis, rassemblant des élus qui ont quitté des partis existants, n'aient qu'une

organisation provisoire. Il demeure qu'un parti, lorsqu'il acquiert une certaine permanence, présente les trois caractéristiques que nous venons de noter.

Les trois composantes d'un parti et leurs finalités

Aux trois caractéristiques des partis correspondent trois composantes qui ont été reconnues par plusieurs auteurs. Le grand spécialiste des partis américains, V.O. Key, est l'un des premiers à avoir distingué les [17] trois composantes dans son ouvrage sur la politique, les partis et les groupes de pression (Key, 1964). À propos des partis, il traite successivement des structures et procédures, du parti et de l'électorat, puis du parti et du gouvernement entendu au sens large. On retrouve cette distinction chez bien d'autres auteurs, dont Sorauf (1968), ainsi que dans l'ouvrage général d'Alan Ware (1996), consacré aux partis politiques et aux systèmes de partis.

La division en trois composantes s'est imposée parce qu'on observe dans les partis trois finalités différentes, complémentaires entre elles. Dans la composante *interne*, les acteurs partisans ont pour finalité d'organiser les activités de mobilisation des adhérents dans le parti de façon à lui procurer les ressources humaines, financières et informationnelles dont il a besoin. Le maintien de l'unité du parti est souvent considéré comme un moyen nécessaire à l'organisation des activités de mobilisation.

La composante *électorale*, contrairement à la composante interne, ne se limite pas aux adhérents du parti. Des membres du parti y sont en relation avec des électeurs qui, dans leur grande majorité, n'adhèrent pas au parti. Les activités dans cette composante ont pour finalité d'obtenir le plus de votes possible dans les processus de représentation, les votes et les sièges obtenus conditionnant la présence du parti dans la composante dite gouvernementale.

La composante *gouvernementale* des partis ne fait pas référence dans cet ouvrage à leur présence au gouvernement, mais à leurs activités concernant la gouverne de la collectivité. Ces activités des partis peuvent tenir à la direction du gouvernement, elles peuvent aussi tenir à leurs actions dans l'opposition, ou mêm-

me, si les partis n'ont pas d'élus, à des activités exercées hors de l'appareil gouvernemental, mais qui n'en concernent pas moins la gouverne d'une collectivité.

Un qualificatif – actuellement inexistant - dérivé du terme de gouverne, conviendrait mieux que celui de « gouvernemental » pour désigner la troisième composante. Ce pourrait être celui de « gouvernétique », suggéré par Aurel David (1965 : 181), mais ce terme ne s'est pas imposé pour qualifier ce qui se rapporte à la gouverne. Quoi qu'il en soit, la composante que nous dirons gouvernementale met en relation des membres du parti avec des décideurs « alliés » ou « rivaux » qui n'appartiennent pas au parti. Il peut s'agir d'acteurs appartenant à des administrations, à des groupes, à des médias. Cette composante a [18] pour finalité de réaliser, grâce aux décideurs du parti et à leurs alliés, les options de gouverne du parti.

Soulignons que les trois composantes ne sont pas tant définies par les acteurs qui y participent que par les activités et les finalités des acteurs. Les membres des partis et surtout leurs leaders jouent des rôles dans la mobilisation des adhérents, dans la représentation des électeurs et dans la gouverne de la collectivité. Soulignons aussi que les trois composantes fonctionnent souvent entre elles de façon coopérative, mais qu'il arrive que leurs interactions soient conflictuelles. Il est bien connu que des désaccords existent entre les adhérents de la composante interne et les décideurs de la composante dite gouvernementale, entre ces décideurs et les représentants des électeurs ou encore entre les représentants des électeurs et les adhérents de la composante interne.

Les trois composantes sont des sous-systèmes d'un parti en tant que système, qui a sa finalité propre, intégratrice des finalités des composantes. Nous proposons de définir cette finalité des partis par la recherche de la position la plus avantageuse possible dans le système de partis.

Les systèmes de partis

Il existe à travers le monde une grande variété de systèmes de partis. À une extrémité du spectre, il y a des systèmes à parti unique, à l'autre on trouve des systèmes qui comprennent de dix à vingt partis et même plus. Sauf dans le cas des

partis uniques, le nombre de partis n'est toutefois pas déterminant de la structuration et du fonctionnement d'un système de partis. Aux États-Unis, le Parti démocrate et le Parti républicain ont alterné, au cours du vingtième siècle, à la présidence et dans leur domination du Congrès, mais dans certains États l'un des deux partis a totalement dominé l'autre durant de longues périodes. Au Québec, le Parti libéral a dirigé le gouvernement provincial sans interruption, de 1897 à 1936, contre un Parti conservateur sans cesse dans l'opposition, alors que les deux partis dirigeaient en alternance le gouvernement fédéral du Canada au cours de la même période.

Quand il y a plus de deux ou trois partis dans un système, la variété des situations est encore plus grande, d'autant plus que des coalitions parlementaires ou ministérielles se forment souvent entre les partis. Les modes de scrutin ne sont pas sans rapport avec le nombre de partis, comme Duverger (1951) a été un des premiers à le montrer. Les modes [19]

de scrutin proportionnels entraînent généralement la présence d'un plus grand nombre de partis dans les assemblées d'élus que les modes de scrutin pluralitaires (à majorité simple) ou majoritaires (à majorité absolue).

Ajoutons que les systèmes de partis diffèrent entre eux selon la place qu'ils occupent dans le système politique d'une société ou d'une collectivité à l'intérieur de la société. Dans les systèmes à parti unique, le parti domine le système politique et impose généralement ses choix aux tribunaux, aux administrations et aux groupes. Dans d'autres systèmes plus compétitifs, comme ceux de la France et de la Grande-Bretagne, les partis ne dominent pas autant le système politique, mais ils contrôlent bien souvent l'action des administrations et des groupes. Aux États-Unis, les groupes de pression et les lobbies sont des acteurs plus puissants que les partis, tournés principalement vers leur composante électorale. Dans tous les cas cependant, on peut poser que les systèmes de partis ont pour finalité la gouvernance du système politique sous l'autorité de leaders partisans, étant entendu que cette autorité peut être effective ou non. Nous distinguerons trois dimensions des systèmes de partis, soit une dimension *directionnelle* relative à l'alternance ou non dans la domination du système, une dimension *évolutive* relative à l'ouverture ou non du système à de nouveaux partis, et une dimension *ministérielle* relative au gouvernement par un seul parti ou par une coalition de partis. À la différence des composantes d'un parti qui font référence à des activités orientées par les finalités

de ces composantes, les dimensions d'un système de partis renvoient plutôt aux relations qui s'établissent entre les partis dans la poursuite de la finalité du système, soit la gouvernance du système politique sous l'autorité des leaders partisans.

En résumé, les partis peuvent être étudiés à trois niveaux. Il y a d'abord le niveau des composantes qui sont des sous-systèmes à l'intérieur des partis considérés comme systèmes. Il y a ensuite le niveau des partis eux-mêmes, qui sont des sous-systèmes à l'intérieur des systèmes des partis, les systèmes à parti unique présentant cette particularité qu'un sous-système se confond avec le système. Il y a enfin le niveau des systèmes de partis, qui sont des sous-systèmes à l'intérieur du système politique où ils sont inclus, les tribunaux, les administrations, les groupes, etc. formant d'autres sous-systèmes, en interaction avec le système des partis.

[20]

L'approche systémique

Dans son ouvrage sur la systémique sociale, Lugan (1996 – 35) dit d'un système qu'il « est un ensemble d'éléments identifiables, interdépendants, c'est-à-dire liés entre eux par des relations telles que si l'une d'elles est modifiée les autres le sont aussi et par conséquent tout l'ensemble est modifié, transformé ».

Le Moigne (1984 : 62), plus soucieux des concepts principaux qui permettent de définir un système, écrit pour sa part qu'un système est :

- « quelque chose (n'importe quoi, présumé identifiable)
- qui dans quelque chose (environnement)
- pour quelque chose (finalité au projet)
- fait quelque chose (activité = fonctionnement)
- par quelque chose (structure = forme stable)
- qui se transforme dans le temps (évolution) ».

L'étude des interdépendances entre les éléments des systèmes, considérées sous l'angle des finalités, des activités ou des structures, caractérise l'approche

systemique. On peut distinguer à cet égard des interdépendances horizontales et des interdépendances verticales, selon qu'elles se produisent entre des entités de même niveau ou entre des entités de niveaux différents. Les interdépendances horizontales qui nous intéressent sont celles qui existent :

- entre les composantes d'un parti ;
- entre les partis dans le système des partis.

L'emboîtement des composantes dans un parti, des partis dans un système de partis et du système de partis dans le système politique, entraîne des déterminations émergentes (des sous-systèmes au système) ou immergentes (du système aux sous-systèmes), qui peuvent être considérées comme des interdépendances verticales qui affectent le tout par les parties ou les parties par le tout. Il y aurait donc interdépendance verticale :

- entre les composantes et le parti :
- entre les partis et le système de partis :
- entre le système des partis et le système politique d'une société.

[21]

Soit un système fait de deux partis majeurs où, à la suite des élections générales, le parti qui formait l'opposition accède à la direction du gouvernement, alors que le parti qui dirigeait le gouvernement se retrouve dans l'opposition. Cette situation et ses conséquences peuvent être interprétées au moyen des cinq types d'interdépendance qui viennent d'être présentés.

Les campagnes électorales sont souvent l'occasion d'un accroissement de l'influence de la composante électorale des partis sur la composante interne et sur la composante gouvernementale, ce qui renvoie à des interdépendances horizontales entre les composantes.

Cet accroissement d'influence de la composante électorale se traduit par des modifications dans l'interdépendance verticale entre le parti et cette composante. En termes de finalités, la recherche de supériorité du parti dans le système de par-

tis est principalement liée, au moment des élections, à la recherche de représentativité dans la composante électorale.

La victoire du parti d'opposition sur le parti de gouvernement modifie l'interdépendance horizontale entre les deux, qui favorise désormais le nouveau parti de gouvernement. À supposer que la victoire du parti d'opposition survienne après une longue domination de l'ancien parti de gouvernement, le système des partis redevient compétitif après avoir été monopolistique. Il y a par là interdépendance verticale entre la victoire du nouveau parti de gouvernement et la transformation du système des partis.

Le système des partis redevenant compétitif, l'influence de certains groupes ou encore des administrations dans le système politique pourra croître ou décroître, par interdépendance verticale entre le système des partis et le système politique.

On voit par cet exemple fictif que chacune des deux interdépendances horizontales et des trois interdépendances verticales peut contribuer à interpréter sinon à expliquer l'évolution des composantes, des partis et du système de partis dans une collectivité donnée. Ajoutons que, selon les systèmes de partis et selon les partis, les interdépendances horizontales et verticales sont plus ou moins serrées ou plus ou moins lâches entre les éléments considérés. Nous aurons l'occasion de l'observer au cours de l'ouvrage et en particulier dans la dernière partie, portant sur les transformations des systèmes de partis et des partis comme systèmes.

[22]

Les débats autour de la participation

Nous avons dit de la participation partisane dans le système de partis ou dans les partis qu'elle était sélective ou inclusive, marquée de simplification ou de diversification. La participation ainsi entendue fait référence à la part active prise par les acteurs partisans et leurs alliés aux processus découlant des finalités des composantes, des partis et des systèmes de partis. C'est ainsi qu'il y a participation des acteurs partisans et de leurs alliés à la gouverne du système politique, à la mobilisation des adhérents dans le parti, à la représentation des électeurs et à la réalisation par des décideurs des options de gouverne du parti. La participation

partisane se manifeste également par les relations qui s'établissent entre les partis dans chacune des trois dimensions d'un système de partis, la dimension directionnelle, la dimension évolutive et la dimension ministérielle, qui ont toutes rapport à la gouverne du système politique sous l'autorité de leaders partisans.

Les études sur la participation politique ne traitent guère de cette distinction entre participation sélective et participation inclusive. Elles s'intéressent plutôt aux différents modes de participation en opposant généralement la participation électorale aux autres modalités de participation. D'autres travaux opposent la démocratie de représentation à la démocratie de participation ou encore la participation individuelle à la mobilisation collective. Ces études ont peu d'intérêt pour nous, car elles sont étrangères à notre problématique.

Cette problématique est proche, par contre, de celle qu'on trouve dans l'ouvrage classique de Dahl et Tufte (1973). Ces deux auteurs, qui s'interrogent sur les relations entre la taille et la démocratie, pensent que celle-ci doit satisfaire à deux critères, celui de l'efficacité des citoyens et celui de la capacité du système. Selon le premier critère, il y a démocratie si les citoyens contrôlent les décisions du système politique, alors que selon le second critère il y a démocratie si le système politique a la capacité de répondre aux préférences collectives des citoyens.

Dahl et Tufte montrent qu'il n'y a pas de relation nécessaire entre la taille d'un système politique et la démocratie, mais ils notent qu'avec l'augmentation de la taille des problèmes de coordination se posent (p. 36). Ils se demandent par ailleurs si l'augmentation de la taille n'a pas aussi pour effet de permettre à un système politique de mieux « manipuler » son environnement ou de mieux s'y adapter (P. 110).

[23]

À partir de ces constats et interrogations, nous postulons qu'une participation sélective dans les partis ou dans les systèmes de partis rend plus facile la coordination entre les acteurs partisans et leurs alliés, mais plus difficile l'adaptation par rapport à l'environnement des activités par lesquelles les partis et les systèmes de partis poursuivent leurs finalités propres. À l'inverse, une participation inclusive dans les partis et dans les systèmes de partis rend l'adaptation plus facile, mais la coordination plus difficile.

La répartition des influences entre les participants

Dans la mesure où les acteurs partisans contrôlent les choix qui entraînent une participation sélective ou inclusive aux activités par lesquelles ils poursuivent leurs différentes finalités, un dilemme se présente à eux. La participation sélective rend la coordination plus facile mais l'adaptation plus difficile, alors que la participation inclusive rend la coordination plus difficile mais l'adaptation plus facile. Vaut-il mieux alors opter pour l'une ou l'autre modalité de participation, ou tempérer l'une par l'autre selon les finalités poursuivies ?

Le nombre de participants n'a pas de rapport direct avec le caractère sélectif ou inclusif de la participation. Un système de partis qui comprend plus de partis qu'un autre, ou un parti qui a plus d'adhérents qu'un autre n'est pas nécessairement plus inclusif. La simplification ou la diversification dans la participation fait plutôt référence à la structuration des relations entre les ensembles de participants, le nombre des participants n'étant pas toujours une variable déterminante de cette structuration.

À cet égard, la différence entre une structuration sélective et une structuration inclusive des relations réside dans la répartition des influences entre les catégories de participants. On peut considérer, en effet, que la participation s'exprime surtout par l'influence, c'est-à-dire par le fait qu'un acteur rend ses préférences efficaces dans les dispositions à agir ou dans l'action d'un autre acteur (Lemieux, 1979).

Soit un système à deux partis. La participation des partis à ce système sera sélective si, sur une période de temps donnée, c'est toujours le même parti qui est dominant. Elle sera inclusive si les deux partis alternent à la direction du gouvernement. Ou encore, si le clivage dominant chez les électeurs fait référence à l'intervention du [24] gouvernement dans la société, la participation des électeurs à un parti sera sélective si une forte majorité de ceux qui appuient ce parti sont en faveur d'une plus grande intervention du gouvernement. Elle sera inclusive si les appuis électoraux au parti sont à peu près également répartis entre des électeurs qui appuient une plus grande intervention du gouvernement et des électeurs qui désirent une moins grande intervention.

Parce que la variété des influences est moins grande quand la participation est sélective, celle-ci est plus facile à coordonner que la participation inclusive. La coordination est entendue comme la capacité qu'ont des leaders partisans de contrôler directement ou indirectement tous les acteurs d'une composante, d'un parti ou d'un système de partis, et donc de contrôler par là, en partie tout au moins, les activités orientées par les finalités partisans. Quant à l'adaptation, elle consiste dans la capacité qu'ont les acteurs partisans de modifier, par leurs contrôles, les activités partisans en fonction des changements dans l'environnement externe. C'est ainsi que, par rapport à la décentralisation, la centralisation se traduit par une répartition très inégale des influences entre les instances centrales et les instances périphériques, et donc par une participation sélective. La décentralisation, au contraire, mise davantage sur une certaine égalisation de ces influences, et donc sur une participation plus inclusive. Il en est de même dans les systèmes de partis. La grande distinction qui est faite à leur propos entre les systèmes monopolistiques et les systèmes compétitifs renvoie elle aussi à l'opposition entre participation sélective et participation inclusive. Dans un système monopolistique de partis, le parti dominant exerce constamment des influences unilatérales sur les autres partis, ou encore, s'il n'y a pas d'autres partis, sur les groupes d'acteurs susceptibles de se former en parti. Dans un système compétitif, les influences bilatérales sont plus répandues, d'autant plus que lorsque le parti dominant ou la coalition dominante de partis change, les influences unilatérales changent elles aussi de direction, le parti (ou la coalition) B, dominé un certain temps par le parti (ou la coalition) A, le dominant à son tour.

Comme nous le disions au début de l'introduction, nous allons considérer la participation sélective et la participation inclusive comme des options qui comportent chacune des avantages et des inconvénients dans la poursuite des finalités propres aux partis et aux systèmes de partis : nous en ferons l'évaluation dans la conclusion de l'ouvrage.

[25]

À cette fin, nous avons voulu employer des termes dont les contenus sont les plus neutres possible. Dans le langage courant, la sélectivité et l'inclusivité, la simplification et la diversification ont des tonalités négatives, quand elles sont jugées excessives, mais elles ont aussi des tonalités positives quand elles vont

contre les excès de l'option contraire. Les deux démarches ont donc leurs qualités et leurs défauts sans que l'une soit considérée comme supérieure à l'autre.

Le contrôle de la participation

Le caractère sélectif ou inclusif de la participation dans les partis et les systèmes de partis est déterminé partiellement par d'autres acteurs du système politique et de son environnement que les acteurs partisans, mais ceux-ci n'en ont pas moins un contrôle important sur l'ampleur de la participation ainsi que sur son caractère sélectif ou inclusif.

Cette part du contrôle est inégale d'une composante à l'autre des partis, et d'une dimension à l'autre des systèmes de partis. Il est plus difficile pour les leaders et les autres acteurs partisans de contrôler la participation dans la composante électorale que dans la composante gouvernementale, et il est plus difficile de la contrôler dans la composante gouvernementale que dans la composante interne. Il est aussi plus difficile de contrôler la fermeture ou l'ouverture d'un système de partis que de contrôler l'existence ou non de coalitions gouvernementales, le caractère monopolistique ou compétitif du système étant encore plus difficile à contrôler que les deux autres traits.

Le contrôle des dimensions d'un système de partis et des composantes d'un parti est entendu comme la capacité, toujours limitée, de réguler les activités pertinentes au système et aux partis selon les finalités qui leur sont propres. Le contrôle est différent de l'influence, dont nous avons dit qu'elle consistait plus généralement en ce qu'un acteur rende ses préférences efficaces dans l'action d'un autre acteur.

Pour ne pas trop compliquer l'analyse, nous allons considérer que le contrôle exercé sur les formes de participation, dans les partis et dans les systèmes de partis, est surtout le fait des leaders partisans et de leurs alliés. Un peu comme Panebianco (1988), nous considérons que les leaders d'un parti sont inclus dans une coalition où il y a des éléments de coopération et de conflit. Cette coalition est changeante, non seulement parce que des leaders en sortent et d'autres y entrent, [26] mais aussi parce que l'ordre de priorité entre les finalités des trois composan-

tes est susceptible d'être modifié. Nous ne parlerons pas, comme Panebianco, de coalition dominante, mais de coalition de leaders d'un parti, en reconnaissant qu'à certains moments plus d'une coalition peut exister dans un parti, l'une d'entre elles dominant l'autre ou les autres (sur les coalitions, voir Lemieux, 1998).

La participation dans les systèmes de partis et dans les partis est d'autant plus inclusive qu'il y a un nombre relativement grand de catégories de participants et d'influences entre les participants. Elle est d'autant plus sélective qu'il y a un nombre relativement petit de catégories de participants et d'influences entre les participants.

On trouve dans le graphique 1 un exemple fictif de deux ensembles dont l'un, représenté par le graphe 1.1, a une participation plus sélective que l'autre, représenté par le graphe 1.2. Nous supposons que les deux graphes 1.1 et 1.2 représentent les instances centrale (C), régionales (R) et locales (L) de l'organisation interne d'un parti.

Graphique 1

Répartition des influences entre les instances centrale, régionales et locales dans un parti centralisé (1.1) et dans un parti décentralisé (1.2).

Dans le graphe 1.1, l'instance centrale (C) exerce seulement deux influences unilatérales directes, mais elle rejoint indirectement par ces influences toutes les autres instances du graphe. Les instances [27] régionales (R_1 et R_2) s'influencent entre elles et influencent chacune, de façon unilatérale, deux instances locales (L_1 et L_2 dans le cas de R_1 , et L_3 et L_4 dans le cas de R_2). Quant aux instances locales, L_1 et L_2 s'influencent de façon bilatérale. Il en est de même pour L_3 et L_4 .

La répartition des influences est inégale puisque C influence les cinq autres acteurs, que R_1 et R_2 en influencent trois chacun et que L_1 , L_2 , L_3 et L_4 n'influencent chacun qu'un seul autre acteur.

La répartition des influences est beaucoup plus égale dans le graphe 1.2, où chacun des acteurs influence chacun des autres, directement ou indirectement. L'instance centrale (C) a un certain avantage en ce qu'elle influence directement chacune des autres instances, suivie des instances régionales (R_1 et R_2) qui influencent directement, chacune, quatre autres instances. Les instances locales (L_1 , L_2 , L_3 et L_4) n'influencent directement, chacune, que trois autres instances.

Le graphe 1.1 a la forme d'un appareil, alors que le graphe 1.2 a la forme d'un réseau (Lemieux, 1999). De façon générale, il est plus facile de coordonner un appareil que de coordonner un réseau. C'est là, comme nous l'avons déjà signalé, un des avantages de la participation sélective par rapport à la participation inclusive. En revanche, l'information et les autres ressources circulent plus facilement dans un réseau, ce qui le rend plus adaptable aux changements dans son environnement externe.

Ajoutons que les traits caractéristiques de la participation dans un parti ou dans un système de partis ne sont pas immuables. Il arrive qu'ils soient relativement stables durant une certaine période de temps, mais le plus souvent ils changent quand on considère l'une ou l'autre des dimensions d'un système de partis, ou l'une ou l'autre des composantes d'un parti.

Plan de l'ouvrage

Dans la première partie de l'ouvrage, qui porte sur les systèmes de partis, le chapitre 1 fait la recension des principales typologies des systèmes de partis et traite plus particulièrement de l'opposition entre les systèmes monopolistiques, où un même parti ou une même coalition monopolise la direction du système politique, et les systèmes compétitifs où il y a alternance à cette direction.

[28]

Cette dimension directionnelle ne suffit cependant pas à distinguer les systèmes de partis entre eux. Ces systèmes sont aussi fermés ou ouverts dans leur dimension évolutive, selon que les partis autres que ceux qui forment le gouvernement sont peu importants (ou même absents) ou relativement importants. Le deuxième chapitre traite de cette question.

Une troisième dimension, qui fait l'objet du chapitre 3, doit être prise en compte dans l'étude des systèmes de partis. Dans certains systèmes, les gouvernements de coalition sont fréquents sinon constants. Dans d'autres, ils sont absents ou presque. Il s'agit de la dimension ministérielle d'un système des partis, qui est pluricentrée ou unicentrée selon qu'il y a gouvernement de coalition ou non.

Les trois dimensions permettent de construire, au chapitre 4, une typologie des systèmes de partis fondée sur les deux formes opposées de la participation. Les types vont de la simplification maximale de la participation, quand le système est monopolistique, fermé et unicentré, à la diversification maximale de la participation, quand le système est compétitif, ouvert et pluricentré. À chacun des huit types correspond une configuration particulière des différentes classes de partis.

La deuxième partie de l'ouvrage a pour objet les partis en tant que systèmes. Il y a donc passage du niveau des systèmes de partis au niveau des partis et de leurs composantes. La composante interne est abordée la première, dans le chapitre 5, à travers les grands auteurs qui en ont traité. La centralisation et la décentralisation de l'organisation constituent un thème récurrent chez ces auteurs, la centralisation tendant à simplifier la participation, alors que la décentralisation a pour effet de la diversifier.

Dans la composante électorale, qui fait l'objet du chapitre 6, les partis ont des appuis plus ou moins intensifs ou plus ou moins extensifs, ce qui signifie une participation électorale des différentes catégories de votants qui est plus sélective dans le premier cas que dans le second.

Les partis, dans leur composante dite gouvernementale, ont des positions programmatiques ou opportunistes, et souvent un mélange des deux, selon que leurs options de gouverne supposent une participation plutôt sélective ou plutôt inclusive des tenants de ces options. Le chapitre 7 traite de cette dichotomie.

Un peu comme le chapitre 4, le chapitre 8 présente une typologie, mais au niveau des partis cette fois. Les types définis vont là aussi de la participation la plus sélective, dans les partis centralisés, intensifs et [29] programmatiques, à la participation la plus inclusive, dans les partis décentralisés, extensifs et opportunistes.

La troisième partie de l'ouvrage porte sur les transformations des systèmes de partis et des partis. Elle reprend des constats faits dans les deux parties précédentes et en ajoute d'autres touchant les transformations dans les systèmes de partis et dans les partis. Une attention particulière est accordée aux transformations récentes. Dans le chapitre 9, on se demande si ces transformations vont dans le sens d'une participation plus sélective ou plus inclusive aux systèmes de partis, ou encore si l'évolution se fait dans un sens ou dans l'autre, selon les environnements de ces systèmes.

Dans le chapitre 10, une question un peu semblable est posée à propos de la transformation des partis. Est-ce que les transformations vont dans le sens d'une participation plus sélective aux partis à travers leurs composantes, ou est-ce qu'elle va dans le sens d'une participation plus inclusive ? On trouve à la fin du chapitre un schéma des déterminants de la participation aux systèmes de partis et aux partis, qui permet de retracer les voies par où s'introduisent les transformations.

La conclusion a pour but de montrer comment on peut évaluer les systèmes de partis et les partis à partir des types de systèmes et des types de partis qui deviennent plus fréquents ou moins fréquents durant la période considérée. De plus, un schéma systémique inspiré de la recherche évaluative est présenté, dont il est montré qu'il rejoint l'approche systémique utilisée dans le présent ouvrage. La conclusion se termine par quelques réflexions sur la coordination et l'adaptation

dans les systèmes de partis et dans les partis comme systèmes, et par des considérations finales sur le dilemme de la participation.

Résumé

Les principales propositions mises en place dans cette introduction sont les suivantes :

- Int. 1 Les systèmes de partis ont pour finalité la gouverne du système politique sous l'autorité de leaders partisans.
- Int. 2 Les partis ont pour finalité d'occuper la position la plus avantageuse possible dans le système des partis.
- [30]
- Int. 3 Dans la composante interne, les acteurs partisans ont pour finalité d'organiser les activités de mobilisation des adhérents.
- Int. 4 Dans la composante électorale, les acteurs partisans ont pour finalité d'obtenir le plus de votes possible pour le parti.
- Int. 5 Dans la composante gouvernementale, les acteurs partisans ont pour finalité de promouvoir les options de gouverne du parti.
- Int. 6 La participation est sélective ou inclusive dans un système de partis ou dans un parti selon que la répartition des influences entre les différentes catégories d'acteurs partisans est plutôt inégale ou plutôt égale.
- Int. 7 Les acteurs partisans contrôlent en partie le caractère sélectif ou inclusif de la participation, qui est aussi déterminé par d'autres acteurs dans le système politique et son environnement sociétal.

[31]

**LES PARTIS ET LEURS TRANSFORMATIONS.
LE DILEMME DE LA PARTICIPATION**

Première partie
**LES SYSTÈMES
DE PARTIS**

[Retour à la table des matières](#)

[33]

Première partie.
LES SYSTÈMES DE PARTIS

Chapitre 1

Monopole ou compétition dans les systèmes de partis

[Retour à la table des matières](#)

Si on considère qu'un système de partis a pour finalité la gouvernance du système politique, une première dimension caractéristique du système tient au fait que, durant une période donnée, le gouvernement est dirigé ou non par le même parti ou la même coalition de partis. C'est cette dimension directionnelle, qu'on peut considérer comme la dimension principale d'un système de partis, qui est abordée dans le présent chapitre.

Après que de premières typologies aient été limitées aux systèmes compétitifs de partis en Occident, celles qui ont été formulées à partir des années 1960 ont à peu près toutes été fondées sur l'opposition entre le monopole et la compétition. Parmi ces typologies, celle de Sartori (1976) demeure la plus souvent citée. Elle comprend trois types de systèmes monopolistiques et trois types de systèmes compétitifs qui, bien qu'en continuité avec ceux de typologies précédentes, sont présentés de façon plus systématique et plus originale.

Les systèmes monopolistiques se caractérisent par une participation sélective des partis à leur structuration et à leur fonctionnement, alors [34] que les systèmes compétitifs se caractérisent par une participation plus inclusive.

La dernière partie du chapitre montre que le caractère monopolistique ou compétitif des systèmes de partis tient au système politique où ils se trouvent, avec les interdépendances verticales que cela suppose.

Les premières typologies proposées

Dans plusieurs typologies des systèmes de partis, le nombre de partis est pris en considération, même s'il n'est jamais le seul aspect du système retenu. Comme nous l'avons signalé dans l'introduction, le nombre des participants n'est pas un trait décisif du caractère sélectif ou inclusif de la participation. Il est bien évident qu'un système où il n'y a qu'un parti est moins varié qu'un système où il y a plus d'un parti, en ce qu'il est nécessairement monopolistique. Il y a cependant des systèmes à plus d'un parti qui sont eux aussi monopolistiques.

Le nombre des partis est important pour Duverger (1951), d'autant plus que c'est l'occasion pour lui de présenter une thèse qui a été beaucoup discutée, soit celle de l'effet déterminant du mode de scrutin sur le système des partis. Alors que le scrutin majoritaire à un tour tendrait à un système dualiste avec alternance à la direction du système politique de deux grands partis indépendants, le scrutin majoritaire à deux tours (tel qu'il est pratiqué en France) tendrait à un système de partis multiples, souples, dépendants et relativement stables, alors que la représentation proportionnelle tendrait à un système de partis multiples, rigides, indépendants et stables (p. 235).

Notons que les systèmes à parti unique ne trouvent pas de place dans cette typologie, qui ne s'applique qu'aux systèmes compétitifs.

Il en est un peu de même chez Blondel (1968) qui définit quatre groupes de systèmes de partis : les systèmes bipartites, les systèmes à deux partis et demi, les systèmes multipartites à parti dominant et les systèmes multipartites purs. Les systèmes bipartites se caractériseraient par la présence de deux partis forts (chacun ayant environ 40 % des votes exprimés) : les systèmes à deux partis et demi

comprendraient deux partis forts et un petit parti (ayant environ 10 % des votes) : les systèmes multipartites à parti dominant ne comprendraient qu'un parti fort alors que les systèmes multipartites purs n'en comprendraient pas. Dans ces deux derniers types de systèmes, il y aurait aussi des partis [35] moyens (ayant 20 % au plus des votes) ou des partis intermédiaires (ayant 15 % des votes environ), selon des combinaisons variables d'un système à l'autre.

Des typologies plus universelles

C'est dans des typologies plus universelles qui tiennent compte des systèmes de partis autres qu'occidentaux que la distinction entre le monopole et la compétition apparaît. Almond et Coleman (1960) sont les premiers à la faire. Il y a pour eux trois types non compétitifs de systèmes de partis : ceux qui dirigent des systèmes politiques non autoritaires, ceux qui dirigent des systèmes autoritaires et ceux qui dirigent des systèmes totalitaires. C'est donc la présence du système de partis dans le système politique qui fonde cette distinction en trois types non compétitifs. Quant aux systèmes compétitifs, ils se subdiviseraient en systèmes bipartisans, en systèmes multipartisans qui fonctionnent bien et en systèmes multipartisans souffrant d'immobilisme. L'Italie de cette époque était donnée comme exemple de ce dernier type, alors que les pays scandinaves et les Pays-Bas illustraient le type des systèmes multipartisans qui fonctionnaient bien.

Quelques années plus tard, La Palombara et Weiner (1964) cherchent eux aussi à établir une typologie qui soit universelle, dans leur livre sur les partis politiques. À la distinction première entre les systèmes compétitifs et les systèmes non compétitifs, La Palombara et Weiner ajoutent d'autres critères : l'autoritarisme ou le totalitarisme, le caractère hégémonique ou rotatif du contrôle sur le gouvernement, et le caractère idéologique ou pragmatique des partis qui forment le système.

Les systèmes non compétitifs sont par définition hégémoniques. Il y aurait parmi eux des systèmes où le parti unique est pluraliste (au Sénégal, à ce moment), d'autres où le parti unique est autoritaire (l'Espagne, à ce moment), et certains où le parti unique est totalitaire (l'Union soviétique). Ces systèmes seraient

idéologiques, à la différence des systèmes compétitifs, dont la plupart sont pragmatiques.

Les systèmes compétitifs sont divisés en quatre catégories selon qu'ils sont hégémoniques-idéologiques (comme dans l'Italie des années 1960), hégémoniques-pragmatiques (durant la domination républicaine, aux États-Unis, de 1896 à 1932), rotatifs- idéologiques [36] (comme en Grande-Bretagne), et rotatifs-pragmatiques (les États-Unis, depuis 1932).

On voit que cette typologie est plus complexe que la précédente. Elle a toutefois le défaut de faire appel à des critères seconds qui n'appartiennent pas au niveau du système des partis, mais au niveau des partis ou du système politique. L'autoritarisme et le totalitarisme sont des propriétés du système politique plutôt que du système des partis, alors que le caractère idéologique ou pragmatique est une propriété des partis, comme le disent d'ailleurs La Palombara et Weiner.

La typologie que présente James Jupp (1968) dans son petit livre sur les partis politiques a un caractère plus systémique que les précédentes. L'auteur retient deux critères, en plus de la distinction entre les systèmes compétitifs et les systèmes monopolistiques : le critère numérique et ce qu'il nomme le « style » du système, qu'il suppose constant d'un parti à l'autre. À propos de ce dernier critère, Jupp écrit (p. 8) :

Les systèmes de partis peuvent être ordonnés de ceux où la discipline est lâche, où l'autorité repose entre les mains des notables (*socially prominent*) et où les programmes sont moins importants que les enjeux immédiats, à ceux où la discipline est rigide, où l'autorité appartient à des personnes recrutées par le parti et où l'idéologie fonde l'influence du parti dans tous les domaines de l'activité humaine.

Le critère du style renvoie aux partis davantage qu'au système de partis, malgré ce que prétend Jupp. À partir de ce critère « stylistique » et du critère numérique, il définit huit types de systèmes de partis, dont quatre sont compétitifs et quatre non compétitifs.

Du côté des systèmes compétitifs, on retrouve d'abord les systèmes bipartisans indifférenciés, faits de deux partis principaux, avec une discipline lâche, une di-

rection aux mains des notables et des programmes peu importants. Les systèmes de partis des États-Unis et du Canada appartiendraient à ce type.

Les systèmes bipartisans différenciés seraient formés eux aussi de deux partis ou encore de deux coalitions principales, mais avec un style différent : la discipline y est plus rigide, la direction plus professionnelle et le caractère idéologique plus prononcé. La Grande-Bretagne, l'Australie mais aussi la Suède, la Norvège, le Danemark et l'Autriche entrent, selon Jupp, dans cette vaste catégorie.

[37]

Dans le cas des systèmes multipartisans, aucun parti n'obtient une majorité nette et ce sont généralement des coalitions qui dirigent le gouvernement. À l'époque où écrivait Jupp, l'Italie et la France, ainsi que les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg et la Suisse étaient des exemples de ce type de système.

Enfin, les systèmes à parti dominant, où le pluralisme des partis n'est pas mis en cause, représenteraient un quatrième type de système compétitif. L'Inde et le Mexique tombaient dans cette catégorie, dans les années 1960.

Parmi les systèmes non compétitifs, il y a d'abord ceux où les partis ne sont pas tolérés ou ont été abolis. Il y a ensuite les systèmes totalitaires où un parti unique très hiérarchique et très idéologique domine le gouvernement, l'armée et la police, et contrôle entièrement la mobilisation des masses. La Chine, l'Union soviétique et plusieurs pays de l'Est de l'Europe avaient de tels systèmes, au moment où Jupp écrivait.

Dans les systèmes unipartisans « étroits », dont l'Égypte et plusieurs pays d'Afrique noire fournissent des exemples, le parti unique est très idéologique et ne tolère pas de contestation ou de faction en son sein.

Dans les systèmes unipartisans « larges », d'autres partis sont tolérés, de même que des factions à l'intérieur du parti dominant. La Pologne, la Yougoslavie, le Sénégal étaient, en 1968, des systèmes unipartisans « larges » selon Jupp.

Notons qu'en plus du critère numérique et du critère stylistique Jupp renvoie, à propos des systèmes compétitifs, à l'existence ou non de coalitions. Ce trait, contrairement à d'autres, appartient en propre au niveau du système de partis. Il fera l'objet du chapitre 3.

La typologie de Sartori

Depuis Almond et Coleman, tous les auteurs qui ont cherché à établir des typologies universelles ont posé une distinction de départ entre les systèmes compétitifs et ceux qui ne le sont pas. Tous ont également utilisé des critères seconds concernant le nombre des partis, les relations entre eux, leurs idéologies, leur style, l'existence ou non de coalitions. Certains de ces critères seconds, nous l'avons noté, renvoient à des propriétés des partis ou du système politique plutôt qu'à des propriétés du système des partis. C'est le cas des idéologies et du style des partis, alors que les relations entre les partis ainsi que [38] l'existence ou non de coalitions sont bien des propriétés du système des partis.

C'est le mérite de Sartori (1976), dans sa typologie souvent citée, d'avoir insisté plus que ces prédécesseurs sur les relations entre les partis à l'intérieur des différents types de systèmes qu'il distingue. Déjà Dahl (1966 : 336-340) avait distingué quatre types de systèmes compétitifs, selon 1) que la compétition y était stricte, comme en Grande-Bretagne, 2) qu'elle était mêlée de coopération, comme aux États-Unis, 3) qu'elle était mêlée de « coalescence » (c'est-à-dire de coalitions), comme dans l'Autriche de cette époque, ou 4) qu'il y avait coalescence stricte, comme dans la Colombie des années 1960.

Sartori, comme ses prédécesseurs, part de la distinction entre les systèmes monopolistiques et les systèmes compétitifs. Il propose trois sous-types de systèmes monopolistiques et trois sous-types de systèmes compétitifs.

Parmi les systèmes monopolistiques, il y a d'abord le système à parti unique, qui recouvre les types totalitaire et unipartisan étroit de Jupp. Dans ces systèmes, un seul parti existe et est habilité à exister. Sartori introduit une distinction à l'intérieur de ce type entre les systèmes totalitaires, les systèmes autoritaires et les systèmes pragmatiques, ce qui, répétons-le, fait référence au système politique plutôt qu'au système des partis lui-même.

Les systèmes à parti hégémonique correspondent assez bien aux systèmes unipartisans larges de Jupp. Cette expression de parti hégémonique est reprise du sociologue polonais Wiatr (1975), qui s'en était servi pour caractériser le système

des partis de son pays. En Pologne, comme au Mexique au moment où écrit Sartori, un seul parti est habilité à diriger le gouvernement, mais il tolère autour de lui de petits partis qui sont soumis à son hégémonie, c'est-à-dire qui ont avec lui des relations coopératives asymétriques, favorables au parti hégémonique.

À la différence de Jupp, Sartori considère que les partis prédominants sont non compétitifs – le temps que dure leur prédominance. Plus exactement, ils seraient à la frontière des deux grands types de systèmes en ce qu'ils sont compétitifs en droit mais non compétitifs en fait. La prédominance, dont le Parti du Congrès en Inde et le Parti libéral démocrate du Japon donnaient à ce moment des exemples, signifie évidemment des relations compétitives asymétriques du parti prédominant avec les autres partis.

[39]

Parmi les systèmes vraiment compétitifs, on retrouverait d'abord le bipartisme, défini comme un système où les tiers partis, quand ils existent, n'empêchent pas les deux principaux partis de gouverner seuls, en alternance.

Sartori, plus que tout autre, s'est intéressé à l'étude du multipartisme, défini comme un système où un parti ne peut pas gouverner seul. Selon lui, le multipartisme est modéré ou polarisé. Pas moins de huit traits, plus ou moins redondants, distingueraient le multipartisme polarisé du multipartisme modéré : la présence de partis anti-système, d'oppositions bilatérales, d'un centre (par rapport auquel se définissent les oppositions bilatérales), de deux pôles idéologiques très éloignés l'un de l'autre, de tendances centrifuges, d'idéologies irréconciliables, d'oppositions irresponsables et de surenchère politique. L'Allemagne de Weimar, la France de la IV^e République et l'Italie, depuis 1945, seraient des exemples du pluralisme polarisé, alors que les démocraties scandinaves seraient les prototypes du pluralisme modéré.

Enfin, les systèmes atomisés se caractériseraient par un grand nombre de partis (généralement plus de dix) et plus précisément par le fait qu'aucun d'entre eux n'aurait des effets sensibles sur les autres. La Malaisie et le Congo belge fournissaient à Sartori des exemples de ce type de systèmes, somme toute peu fréquent.

La typologie de Mair

Après avoir fait la recension de quelques-unes des typologies existantes, et en particulier de celle de Sartori, Mair (1996) propose la sienne, qui est fondée sur une caractéristique qui lui semble centrale, soit la structure de la compétition entre les partis pour ce qui est de la direction du gouvernement. Il distingue trois critères : l'alternance au gouvernement, l'innovation ou la routine (*familiarity*) dans la formule de gouvernement et le nombre des partis qui gouvernent.

L'alternance, selon lui, peut être entière, partielle ou inexistante. Elle est entière quand le parti ou la coalition qui gouverne est remplacé par un autre parti ou par une coalition tout à fait différente. La Grande-Bretagne est un cas classique de ce type d'alternance. L'alternance n'est que partielle quand un nouveau gouvernement comprend au moins un parti de l'ancien gouvernement. Elle est inexistante quand le même parti ou la même coalition dirige constamment le gouvernement.

[40]

La structure de la compétition est innovatrice si les coalitions qui se succèdent comprennent des combinaisons différentes de partis. Elle est routinière dans le cas contraire. Ce critère, notons-le, a le défaut de ne s'appliquer qu'aux cas d'alternance partielle.

Le dernier critère de Mair porte sur le nombre de partis qui ont accès, seuls ou avec d'autres, à la direction du gouvernement. Il y a à cet égard des systèmes étroits, où peu de partis (un seul, à la limite) ont accès à la direction du gouvernement, et les systèmes larges où beaucoup de partis (tous, à la limite) ont cet accès. Ce critère est un peu redondant par rapport au premier.

Par rapport à la typologie de Sartori, celle de Mair insiste davantage sur les éléments, c'est-à-dire les partis, compris dans un système de partis, et sur ceux de ces éléments qui participent à la direction du gouvernement. Les relations entre les partis et les modalités de ces relations sont négligées, comme elles l'étaient dans les premières typologies des systèmes de partis.

Les différences entre les typologies proposées

On trouve dans le tableau 1 la liste des critères qui ont été utilisés par les auteurs des typologies que nous venons de présenter. Nous y avons distingué les critères propres aux systèmes de partis de ceux qui concernent plutôt les partis eux-mêmes et le système politique auquel ils appartiennent.

Le nombre des partis, la nature des relations entre eux, la compétition ou non dans le système des partis et l'existence ou non des coalitions sont des critères propres au système des partis, alors que l'idéologie ou le style de fonctionnement des partis est un critère propre aux partis et non au système auquel ils appartiennent. Quant au type de système politique, il est un critère exogène, même si le système de partis, surtout quand il est monopolistique, contribue largement à définir le système politique.

Comme on le voit dans le tableau 1, Sartori est le seul auteur à utiliser les six critères que nous avons distingués. Il est le seul également à utiliser les quatre critères propres au système de partis, suivi de Jupp qui en utilise trois sur quatre.

Parmi les quatre critères propres au système de partis, la compétition ou non dans le système est celui qui revient le plus souvent, soit

[41]

Tableau 1*Critères utilisés par les auteurs qui ont proposé une typologie des systèmes de partis*[Retour à la table des matières](#)

Auteurs	Nombre de partis	Relations entre les partis	Compétition ou non	Existence ou non de coalitions	Idéologie ou style de fonctionnement	Type de système politique
Duverger	X			X	X	
Blondel	X	X				
Almond et Coleman			X			X
La Palombara et Weiner		X	X		X	X
Jupp	X		X	X	X	
Sartori	X	X	X	X	X	X
Mair			X	X	X	

[42]

cinq fois sur sept, Duverger et Blondel étant les seuls auteurs à ne pas les utiliser parce qu'ils s'intéressent exclusivement aux systèmes compétitifs.

Les classes de partis

On peut déduire, des typologies qui partent de l'opposition entre les systèmes monopolistiques et compétitifs de partis, différentes classes de partis.

Il y a d'abord les partis **majeurs** dominants qui dirigent le gouvernement, seuls ou en coalition. Par définition, il n'y a qu'un parti majeur dominant dans un système monopolistique. Il y en a au moins deux qui se succèdent dans un système compétitif. Ils passent ainsi de la classe de parti majeur dominé à celle de parti majeur dominant, ou inversement. Comme il y a des partis majeurs très dominants ou peu dominants, il y a aussi des partis majeurs très dominés ou peu dominés.

Un parti qui est inclus dans une coalition gouvernementale, sans la diriger, peut être considéré comme un parti second. Cette classe de partis est plutôt rare dans les systèmes monopolistiques, alors qu'elle est beaucoup plus fréquente dans les systèmes compétitifs. Ajoutons que dans une coalition gouvernementale donnée il peut y avoir plus d'un parti second.

Enfin, parmi les partis non majeurs, il peut y avoir ou non des partis **mineurs**, autres que les partis seconds en ce qu'ils ne participent pas à la direction du gouvernement. L'existence de cette classe de parti est elle aussi plus fréquente dans les systèmes compétitifs que dans les systèmes monopolistiques. Ajoutons qu'on peut distinguer certaines modalités dans la classe des partis mineurs. Il y a des partis mineurs qui sont les seuls à l'intérieur d'un système de partis. Quand il y a plusieurs partis mineurs, il y a un rang entre eux selon le nombre de votes qu'ils ont obtenus.

Notons enfin qu'il faut considérer une période d'au moins deux élections pour établir si un système de partis est monopolistique ou compétitif. Cela n'aurait pas de sens de caractériser un système de partis à partir d'une seule élection, même si

à l'intérieur d'une période très courte, courte, moyenne ou longue il est pertinent de montrer à propos d'une élection donnée à quelles classes appartiennent les [43] partis, ou encore comment ils passent d'une classe à l'autre par rapport à l'élection précédente.

La participation dans les systèmes monopolistiques et dans les systèmes compétitifs

La participation est plus sélective dans les systèmes monopolistiques de partis que dans les systèmes compétitifs. Cela tient au fait qu'il n'y a qu'un seul parti majeur, toujours dominant, qui ou bien est seul dans le système ou bien exerce beaucoup plus d'influence que le ou les partis seconds ou encore que le ou les partis mineurs.

Dans les systèmes compétitifs, l'existence au cours d'une période donnée de plus d'un parti majeur qui occupe une position dominante produit une répartition de l'influence moins disproportionnée que dans les systèmes monopolistiques.

Une question se pose à propos du degré de participation sélective dans les systèmes monopolistiques, soit celle de la durée temporelle du caractère monopolistique ou compétitif d'un système de partis. On peut estimer qu'il y a, historiquement, plus de simplification de la participation dans un système qui est monopolistique pendant 50 ans que dans un système qui n'est monopolistique que pendant 20 ans. À l'inverse, il y a plus de diversification de la participation dans un système qui est compétitif pendant 50 ans que dans un système qui est compétitif pendant 20 ans.

Une autre question concerne plus spécifiquement les systèmes à parti prédominant. D'après Sartori (1976 : 196-201), il y a système à parti prédominant quand le même parti remporte trois victoires consécutives aux élections, à condition que le corps électoral soit stable, qu'une nette majorité de sièges soit obtenue et que l'écart soit grand entre le parti vainqueur et le parti qui suit.

Comme nous l'avons déjà signalé, nous préférons adopter une approche plus relative et considérer qu'un système de partis est monopolistique ou compétitif en longue période, en moyenne période en courte période ou en très courte période,

ce découpage temporel dépendant des préoccupations du chercheur. Ainsi, l'historien aura tendance à considérer le caractère monopolistique ou compétitif d'un système de partis sur la longue période, alors que le politologue sera davantage porté vers la moyenne ou la courte période.

[44]

Ajoutons qu'un système qui est monopolistique durant une première décennie, puis compétitif durant la décennie suivante, et enfin monopolistique à nouveau durant une troisième décennie pourra être considéré comme quasi monopolistique pour l'ensemble de la période. Si le système est monopolistique durant quinze ans puis compétitif durant les quinze années suivantes, il pourra être considéré comme semi-monopolistique, ou semi-compétitif, ce qui revient au même.

Les déterminants du monopole o de la compétition le système politique

Au cours de la présentation des typologies des systèmes de partis, nous avons noté que certains traits des systèmes monopolistiques ou des systèmes compétitifs dépendaient des systèmes politiques auxquels appartiennent les systèmes de partis. Il s'agit là d'interdépendance verticale, au sens où nous l'avons définie dans l'introduction.

Cette interdépendance tient à la fois aux régimes politiques, aux idéologies et aux pratiques des systèmes politiques auxquels appartiennent les systèmes de partis.

À commencer par les régimes politiques, leurs effets sur les systèmes de partis ne résident pas principalement dans les traits institutionnels des régimes parlementaires, opposés aux régimes présidentiels, ou encore dans les traits des régimes fédéraux opposés à ceux des régimes unitaires. Ils résident plutôt dans la structuration effective du pouvoir dans le système politique et dans les contrôles qu'elle donne à une concentration plus ou moins grande de leaders politiques. Il y a des systèmes oligarchiques, dominés par des équipes politiques restreintes, qui utilisent différents moyens pour maintenir leur domination sur des compétiteurs, actuels ou éventuels, et il y a des systèmes que Dahl (1973) nommait polyarchi-

ques, qui présentent des traits opposés. Les équipes politiques sont plus étendues, elles sont en compétition entre elles et se succèdent, en alternance, à la direction du gouvernement.

Il y a des régimes présidentiels qui sont polyarchiques, comme c'est le cas aux États-Unis, et d'autres régimes présidentiels qui sont oligarchiques, comme dans certains pays d'Afrique. Il en est de même des régimes parlementaires. Il y a des États fédéraux qui sont polyarchiques [45] (les États-Unis, le Canada, l'Allemagne, la Suisse, l'Australie) et d'autres qui sont plutôt oligarchiques (le Mexique, le Nigeria).

Les idéologies dominantes légitiment le caractère oligarchique ou polyarchique du régime et l'exercice du contrôle sur la participation dans le système de partis. Dans l'ancienne Union soviétique et dans les démocraties dites socialistes de l'Europe de l'Est, il appartenait au parti communiste, et à lui seul, de diriger l'ensemble des travailleurs. Les autres partis sont interdits, de même que les plates-formes idéologiques opposées à la ligne préconisée par les dirigeants.

Dans beaucoup de pays d'Afrique, au cours des années 1960 et 1970, et parfois même après, les leaders politiques ont justifié l'instauration et le maintien du parti unique par la nécessité de sauvegarder l'unité nationale et le développement économique. L'existence de partis d'opposition est considérée par ces leaders comme un luxe que les pays africains ne peuvent se payer. Certains idéologues ajoutaient qu'étant donné l'absence de classes sociales, en Afrique, il ne pouvait exister qu'un seul parti politique.

Dans les régimes polyarchiques, les idéologies dominantes valorisent plutôt le pluralisme et la compétition. Les systèmes de partis sont faits de partis qui agrègent des intérêts divers et c'est aux électeurs de choisir entre eux. Certains disent même que la démocratie réside essentiellement dans la capacité de se débarrasser de partis de gouvernement devenus impopulaires. Schattschneider (1967) ajoutait que la démocratie est un système pour des gens qui ne sont pas trop certains d'avoir raison. Ces vues, on le voit, sont à l'opposé de celles qui cherchent à légitimer le caractère monopolistique des systèmes de partis.

Les pratiques qui ont cours dans les systèmes politiques contribuent elles aussi à la formation ou à la transformation des différents types de systèmes de partis. Il en est ainsi du clientélisme. Quand un parti de gouvernement le maîtrise et le pra-

tique dans de multiples domaines, c'est pour ses leaders un instrument important pour maintenir le monopole du parti ou encore pour dominer la compétition durant une longue période.

Le système politique influence le système de partis, mais il est en retour influencé par lui. Cela tient au fait que les leaders politiques qui appartiennent à des partis exercent des pouvoirs qui sont souvent prépondérants dans la structuration oligarchique ou polyarchique du régime, dans les idées dominantes d'une époque et dans les pratiques [46] comme celles du clientélisme. Ils ne sont évidemment pas les seuls à exercer du pouvoir. Il y a aussi les agents administratifs, les intéressés appartenant à des groupes et à des lobbies, et les particuliers dans la population, dans les électors et dans les publics des sondages. Mais dans les systèmes politiques oligarchiques, encore plus que dans les régimes polyarchiques, les principaux leaders des partis sont généralement les acteurs les plus influents dans la structuration du pouvoir à l'intérieur du système politique.

Résumé

Nous présentons, comme à la fin du chapitre précédent, les principales propositions qui se dégagent de l'étude que nous avons faite du monopole et de la compétition dans les systèmes de partis, c'est-à-dire de la dimension directionnelle de ces systèmes.

- 1.1 Un système de partis est monopolistique quand c'est toujours le même parti ou la même coalition de partis qui dirige le gouvernement. Il est compétitif quand il y a alternance à cet égard. Ces caractéristiques peuvent être observées en longue, en moyenne ou en courte période.
- 1.2 La plupart des typologies des systèmes de partis se fondent sur cette opposition première entre les systèmes monopolistiques et les systèmes compétitifs, surtout quand elles tiennent compte des systèmes non occidentaux.

- 1.3 La typologie de Sartori (1976) peut être considérée comme celle dont les traits pertinents renvoient le mieux au système lui-même plutôt qu'aux partis inclus dans le système.
- 1.4 La participation est moins diversifiée dans les systèmes monopolistiques que dans les systèmes compétitifs de partis, étant donné que l'existence d'un parti majeur, dont la domination est exclusive, produit une plus grande disproportion dans la répartition de l'influence.
- 1.5 Le caractère monopolistique ou compétitif d'un système de partis tient surtout à son interdépendance avec le système politique et plus particulièrement avec les règles, les idées et les pratiques dominantes dans le système politique.

[47]

Première partie.
LES SYSTÈMES DE PARTIS

Chapitre 2

Fermeture ou ouverture à de nouveaux partis

[Retour à la table des matières](#)

Dans la plupart des systèmes de partis, qu'ils soient monopolistiques ou compétitifs, ce ne sont pas tous les partis qui ont accès à la direction du gouvernement. Les systèmes à parti unique et les systèmes à parti hégémonique présentent à cet égard des cas extrêmes, car tous les partis ou presque se retrouvent au gouvernement. Ces cas sont devenus très rares, au début du vingt et unième siècle, si bien que dans à peu près tous les systèmes existent des partis mineurs qui cherchent à se substituer aux partis majeurs ou aux partis seconds. On peut parler de dimension évolutive à propos de cette existence plus ou moins importante de partis mineurs qui donnent à un système de partis un caractère ouvert ou fermé, une opposition qui vient préciser la distinction principale entre les systèmes monopolistiques et les systèmes compétitifs.

Les partis exclus du gouvernement appartiennent généralement à des familles qui ont des appuis limités dans les principaux clivages sur lesquels reposent les systèmes de partis. Quelques-uns sont des partis anciens, mais d'autres sont des partis nouveaux, formés sur des clivages anciens ou sur des clivages émergents.

[48]

La question se pose de tracer la ligne entre les systèmes qui sont plutôt fermés, les partis mineurs y étant négligeables, et ceux qui sont plutôt ouverts, avec des partis mineurs importants. Nous allons proposer à cet égard un critère quantitatif qui dépend lui aussi de la longue, de la moyenne ou de la courte durée. Enfin, le caractère fermé ou ouvert d'un système de partis dépend pour une bonne part du mode de scrutin et du contrôle que les leaders partisans exercent sur lui. Nous discutons de ces déterminants dans la dernière partie du chapitre, en nous fondant sur les études qui ont été faites à ce propos.

Les principaux clivages dans les systèmes de partis

Dans un système de partis, l'accès large ou étroit à la direction du gouvernement tient pour une bonne part aux positions tenues par les partis à propos des principaux clivages qui divisent une société. Des clivages sont plus structurants que d'autres des enjeux politiques, et des positions prises par rapport à ces enjeux recueillent plus d'appuis que d'autres, ce qui favorise certains partis dans leur recherche de supériorité à l'intérieur du système de partis.

Von Beyme (1985) a distingué neuf familles de partis, en Europe, qui auraient émergé historiquement dans l'ordre suivant :

- 1) les partis libéraux et radicaux ;
- 2) les partis conservateurs ;
- 3) les partis socialistes et sociaux-démocrates ;
- 4) les partis chrétiens démocrates ;
- 5) les partis communistes ;
- 6) les partis agraires ;
- 7) les partis régionaux et ethniques ;
- 8) les partis extrémistes de droite ;
- 9) les mouvements écologistes.

On doit à Lipset et Rokkan (1967) la première formulation des quatre clivages fondamentaux qui auraient donné naissance aux partis politiques, en Occident.

Deux d'entre eux seraient les produits de la révolution nationale. Il y aurait d'abord le conflit entre le centre édificateur et les populations ethniquement, linguistiquement ou religieusement [49] distinctes dans les périphéries. Il y aurait ensuite le conflit entre l'État et les privilèges historiques de l'Église.

Les deux autres clivages fondamentaux seraient les produits de la révolution industrielle. En plus du conflit entre les intérêts ruraux et la classe montante des entrepreneurs industriels urbains, il y aurait le conflit entre les possédants et les employeurs d'une part, les non, possédants travailleurs ou ouvriers d'autre part. Rokkan ajoutera plus tard un cinquième clivage issu du précédent. Il opposerait les non-possédants qui se rallient à la révolution soviétique à ceux qui ne s'y rallient pas.

Cette construction célèbre a été beaucoup commentée. Il a été proposé, entre autres, d'y ajouter un clivage plus récent où s'opposent les défenseurs des valeurs matérialistes et ceux des valeurs post-matérialistes. Les partis verts seraient issus de ce nouveau clivage. D'autres auteurs voient plutôt dans ce clivage une nouvelle forme du conflit entre les intérêts ruraux et les intérêts urbains.

Seiler (1980, 1993), qui plus que tout autre s'est intéressé à cette construction, a montré de façon convaincante qu'on pouvait définir huit familles de partis à partir de ces clivages. Il a classé dans ces familles les principaux partis de 24 démocraties occidentales, en Europe, en Amérique du Nord, en Australie et en Nouvelle-Zélande, en notant bien qu'il s'agissait du projet originel des partis et non des positions idéologiques ou autres qu'ils ont tenues depuis.

Au clivage possédants/travailleurs correspondraient des partis « socio-économiques », soit d'une part les partis bourgeois, dont le projet serait la défense du monde de l'industrie et des affaires, et d'autre part les partis ouvriers, dont le projet serait la défense des salariés.

L'autre clivage issu de la révolution industrielle opposerait les partis écolo-agrariens, voués à la défense ou à la promotion d'un mode de production en harmonie avec les équilibres naturels, et les partis productivistes dont le projet résiderait dans les valeurs du mode de vie urbain.

Pour ce qui est des clivages produits par la révolution nationale, celui qui oppose l'Église et l'État se retrouve dans l'existence, d'une part, des partis de défense religieuse, et, d'autre part, des partis sécularistes, défenseurs de la laïcité.

L'autre clivage oppose les partis centralistes, avec leur mobilisation identitaire autour de l'État, et les partis de défense territoriale, ou autonomistes, opposés à l'État central.

[50]

Seiler ajoute une neuvième famille, hors clivages, celle des partis canulars, fondés sur la dérision du système politique.

Tout en acceptant de façon générale cette classification, Jean et Monica Charlot (1985) ont proposé de définir les partis par leur appartenance à plus d'une famille. Ainsi les partis communistes seraient à la fois centralistes, laïcs, populaires (ou ouvriers) et totalitaires, ce dernier trait se référant à un clivage État/société civile, qui est substitué au clivage urbain/rural de Lipset et Rokkan et de Seiler.

Selon Seiler (1993 : 88), cette classification combinée ne permet pas de distinguer le principal de l'accessoire. À l'inverse, la classification qu'il donne des partis dans différents systèmes, selon la famille et le clivage premier auxquels ils appartiennent, apparaît trop tournée vers le passé et en cela réductrice des oppositions actuelles entre les partis. Donnons-en quelques exemples, en ayant comme préoccupation de rendre compte des raisons pour lesquelles certains partis sont appelés à diriger le gouvernement, grâce aux appuis électoraux qu'ils reçoivent, alors que d'autres n'y parviennent pas.

Commençons par les États-Unis. Selon Seiler, le clivage premier qui oppose les deux principaux partis est celui du centre et de la périphérie, les Républicains étant centralistes et les Démocrates autonomistes. Il en a peut-être été ainsi historiquement, mais au début du vingt et unième siècle, on peut se demander si les positions n'ont pas été inversées. Et surtout, tout en admettant que le clivage Église/État West guère significatif, les deux autres clivages sont aujourd'hui aussi significatifs sinon plus que le premier. Le Parti républicain est plutôt du côté des possédants, et le Parti démocrate du côté des milieux populaires, tandis que les ruraux sont davantage républicains que les urbains, ceux-ci étant davantage démocrates que républicains.

Au Canada également, selon Seiler, l'opposition première entre les deux principaux partis ferait référence au clivage centre/périphérie, le Parti conservateur étant à l'origine centraliste et le Parti libéral, autonomiste. Ces positions ont été plutôt inversées depuis, non sans que le caractère plus centraliste qu'autonomiste

des deux partis majeurs permette l'apparition de partis régionaux dans l'ouest du pays et dans la province de Québec. De plus, l'absence de positions significatives des deux principaux partis par rapport au clivage possédants/travailleurs a permis à des partis comme la C.C.F. puis le Nouveau Parti démocratique de venir compliquer le système de partis en se positionnant en faveur des travailleurs.

[51]

En France, l'opposition entre les partis de droite et les partis de gauche se fonderait, selon Seiler, sur le clivage possédants/travailleurs, mais le Rassemblement pour la République (RPR), le parti gaulliste de la cinquième République, appartient aussi à la famille centraliste, comme le Front national, sans que la famille autonomiste ait suscité de parti important, ce qui peut s'expliquer par le caractère très centralisateur du système politique français. Toutefois, si on considère les positions prises par rapport à l'Europe, les partis centralistes à l'interne sont plus ou moins autonomistes à l'externe, l'enjeu européen venant compliquer le clivage centre/périphérie. Ajoutons que, sous la quatrième République, un parti important, le Mouvement républicain populaire (MRP), appartenait à la famille religieuse dans le clivage Église/État, alors que le Parti radical appartenait à la famille laïque. Des systèmes de partis qui, comme en France, traversent un peu tous les clivages sont plus susceptibles que d'autres de permettre un accès assez large à la direction du gouvernement.

Il en est un peu de même des systèmes belges, néerlandais et suisses, où des partis appartiendraient, selon Seiler, à des familles rattachées à chacun des quatre grands clivages. À l'inverse, le système britannique comprendrait des partis principaux tous fondés sur le clivage possédants/travailleurs et quelques petits partis des familles centraliste et autonomiste. Ce serait aussi le cas du système allemand, sans toutefois qu'il y ait de partis centralistes ou autonomistes, le Parti Vert appartenant à la famille des partis écolo-agrariens.

Les nouveaux partis et les partis établis

Les travaux qui ont été faits sur les clivages et les familles de partis permettent de situer historiquement l'apparition des partis dans un système donné et de cerner le projet qu'ils proposaient. Ils donnent cependant une vue incomplète des conditions facilitantes ou contraignantes dans lesquelles naissent les nouveaux partis, qui font souvent la différence entre un système de partis fermé et un système ouvert.

Quelques auteurs se sont intéressés à ces conditions, dont Harmel (1985) et Rochon (1985) dans un numéro thématique de la *Revue internationale de science politique*. Harmel commence par soulever un problème de définition. Faut-il limiter les nouveaux partis à ceux qui obtiennent des sièges lors des élections, à ceux qui obtiennent un [52] certain pourcentage d'appuis ou encore à tous ceux qui se proposent d'obtenir des sièges même s'ils n'en obtiennent pas ou qu'ils n'ont que très peu d'appuis électoraux ?

Rochon distingue deux types de nouveaux partis, les **mobilisateurs** (*mobilizers*) et les **challengeurs** (*challengers*). Les partis mobilisateurs apparaîtraient à l'occasion de changements dans la configuration des clivages existants ou encore à l'occasion d'un certain effacement des clivages dans une période de désalignement, c'est-à-dire d'abandon par beaucoup d'électeurs de leurs allégeances partisans. Ces partis cherchent à prendre avantage de ces conditions changeantes pour mobiliser de nouvelles identifications. Ils insistent sur de nouveaux enjeux ou considèrent les enjeux traditionnels selon des points de vue idéologiques nouveaux. Les partis écologistes, les partis d'extrême-droite et les partis régionaux ou linguistiques seraient des exemples de partis mobilisateurs.

Les partis challengeurs, quant à eux, ne mobiliseraient pas des identifications nouvelles, mais chercheraient à obtenir des appuis électoraux sur la base des clivages existants. Ils contestent les partis établis sur leur propre terrain en prétendant que ces partis ne représentent plus adéquatement les intérêts de leurs électeurs. Généralement, ces partis challengeurs, sont formés à la suite d'une scission à l'intérieur d'un parti établi, mais il n'en est pas toujours ainsi. Rochon donne comme exemples de partis challengeurs, les partis socialistes qui contestent les

partis sociaux-démocrates, ou encore les partis religieux qui contestent les partis chrétiens démocrates.

Selon Rochon, il est plus facile de former un parti challengeur qu'un parti mobilisateur, mais il est plus difficile de maintenir un parti challengeur qu'un parti mobilisateur. Parce que le parti challengeur mise sur des identifications existantes, dont il cherche à s'accaparer, il peut obtenir facilement des appuis électoraux de départ. La difficulté est de les maintenir ou de les étendre, car les partis établis peuvent par des changements dans leurs positions ramener à eux des électeurs dont les allégeances traditionnelles leur étaient favorables.

Pour les partis mobilisateurs, les tâches de départ sont plus difficiles, car il leur faut convertir, à l'occasion de changements dans les clivages ou de désalignement, des électeurs dont les nouvelles identifications sont encore en voie de formation. Mais une fois ces nouvelles identifications formées, elles deviennent la propriété exclusive du parti mobilisateur.

[53]

Rochon note également, à partir du cas néerlandais qu'il étudie en détail, que les partis mobilisateurs sont plus susceptibles d'obtenir l'appui des jeunes électeurs que les partis challengeurs, et qu'une plus forte proportion de leurs votants s'identifient fortement à eux que chez les partis challengeurs.

Il arrive que des partis mobilisateurs ou challengeurs, ou encore des partis établis demeurent des partis mineurs, exclus de la direction du gouvernement. Il en fut ainsi du Parti libéral en Grande-Bretagne, devenu un parti mineur après que le Parti travailliste l'ait supplanté comme parti majeur. Toujours en Grande-Bretagne, le Parti démocrate et le Parti libéral démocrate, deux partis challengeurs, sont demeurés des partis mineurs. Il en est de même du Nouveau Parti démocratique au Canada ou encore de partis régionaux comme le Parti suédois en Finlande.

Pour qu'un système de partis soit considéré comme ouvert, il faut toutefois que des partis établis ainsi que des partis mobilisateurs et challengeurs, mineurs eux aussi parce qu'exclus de la direction du gouvernement, représentent ensemble une proportion importante des électeurs. Étant donné que les sièges obtenus par ces partis sont très dépendants du mode de scrutin, comme nous allons le voir dans la dernière partie du chapitre, les pourcentages de votes exprimés en faveur

des partis mineurs donnent une meilleure approximation du caractère ouvert ou fermé d'un système de partis.

Puisqu'il faut tracer un seuil quantitatif, nous proposons qu'un système de partis où les partis mineurs recueillent 20 % ou plus des suffrages exprimés peut être considéré comme ouvert. Les systèmes où les partis majeurs ou seconds totalisent ensemble plus de 80 % des votes exprimés peuvent être à l'inverse considérés comme fermés.

La participation dans les systèmes fermes et dans les systèmes ouverts

Pour illustrer la différence entre la participation partisane dans un système fermé et dans un système ouvert, donnons un exemple concret d'un système de partis qui est passé de la fermeture à l'ouverture, pour revenir ensuite à la fermeture, comme le montre le tableau 2. Il s'agit du système des partis provinciaux, au Québec, de 1966 à 1981, soit durant une période de quinze ans (voir Lemieux, 1993).

[54]

Tableau 2

*Fermeture du système des partis provinciaux au Québec
en 1966 puis en 1976 et 1981, et ouverture en 1970 et 1973.*

[Retour à la table des matières](#)

PARTIS	1966	1970	1973	1976	1981
Parti libéral	0,47	0,45	0,55	0,34	0,46
Union nationale	0,41	0,20	0,05	0,18	0,04
Partis québécois	—	0,23*	0,30*	0,41	0,49
Ralliement créditiste	—	0,11*	0,10*	0,05*	—
Autres partis	0,11*	0,01*	—	0,02*	0,01*
Vote total des partis mineurs	0,11	0,35	0,40	0,07	0,05

* Partis mineurs

Depuis la fin des années 1930, le système des partis au Québec est fermé avec une tendance à l'ouverture, en 1944 et en 1948, alors que des partis mineurs obtiennent 18 % et 8 % des votes exprimés. Les deux partis majeurs, le Parti libéral et l'Union nationale alternent à la direction du gouvernement. Selon les clivages de Lipset et Rokkan et les familles qu'ils définissent, le Parti libéral est plutôt urbain et séculariste ainsi que centraliste par rapport à l'État canadien, alors que l'Union nationale est plutôt rurale et religieuse ainsi qu'autonomiste par rapport à l'État canadien.

Au début des années 1960, alors que le Parti libéral dirige le gouvernement, il y a redéfinition du clivage centre/périphérie par des mouvements indépendantistes qui prônent la séparation du Québec et non plus la simple revendication d'autonomie à l'intérieur de la fédération canadienne. En 1966, deux petits partis indépendantistes, l'un très urbain et séculariste, l'autre plus rural et religieux, obtiennent ensemble 9 % du vote exprimé, 2 % allant à de tout petits partis. L'Union nationale n'a que 41 % du vote contre 47 % au Parti libéral, mais elle profite de la

carte électorale et du mode de scrutin pluralitaire uninominal à un tour pour ravir 56 sièges sur 108 et former le gouvernement.

En 1968 est créé le Parti québécois, par scission à l'intérieur du Parti libéral. C'est un parti séculariste, plutôt urbain et indépendantiste, qui [55] récupère les soutiens accordés aux deux petits partis indépendantistes de 1966, en plus de mobiliser de nouveaux appuis, chez les jeunes électeurs surtout. Un autre nouveau parti, le Ralliement créditiste, est lié de près à un parti existant sur la scène fédérale, le Crédit social. C'est un parti mobilisateur comme le Parti québécois. Il tente d'activer un clivage latent dans la société québécoise, qui oppose les travailleurs et les petits possédants à la « nouvelle » bourgeoisie du secteur privé et surtout du secteur public.

Aux élections de 1970, le Parti libéral, avec 45 % du vote, enlève 72 circonscriptions sur 108, alors que l'Union nationale n'a que 20 % du vote et 17 sièges. Le Parti québécois obtient 23 % du vote mais seulement sept sièges. Quant au Ralliement créditiste, il a 11 % des votants et 12 sièges (grâce à une forte concentration de son vote). Selon notre critère, le système des partis est alors nettement ouvert puisque les deux partis mineurs ont ensemble 35 % du vote. Il le demeure en 1973, alors que le Parti québécois obtient 30 % du vote, ce qui lui donne 6 sièges, et le Ralliement créditiste 10 % du vote, pour seulement 2 sièges. Ces deux partis mineurs ont donc ensemble 40 % du vote. Le Parti libéral, avec 55 % du vote, remporte 102 sièges sur 110, tandis que l'autre parti majeur, celui de l'Union nationale, réduit à 5 % du vote, n'obtient aucun siège.

Aux élections de 1976, le Parti québécois poursuit sa montée et devient un parti majeur dominant en récoltant 41 % des votes exprimés, ce qui lui donne 71 sièges sur 110, et donc la direction du gouvernement. Le Parti libéral, qui obtient 34 % du vote et 26 sièges, forme l'opposition officielle. L'Union nationale a un sursaut qui lui donne 18 % du vote et 11 sièges. Si on ajoute au vote créditiste qui est de 5 %, le 2 % du vote obtenu par des petits partis, les partis mineurs n'ont plus que 7 % du vote. Le système des partis est redevenu fermé, une situation qui est confirmée en 1981, avec la disparition ou presque de l'Union nationale et la fin du Ralliement créditiste, les deux partis majeurs que sont le Parti libéral et le Parti québécois obtenant ensemble 95 % des votes exprimés.

Les systèmes ouverts comprennent généralement plus de classes de partis et une répartition plus égale des influences entre les partis que les systèmes fermés, du moins si on s'en tient à la distribution des votes plutôt qu'à celle des sièges, une caractéristique qui est à la base de la distinction que nous avons faite entre les systèmes ouverts et les systèmes fermés. Il est évident que la répartition des influences est [56] moins disproportionnée dans une situation comme celle de 1970, où les partis mineurs ont 35 % du vote, que dans la situation de 1966 où ils n'avaient que 11 % du vote.

Les déterminants de la fermeture ou de l'ouverture le mode de scrutin

Dans l'application aux Pays-Bas de sa théorie concernant les nouveaux partis, Rochon ne relève pas moins de 11 nouveaux partis qui sont entrés au Parlement, de 1959 à 1982. Durant la même période, seulement trois nouveaux partis ont obtenu des sièges à la Chambre des communes en Grande-Bretagne. Berrington (1985), dans son article paru dans le numéro de la *Revue internationale de science politique* sur les nouveaux partis, écrit que le mode de scrutin pluralitaire uninominal à un tour est le principal obstacle à la montée des nouveaux partis. Par contraste, le mode de scrutin très proportionnel qui est utilisé aux Pays-Bas favorise grandement la montée de nouveaux partis, sans pour autant assurer leur survie.

On distingue généralement trois types de formules électorales : le type pluralitaire, le type majoritaire et le type proportionnel. Avec le type pluralitaire, les sièges sont accordés aux candidats qui ont obtenu le plus de votes, que leur majorité soit absolue ou relative. Avec le type majoritaire, la majorité absolue est exigée. Pour être élu, un candidat doit avoir été choisi par un plus grand nombre de votants que l'ensemble de ses adversaires. Avec le type proportionnel, les sièges sont accordés en proportion des votes reçus par les partis ou par les candidats.

Il y a aussi des formules mixtes qui combinent un régime pluralitaire avec un régime proportionnel, correctif ou non des résultats obtenus dans le régime pluralitaire. L'Allemagne est le cas le plus connu d'un tel régime mixte. La moitié des sièges est allouée selon le scrutin pluralitaire dans des circonscriptions locales, et

l'autre moitié est faite de sièges régionaux dont l'allocation vient corriger les distorsions entre les votes et les sièges créées par le scrutin pluralitaire.

Blais et Massicotte (1996 : 69-72) ont recensé les conséquences des formules électorales sur différents aspects des systèmes de partis. Ils notent d'abord, à la suite de Rae (1967), que toutes les formules électorales donnent une prime en sièges aux partis qui ont le plus de votes, [57] mais que cette prime est beaucoup plus prononcée avec les formules pluralitaire et majoritaire qu'avec les formules proportionnelles.

À l'intérieur des formules proportionnelles, les méthodes d'allocation des sièges et les seuils requis pour avoir droit à cette allocation font une différence, mais l'ampleur des circonscriptions a un effet encore plus important. Plus cette ampleur est grande, plus la prime aux partis qui ont le plus de votes est petite. Autrement dit, s'il y a en moyenne trente sièges par circonscription, la prime sera généralement moins grande que s'il y en a cinq.

La relation entre la formule électorale et le nombre de partis qui sont représentés au parlement a un lien plus direct avec notre propos, soit le caractère fermé ou ouvert du système des partis. Les résultats diffèrent selon les pays ou les périodes qui sont examinés, mais dans tous les cas le nombre moyen est plus élevé avec les formules proportionnelles qu'avec les formules majoritaires et pluralitaires.

Blais et Carty (1991), qui ont examiné les résultats de 509 élections dans 20 pays, sur une période de cent ans, constatent que le nombre moyen de partis qui participent aux élections est de 5 dans les régimes pluralitaires, de 6 dans les régimes majoritaires, et de 8 dans les régimes proportionnels. Il en est de même pour ce qui est des partis qui obtiennent des sièges au parlement. Ils sont en moyenne plus nombreux dans les régimes proportionnels que dans les régimes majoritaires, et plus nombreux dans les régimes majoritaires que dans les régimes pluralitaires.

D'un mode de scrutin à l'autre : le nombre effectif de partis

Les résultats électoraux dans trois pays, la Nouvelle-Zélande, le Japon et l'Italie, qui ont modifié leur mode de scrutin au milieu des années 1990, illustrent les effets qui s'ensuivent, en courte période, sur les systèmes de partis et en particulier sur l'ouverture ou la fermeture de ces systèmes.

Les trois réformes vont dans des sens différents. En Nouvelle-Zélande, à la suite des résultats de plusieurs élections qui sont jugés inéquitables par les leaders des partis défavorisés, on passe d'un mode de scrutin pluralitaire à un mode de scrutin mixte, où 65 députés seront élus selon le mode pluralitaire et 55 selon le mode proportionnel, [58] correctif des disproportions causées par le mode pluralitaire. Ce mode de scrutin est approuvé par voie de référendum, malgré l'opposition de plusieurs leaders partisans. Par rapport aux élections de 1993, les dernières avec le mode de scrutin pluralitaire, celles de 1996 entraînent des résultats moins disproportionnels ainsi qu'une plus grande fragmentation du système des partis (Gallagher, 1998).

Le nombre dit « effectif » de partis, selon les votes ou les sièges obtenus, mesure le degré de fragmentation du système. Ce nombre est établi en divisant le nombre 1 par la somme des parts de votes ou de sièges obtenues, élevées au carré. Par exemple, si le parti A obtient 60 % des votes et le parti B, 40 %, la somme de $0,60^2$ et de $0,40^2$ donnera $0,36 + 0,16$, soit 0,52. Si on divise 1 par 0,52, on obtient 1,9, ce qui mesure le nombre effectif de partis dans l'électorat. Si le parti A obtient 70 % des sièges, et le parti B, 30 %, on calculera de la même façon le nombre effectif de partis au parlement et on obtiendra alors 1,7.

En Nouvelle-Zélande, le nombre effectif de partis dans l'électorat passe de 3,5 à 4,4 de 1993 à 1996, alors que le nombre effectif de partis au parlement passe de 2,2 à 3,8. Le nouveau mode de scrutin favorise donc l'ouverture du système de partis.

Notons que Lijphart (1994 : 96), dans son étude de 27 systèmes de partis, de 1945 à 1990, a calculé que le nombre effectif de partis au parlement était en

moyenne de 2,0 dans les régimes pluralitaires, alors qu'il était de 2,8 dans les régimes majoritaires et de 3,6 dans les régimes proportionnels.

Alors que le changement de mode de scrutin en Nouvelle-Zélande visait à une distribution des sièges plus proportionnelle à la distribution des votes, la réforme au Japon avait des fins plus confuses. D'après Gallagher (1998), les leaders du Parti libéral démocrate (PLD), dominant dans le système monopolistique des partis, en avaient assez du mode de scrutin existant, dit de vote unique non transférable. Selon ce mode de scrutin, les circonscriptions comprenaient de trois à cinq sièges pour lesquels les partis pouvaient présenter le nombre de candidats qu'ils voulaient, les électeurs ne disposant que d'un vote. Le nombre de candidats à présenter était source de conflit et de corruption, dans le PLD en particulier. À l'occasion des élections de 1996, on instaure un nouveau mode de scrutin de nature mixte où 300 sièges sont alloués selon le mode de scrutin pluralitaire uninominal et 200 selon un mode de scrutin proportionnel mais non correctif des résultats [59] obtenus selon le mode pluralitaire. Les résultats diminuent la fragmentation du système des partis plutôt que de l'accroître. En 1993, le nombre effectif de partis dans l'électorat était de 5,3 alors qu'il n'est plus que de 3,8 en 1996. Quant au nombre effectif de partis à la chambre basse, il passe de 4,2 à 2,9. Le système monopolistique des partis demeure ouvert, mais moins qu'en 1993.

En Italie, les effets que les leaders partisans recherchaient dans la réforme allaient dans le sens contraire de ceux qui étaient recherchés en Nouvelle-Zélande. La représentation proportionnelle utilisée avant les élections de 1994 était tenue responsable d'une trop grande fragmentation du système des partis et de la durée de vie trop courte de la plupart des gouvernements. La réforme du mode de scrutin, pour l'élection des députés à la Chambre des députés, a consisté dans l'instauration d'un régime mixte tel que les trois quarts des députés seraient désormais élus au scrutin pluralitaire uninominal et un quart selon un mode proportionnel, correctif des distorsions engendrées par le mode de scrutin pluralitaire. Même s'il ne mesure pas le nombre effectif de partis dans l'électorat et au parlement, avant et après la réforme, Katz (1996) constate que le changement de mode de scrutin n'a pas eu les effets attendus, à courte échéance tout au moins, dans un système qui demeure fermé, comme avec le mode de scrutin précédent. Katz ajoute que les changements à plus longue échéance, qui pourront se produire dans le système

des partis en Italie, dépendront sans doute d'autres facteurs que celui du mode de scrutin, même s'il pourra contribuer à maintenir ou à accélérer les changements.

Alors que les élections de 1996 n'ont guère modifié la fragmentation dans le système des partis, celles de 2001 ont manifesté une assez nette tendance à la défragmentation, dont on ne sait pas encore si elle est temporaire ou permanente.

Le cas italien nous enseigne que le mode de scrutin n'est qu'un déterminant parmi d'autres d'un système de partis, même s'il apparaît relié assez directement à certains aspects du système comme sa plus ou moins grande fragmentation ou encore le nombre dit « effectif » de partis dans l'électorat ou au parlement et par là à l'ouverture ou à la fermeture du système de partis. Les règles, les idéologies et les pratiques du système politique, dont nous avons traité à propos du monopole ou de la compétition dans le système des partis, sont d'autres déterminants [60] qu'il faut prendre en compte. Les calculs et les contrôles des leaders partisans à propos des effets d'un mode de scrutin sur la position de pouvoir de leur parti dans le système des partis déterminent eux aussi le maintien ou la modification du mode de scrutin existant dans un système politique. Les leaders partisans qui préfèrent que le système des partis soit fermé chercheront à maintenir ou à instaurer un mode de scrutin pluralitaire, alors que ceux qui préfèrent que le système des partis soit ouvert chercheront plutôt à maintenir ou à instaurer un mode de scrutin proportionnel.

Résumé

En résumé, voici les principales propositions qu'on peut tirer des développements qui ont été présentés dans le chapitre à propos de la dimension que nous avons dite évolutive des systèmes de partis.

- 2.1 Un système de partis peut être considéré comme fermé quand les partis mineurs obtiennent moins de 20 % des votes exprimés. Il est ouvert quand ils obtiennent plus de 20 % de ces votes. Ces caractéristiques peuvent être observées en longue, en moyenne ou en courte période, ou encore à l'occasion d'une seule élection.

- 2.2 Ce sont les positions tenues par les partis par rapport aux principaux clivages existants dans une société qui expliquent, en partie tout au moins, la fermeture ou l'ouverture dans un système de partis.
- 2.3 L'ouverture dans un système de partis se produit par l'apparition de partis mobilisateurs ou challengeurs, ou par l'augmentation des appuis à des partis mineurs établis.
- 2.4 La participation est plus sélective et donc plus simplifiée dans les systèmes fermés que dans les systèmes ouverts. La moindre importance des partis mineurs (quand il y en a) se traduit par une plus grande disproportion de l'influence entre eux et les partis majeurs ou seconds que dans les systèmes ouverts.
- 2.5 Les modes de scrutin pluralitaires ou majoritaires favorisent généralement la fermeture dans les systèmes de partis, alors que les modes de scrutin proportionnels favorisent généralement l'ouverture dans les systèmes de partis.

[61]

- 2.6 C'est pourquoi les leaders partisans qui ont avantage à un système de partis fermé cherchent à contrôler le mode de scrutin de façon à ce qu'il demeure ou devienne pluralitaire, alors que les leaders partisans qui ont avantage à un système de partis ouvert cherchent à le contrôler de façon à ce qu'il demeure ou devienne proportionnel.

[63]

Première partie.
LES SYSTÈMES DE PARTIS

Chapitre 3

Gouverner seul ou en coalition

[Retour à la table des matières](#)

Un système de partis, en tant qu'il a pour finalité la gouvernance du système politique, présente une troisième dimension significative. Le parti qui obtient le plus de sièges peut diriger le gouvernement seul ou en coalition. Autrement dit, un gouvernement peut être unicentré ou pluricentré selon qu'il soit formé d'un seul parti ou de plus d'un parti. On peut considérer qu'il s'agit là de la dimension ministérielle d'un système de partis.

Contrairement à une vue abstraite, répandue dans les collectivités qui ne connaissent pas de gouvernements de coalition, il peut fort bien arriver qu'un parti qui n'est pas majoritaire au parlement gouverne seul en profitant des divisions entre ses adversaires. À l'opposé, il arrive que des coalitions soient plus grandes que nécessaire en ce qu'elles comprennent un ou des partis qui pourraient être retranchés sans que la coalition ainsi réduite devienne minoritaire au parlement.

Ces phénomènes ainsi que la formation et la dissolution des coalitions ont donné lieu à des travaux qui contredisent ou compliquent les théories plus ou moins abstraites qui ont été élaborées sur les coalitions [64] gouvernementales. Il

se dégage de ces travaux que la diversification est plus grande dans un système de partis où les coalitions gouvernementales sont courantes que dans les systèmes où elles sont rares ou inexistantes.

Le système politique et le mode de scrutin inclinent un système de partis à être unicentré ou pluricentré. Les calculs et les contrôles des leaders partisans sont eux aussi déterminants. C'est ce que nous montrerons dans la dernière partie du chapitre.

La formation ou non de coalitions gouvernementales

Dans plusieurs systèmes de partis, il y a absence de coalitions à des fins de gouvernement. C'est le cas dans la plupart des systèmes d'Amérique latine, d'Afrique ou d'Asie.

Aux États-Unis, il n'y a pas au sens strict de coalition gouvernementale regroupant deux partis ou plus, même si le gouvernement américain, dirigé par le Président, doit obtenir le soutien de législateurs aussi bien démocrates que républicains au Sénat et à la Chambre des représentants. Il s'agit alors de coalitions parlementaires et non gouvernementales. Il en est un peu de même au Canada où il est arrivé, entre 1972 et 1974, qu'un gouvernement libéral minoritaire a été soutenu par les élus du Nouveau Parti démocratique, dans une coalition elle aussi parlementaire.

Ces coalitions parlementaires se distinguent des coalitions gouvernementales en ce que le ou les partis qui soutiennent le parti de gouvernement n'ont pas de ministres dans le cabinet formé autour du chef de gouvernement.

Dans les systèmes européens de partis politiques, surtout depuis la chute du mur de Berlin, les gouvernements d'un seul parti sont beaucoup moins fréquents que les gouvernements de coalition. À cet égard, la Grande-Bretagne fait figure d'exception en ce qu'elle n'a jamais eu de gouvernement de coalition, sauf en temps de guerre.

Comme le montre le tableau 3, l'absence d'un parti qui obtient une majorité de sièges, à l'occasion d'une élection, n'entraîne pas forcément la formation d'un

gouvernement de coalition. Laver et Schofield (1991 : 71) ont calculé, dans leur étude sur 12 pays européens de 1945 [65] à 1987 ¹, que des 218 gouvernements formés durant cette période, 6 % étaient dirigés par un seul parti, majoritaire en sièges. Mais pas moins de 33 % des gouvernements ont été formés d'un seul parti, minoritaire en sièges. Ces gouvernements se sont maintenus en poste grâce au soutien apporté par d'autres partis, dans des coalitions parlementaires.

De telles situations existent quand les adversaires du parti minoritaire de gouvernement sont à ce point divisés entre eux qu'ils ne peuvent former ensemble une coalition parlementaire majoritaire, capable de renverser le gouvernement. Ou encore, comme ce fut le cas au Canada, de 1972 à 1974, le parti minoritaire de gouvernement est assuré du soutien parlementaire d'un parti dont les élus ajoutés aux siens constituent une majorité au parlement.

Ware (1996 : 331) distingue parmi les gouvernements de coalition ceux qui sont formés à la suite des alliances entre partis, qui préexistent aux élections, et ceux qui sont formés sans qu'il y ait eu d'alliances préexistantes, que ce soit après une élection ou à la suite du renversement d'un gouvernement en place.

Tableau 3
*Fréquence des différentes formes de gouvernement
dans douze pays européens, de 1945 à 1987.*

[Retour à la table des matières](#)

GOVERNEMENT D'UN SEUL PARTI	Fréquence
Gouvernement majoritaire d'un seul parti	0,26
Gouvernement minoritaire d'un seul parti	0,03
GOVERNEMENT DE COALITION	
Gouvernement de coalition sans qu'elle soit nécessaire	0,04
Gouvernement de coalition plus grande que nécessaire	0,21
Gouvernement de coalition minimale	0,36

¹ Il s'agit de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, du Danemark, de la Finlande, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, du Luxembourg, de la Norvège, des Pays-Bas et de la Suède.

[66]

Le tableau 3 montre aussi que des 218 gouvernements étudiés par Laver et Schofield, 4 % étaient des gouvernements de coalition où un parti, pourtant majoritaire en sièges au parlement, était allié avec un autre pour former une coalition plus grande que nécessaire. On observe une telle situation en Australie (Ware, 1996 : 335), où le Parti national, quand il dirige le gouvernement, forme toujours une coalition gouvernementale avec le Parti libéral, que le soutien de ce parti soit nécessaire ou non pour que le Parti national ait une majorité au parlement. Les alliances préexistantes sont aussi très répandues en Allemagne, en France et en Italie.

Quand un parti n'a pas à lui seul une majorité des sièges, il peut y avoir coalition plus grande que nécessaire, ce qui arrive dans 21 % des cas recensés par Laver et Schofield. Dans 36 % des cas, il y a coalition gouvernementale minimale, c'est-à-dire qui regroupe un nombre minimal de partis, tel que l'addition de leurs élus leur assure une majorité absolue au parlement.

Théorie et pratique des coalitions gouvernementales

La notion de coalition gagnante minimale a fait l'objet d'une théorie célèbre et très discutée de Riker (1962), qui posait que des acteurs rationnels cherchaient à former de telles coalitions parce qu'elles étaient pour eux les plus efficaces. Par exemple, la probabilité pour un élu d'obtenir un poste de ministre est plus grande, dans une assemblée de 200 élus, s'il fait partie d'une coalition gouvernementale comptant 101 élus que s'il fait partie d'une coalition de 110 élus.

Évidemment, dans un système donné de partis politiques, la coalition minimale gagnante est formée de blocs d'élus, appartenant à des partis, ce qui entraîne qu'elle compte à peu près toujours plus d'élus que nécessaire pour obtenir la plus petite majorité possible. Si, par exemple, le parti A a obtenu 90 sièges sur 200, le parti B 70 sièges, et le parti C 40 sièges, la coalition minimale gagnante comprendra 130 sièges et non 101.

La théorie de Riker a fait l'objet de deux sortes de critiques, fondées sur l'observation de situations concrètes dans les systèmes de partis. Premièrement, on a

noté qu'il n'était pas toujours nécessaire pour gouverner de former une coalition, qu'elle soit minimale ou non, dans les situations où aucun parti ne dispose d'une majorité de sièges. Comme [67] nous l'avons noté, à la suite de Laver et Schofield, cette situation est assez courante en Europe, de 1945 à 1987, puisque le tiers des gouvernements recensés présente cette caractéristique, étrangère à la théorie de Riker.

La plupart des auteurs qui ont montré les limites de cette théorie ont tenu pour acquis l'existence de coalitions gouvernementales, pour noter que des considérations autres que strictement économiques expliquaient leur formation. Les affinités entre partis, qu'elles soient idéologiques ou plus pragmatiques, contraignent plus ou moins les alliances qu'ils établissent entre eux, si bien que les coalitions effectivement formées ne sont pas toujours minimales par rapport à celles qui sont possibles quand on ne tient pas compte de ces affinités (à ce sujet, voir Lemieux, 1998 : 116-136).

Donnons un exemple, proche de celui de Lijphart (1984 : 47-52) dans sa critique de la théorie de Riker. Dans un système comprenant un parti d'extrême-gauche (EG), un parti de gauche (GA), un parti du centre (CE), un parti de la droite (DR) et un parti d'extrême-droite (ED), des élections ont donné à chacun le nombre de sièges suivant, sur un total de 100 sièges.

EG : 8 sièges
GA : 21 sièges
CE : 26 sièges
DR : 12 sièges
ED : 33 sièges

Les coalitions gagnantes susceptibles de se former sont :

- 1) EG, GA, CE, qui comprend 55 élus (connexe) ;
- 2) EG, DR, ED, qui comprend 53 élus (non connexe) ;
- 3) GA, CE, DR, qui comprend 59 élus (connexe) ;
- 4) GA, ED, qui comprend 54 élus (non connexe) ;
- 5) CE, ED, qui comprend 59 élus (non connexe).

Selon la théorie de Riker, des acteurs rationnels formeraient la moins nombreuse de ces coalitions, soit la coalition EG, DR, ED, qui ne compte que 53 élus. Ou encore, si on considère que les coûts de transaction sont moins élevés dans une coalition de deux partis que dans une coalition de trois partis, la coalition minimale gagnante de partis serait formée de GA et de ED, qui ne comprend que 54 élus, [68] alors que l'autre coalition faite de deux partis, celle de CE et ED, en comprend 59.

Toutefois, si on considère qu'une coalition ne peut être faite que de partis voisins par leurs affinités idéologiques, ni l'une ni l'autre de ces deux coalitions minimales gagnantes n'apparaît possible. La coalition EG, DR et ED est invraisemblable en ce qu'elle comprend deux partis extrêmes, très opposés l'un à l'autre, EG et ED. La coalition GA et ED est tout aussi invraisemblable en ce qu'elle réunit également deux partis très éloignés l'un de l'autre sur le plan idéologique. Seules les coalitions faites de EG, GA, CE et de GA, CE, DR sont connexes et remplissent ainsi la condition du voisinage idéologique entre les partis. Ce sont les plus susceptibles de se former, même si elles comprennent plus d'élus, soit 55 et 59 respectivement, que dans deux autres des coalitions gagnantes qui sont possibles.

Axelrod (1970) nomme coalitions connexes gagnantes de telles coalitions. Les coalitions minimales dont traitent Laver et Schofield sont de cette nature, à cette réserve près que dans certains systèmes de partis il peut y avoir plus d'un clivage principal où les partis sont disposés les uns par rapport aux autres. Par exemple, en plus du clivage gauche/droite, qui renvoie à l'opposition entre les non-possédants et les possédants, il peut y avoir un clivage centre/périphérie. La possibilité de coalitions connexes gagnantes s'en trouve élargie, et la formation des coalitions devient évidemment plus compliquée, en théorie tout au moins.

Laver et Schofield (1991 : 69) définissent les coalitions minimales gagnantes comme celles où le retrait d'un des partis qui les composent fait que ce qui reste de la coalition n'a plus de majorité au parlement. Rappelons que 36 % des gouvernements, dans douze pays d'Europe, de 1945 à 1987, étaient formés de coalitions minimales ainsi entendues.

Rappelons également que 21 % de ces gouvernements étaient dirigés par des coalitions plus grandes que nécessaire, en ce sens qu'un ou plusieurs partis s'ajoutent à une alliance de partis qui a déjà atteint le point où elle est minimale gagnante.

te. Le retrait de ces partis, s'il survient, n'entraîne donc pas que ce qui reste de la coalition devienne minoritaire au parlement.

Ces coalitions plus grandes que nécessaire contredisent la théorie économique de Riker, pour des raisons que nous allons recenser dans la dernière partie du chapitre.

[69]

La participation dans les gouvernements de partis

Nous nommons unicentrés les systèmes de partis où un seul parti, qu'il soit majoritaire ou minoritaire au parlement, dirige le gouvernement, et pluricentrés les systèmes où le gouvernement est formé de plus d'un parti, que cette coalition soit minimale ou plus grande que nécessaire.

Par définition, les systèmes de partis pluricentrés comprennent plus de catégories de partis que les systèmes unicentrés puisque la classe des partis seconds existe dans les systèmes pluricentrés alors qu'elle n'existe pas dans les systèmes unicentrés. Quant à la classe des partis mineurs, sa fréquence est à peu près semblable dans l'une et l'autre catégorie de système.

Pour ce qui est de la répartition des influences entre les partis majeurs dominants et les autres, elle est moins disproportionnée dans les systèmes pluricentrés que dans les systèmes unicentrés. L'existence de coalitions gouvernementales, mais aussi parlementaires, suppose des influences bilatérales entre le parti majeur dominant et ses alliés même si des influences unilatérales subsistent entre eux. Comme Gallagher (1998 : 225) et Milner (2004 : 143) l'ont montré, des influences bilatérales existent aussi entre des partis qui ne sont pas coalisés à un moment donné, parce que certains de ces partis sont des alliés éventuels, qui cherchent pour cela à se ménager. La polarisation (Sani et Sartori, 1984) est moins grande entre les partis, ce qui favorise l'efficacité du système des partis.

Il n'en est pas ainsi dans les systèmes unicentrés. Il n'y a pas de coalitions gouvernementales entre les partis, même si des alliances parlementaires existent à l'occasion, et les partis n'ont pas à se ménager parce qu'ils ne sont pas susceptibles

de devenir des alliés dans la direction du gouvernement, à moins que le système des partis devienne pluricentré.

Si bien que dans les systèmes unicentrés, les influences autres qu'unilatérales entre le parti majeur dominant et les autres partis sont rares, sauf quand le parti de gouvernement est minoritaire au parlement et qu'il doit compter sur l'appui d'un ou de plusieurs autres partis pour obtenir une majorité parlementaire.

Il y a peu de systèmes de partis qui sont pluricentrés ou unicentrés, sans interruption, durant de longues périodes. On peut toujours, comme nous l'avons suggéré, distinguer entre la courte ou la moyenne période [70] de la longue période, mais une autre façon de traiter de la variabilité dans un système de partis donné est de distinguer des degrés de variété pour ce qui est de la centration du système. On aurait ainsi des systèmes unicentrés, quasi unicentrés, quasi pluricentrés et pluricentrés, selon qu'au cours d'une période donnée le caractère unicentré a été le fait de tous les gouvernements, de la majorité d'entre eux, de la minorité d'entre eux ou d'aucun d'entre eux.

Un tableau de Laver et Schofield (1991 : 71) sur les différents types de gouvernements dans les 12 pays qu'ils ont étudiés, de 1945 à 1987, illustre les degrés que nous venons de distinguer. Le Danemark représente le cas d'un système pluricentré ou presque, puisque 18 gouvernements sur 20 ont été des gouvernements de coalition. Le système des partis en Finlande peut être considéré comme quasi pluricentré, car il y a eu coalition gouvernementale dans 22 cas sur 32. Le système suédois avec 11 gouvernements d'un seul parti sur 16 peut être considéré comme quasi unicentré, alors que ceux de la Norvège et de l'Irlande, avec 12 gouvernements d'un seul parti sur 15, peuvent être considérés comme unicentrés ou presque. Si la Grande-Bretagne avait été incluse dans l'étude de Laver et Schofield, elle présenterait un cas encore plus évident de système unicentré.

Les déterminants de l'unicentrisme et du pluricentrisme : les calculs politiques

Comme pour ce qui est du monopole ou de la compétition, de la fermeture ou de l'ouverture, il y a des déterminants du caractère unicentré ou pluricentré des systèmes de partis. À nouveau ils tiennent surtout au système politique et en particulier au mode de scrutin. Il est évident qu'un système politique autoritaire se traduit le plus souvent par un système de partis unicentré, et qu'un mode de scrutin pluralitaire entraîne généralement l'absence de coalitions gouvernementales. À l'inverse, un mode de scrutin proportionnel entraîne une plus grande probabilité de ces coalitions.

La formation de gouvernements unicentrés ou pluricentrés a cependant cela de spécifique par rapport aux deux autres dimensions des systèmes de partis (le monopole ou la compétition, la fermeture ou l'ouverture) qu'elle donne lieu de façon plus évidente aux calculs des leaders partisans, surtout quand il y a possibilité d'un gouvernement de [71] coalition. Ces calculs et les contrôles qui en découlent peuvent porter sur la décision chez un parti dominant mais minoritaire de gouverner seul ou en coalition, sur la décision chez d'autres partis d'entrer ou non dans une coalition, sur les négociations entourant la formation des coalitions, sur la décision de quitter ou non une coalition (sur ces calculs et plus généralement sur la formation des gouvernements, voir Budge et Keman, 1990 : Laver et Shepsle, 1996). Nous allons résumer en sept points les explications qui ont été proposées de ces différentes décisions.

- 1) Commençons par les deux situations qui apparaissent aberrantes par rapport aux théories rationnelles trop simplistes de la formation des gouvernements, celle où un parti minoritaire au parlement forme seul le gouvernement et celle où une coalition gouvernementale est plus grande que nécessaire.

Nous avons déjà signalé que l'existence de gouvernements minoritaires, formés d'un seul parti, s'expliquait par l'impossibilité chez les partis

d'opposition de former ensemble une coalition qui comprenne plus de votes que ceux du parti de gouvernement. Laver et Schofield (1991) ajoutent avec raison que ce sont les votes de confiance qui importent, un gouvernement pouvant généralement survivre à sa mise en minorité à l'occasion d'autres votes (sur ce point, voir aussi Laver et Shepsle, 1996).

Des explications ont été proposées à propos des situations qui entraînent la formation de ces gouvernements minoritaires. Comme le montrent Laver et Schofield, ces explications ont pour la plupart le défaut de concevoir implicitement les leaders partisans comme motivés avant tout par l'occupation des postes de direction, à la tête du gouvernement. Dans cette optique, les gouvernements minoritaires seraient formés de partis qui ne veulent pas perdre ces récompenses aux mains des partis d'opposition.

- 2) Il en va autrement si on pose plutôt que les systèmes de partis ont pour finalité la gouverne du système politique sous l'autorité de leaders partisans, comme nous l'avons proposé dans l'introduction. Dans cette façon de voir, les partis d'opposition tolèrent un gouvernement minoritaire tant qu'ils ont le sentiment d'influencer suffisamment la gouverne par les politiques publiques. [72] Strom (1990), qui a beaucoup étudié cette question, montre qu'il y a plusieurs moyens pour des partis d'opposition d'influencer les politiques publiques, même s'ils ne font pas partie d'une coalition gouvernementale. Ils peuvent soutenir l'action de groupes de pression qui ont des positions voisines des leurs sur les politiques publiques. Ils peuvent aussi profiter des commissions parlementaires pour influencer les politiques. Strom ajoute que ces partis peuvent également estimer qu'ils ont de meilleures chances de gagner les élections à venir s'ils ne participent pas à la direction du gouvernement que s'ils entrent dans une coalition où ils seront dominés par le parti qui a le plus grand nombre d'élus.

Pourquoi alors se formerait-il des coalitions gouvernementales plus grandes que nécessaire ? On peut s'interroger sur le caractère rationnel de telles décisions, aussi bien pour ce qui est du partage des postes de direction entre les coalises que pour ce qui est de la gouverne du système politique. Selon la théorie de Riker, une coalition plus grande que nécessaire n'est pas rationnelle par rapport à la distribution des postes de direction entre les participants au gouvernement, et selon les considérations de Laver

et Schofield on peut se demander pourquoi des partis d'opposition, susceptibles d'influencer les politiques publiques à l'extérieur du gouvernement, préfèrent adhérer à une coalition qui pourrait se passer d'eux.

- 3) Des explications *ad hoc* ont été proposées, qui ne manquent pas de pertinence (voir Laver et Schofield, 1991 : 82-85). Les coalitions plus grandes que nécessaire se formeraient là où la discipline de parti est faible. Elles seraient une façon pour les leaders de la coalition de se prémunir contre des défections prévisibles de certains membres de la coalition. Ces coalitions se formeraient aussi là où des décisions exigent des majorités dites qualifiées (les 2/3 des votes, le plus souvent), ou encore là où des partis extrémistes menacent l'existence d'un système compétitif de partis. Des considérations d'efficience ou de coûts de transactions ont aussi été invoquées. En Italie, par exemple, où les gouvernements ont eu une durée de vie relativement courte dans la deuxième moitié du vingtième siècle, les coalitions plus grandes que nécessaire auraient été un moyen [73] pour les leaders partisans de se prémunir contre de trop fréquents changements de gouvernement, coûteux en temps et en énergie.
- 4) Laver et Schofield proposent une explication plus générale. Ils notent que, dans les pays d'Europe qu'ils ont étudiés, les coalitions plus grandes que nécessaire se trouvent surtout en Italie, aux Pays-Bas et en Finlande, des pays où il arrive également qu'il y ait des gouvernements minoritaires formés d'un seul parti. Les systèmes de partis de ces pays sont caractérisés par l'existence d'un parti dominant situé au centre ou près du centre de l'échiquier politique. Les politiques de ces partis dominants sont viables en ce sens qu'il n'y a pas de coalition adverse, autour de politiques viables, qui puisse les contrer.

Il en résulte que, selon la distribution des sièges et le positionnement des partis dans le système des partis, les partis dominants ou bien gouvernent seuls ou bien forment des coalitions plus grandes que nécessaire comprenant des partis qui sont situés d'un côté ou des deux côtés du parti dominant. Quand il y a coalition plus grande que nécessaire, les partis seconds, inclus dans la coalition, adhèrent aux politiques du parti dominant en estimant qu'ils ont plus de chances de les influencer à l'intérieur du gouvernement qu'à l'extérieur.

Ajoutons que les coalitions plus grandes que nécessaire tiennent souvent, comme ce fut le cas en Italie, à la présence de petits partis dont la coalition pourrait mathématiquement se passer, mais qui sont situés, sur le plan des affinités idéologiques ou autres, entre les deux principaux participants à la coalition, le parti dominant et son principal allié.

Comme on le voit, ces explications des coalitions plus grandes que nécessaire reposent sur le postulat que les politiques importent davantage, dans un système de partis, que les postes de direction. Elles sont aussi de nature plus générale que les explications *ad hoc* qui ont été signalées plus haut.

- 5) Les coalitions gouvernementales, qu'elles soient minimales ou plus grandes que nécessaire, ne se forment pas d'elles-mêmes et sont toujours susceptibles de se défaire. Peu d'auteurs ont traité du processus de formation des coalitions gouvernementales. [74] Groennings (1970) fut l'un des premiers à le faire. Il pose que les partis centralisés sont plus aptes que les autres à entrer dans des coalitions et à s'y maintenir. Dans les partis, la tendance au compromis décroît quand on passe des leaders partisans, dans la coalition gouvernementale, aux simples parlementaires, et de ceux-ci aux organisations locales du parti. D'autant plus que d'un palier à l'autre, les avantages qu'il y a à participer à une coalition tendent à décroître, alors que le souci de préserver la pureté idéologique du parti tend à croître. Les partis centralisés, où la discipline est forte, réussissent mieux que les autres à maintenir les trois paliers dans le rang et donc à entrer dans des coalitions ou à s'y maintenir.

Ces considérations rejoignent celles de Luebbert (1986) qui insiste lui aussi sur les calculs politiques à l'intérieur des partis qui négocient leur participation à l'intérieur d'une coalition. Selon cet auteur, les leaders des partis tiennent à leurs postes et valorisent dans les négociations les priorités en matière de politiques publiques dont ils savent qu'elles sont soutenues par une large majorité à l'intérieur du parti.

- 6) Si les négociations entourant la formation des coalitions sont souvent longues, ce serait, selon Luebbert, parce que les leaders ont de la difficulté à convaincre leurs membres ou à faire le consensus entre les factions rivales.

Encore une fois, les partis centralisés ont à cet égard un avantage sur les partis décentralisés. Ajoutons que les considérations de Groennings et de Luebbert s'appliquent davantage aux coalitions qui sont formées après les élections qu'à celles qui sont formées avant, bien que dans ce cas également les négociations peuvent être longues. Ces coalitions ont cependant l'avantage de ne pas retarder la formation du gouvernement, au lendemain des élections.

- 7) Enfin, les coalitions gouvernementales et les autres modalités de gouvernement ont des durées de vie plus ou moins longues. On prétend souvent que les gouvernements de coalition durent moins longtemps que les gouvernements d'un seul parti. C'est vrai dans le cas où les gouvernements d'un seul parti sont majoritaires. Dans les 12 pays d'Europe étudiés par Laver et Schofield, de 1945 à 1987, ces gouvernements ont une durée moyenne de 45 mois, contre 33 mois pour les [75] coalitions gouvernementales minimales, et 21 mois pour les coalitions plus grandes que nécessaire. Mais ces deux modalités de coalitions gouvernementales surpassent les gouvernements minoritaires d'un seul parti, dont la durée moyenne n'est que de 19 mois.

Parmi les gouvernements de coalition, les plus vulnérables sont les multipolaires, par opposition aux bipolaires et aux unipolaires, c'est-à-dire ceux où le nombre effectif de partis dans le système de partis est assez élevé et où trois partis relativement importants font partie de la coalition gouvernementale, le parti médian étant généralement le plus important des trois. Ces coalitions multipolaires semblent plus exposées que les autres aux événements, souvent fortuits, qui entraînent la fin des coalitions (sur ces événements, voir Browne *et al.*, 1984).

Résumé

Les cinq propositions suivantes résument l'essentiel de ce qui a fait l'objet du chapitre.

- 3.1 Un système de partis est unicentré quand un seul parti dirige le gouvernement. Il est pluricentré quand le gouvernement est dirigé par une coalition de partis. Comme dans le cas du monopole et de la compétition, de la fermeture et de l'ouverture, ces caractéristiques peuvent être observées en longue, en moyenne ou en courte période.
- 3.2 Contrairement à certaines présomptions, le fait qu'aucun parti n'obtienne la majorité des sièges n'entraîne pas forcément la formation d'une coalition minimale gagnante. Il peut y avoir aussi gouvernement minoritaire, ou encore une coalition plus grande que nécessaire.
- 3.3 Les systèmes pluricentrés se caractérisent par une participation plus inclusive des partis que les systèmes unicentrés, étant donné que l'existence de partis seconds et plus généralement celle des influences bilatérales entre les partis réduisent la disproportion entre l'influence des partis majeurs dominants et celle des autres partis.

[76]

- 3.4 Les calculs et les contrôles des leaders partisans importent dans la composition des gouvernements des systèmes unicentrés ou pluricentrés de partis politiques.
- 3.5 Les partis appelés à former une coalition gouvernementale sont motivés davantage par la réalisation des politiques publiques que par l'obtention de postes de ministres.

[77]

Première partie.
LES SYSTÈMES DE PARTIS

Chapitre 4

Des systèmes à participation sélective ou inclusive

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons montré dans les trois chapitres précédents que les systèmes de partis pouvaient être monopolistiques ou compétitifs, fermés ou ouverts, unicentrés ou pluricentrés. Ces trois oppositions définissent les dimensions directionnelle, évolutive et ministérielle d'un système de partis.

Si on s'en tient à ces oppositions, sans y inscrire des degrés, on obtient une typologie des systèmes de partis comprenant huit types différents, allant de la plus grande simplification à la plus grande diversification de la participation. C'est dans les systèmes monopolistiques, fermés et unicentrés que la participation est la plus sélective, alors que c'est dans les systèmes compétitifs, ouverts et pluricentrés que la participation est la plus inclusive.

À chacun des huit types purs de systèmes de partis correspondent une ou plusieurs classes de partis, définies par les positions qu'occupent les partis les uns par rapport aux autres. Ainsi, dans les systèmes monopolistiques, fermés et unicen-

trés, il n'existe qu'un parti majeur, qui peut être le seul parti ou encore se trouver en présence d'un ou de [78] quelques partis mineurs. À l'inverse, dans les systèmes compétitifs, ouverts et pluricentrés, il y a plus d'un parti majeur, avec possiblement un ou des partis seconds inclus dans des gouvernements de coalition, et un ou des partis mineurs exclus de la direction du gouvernement.

Nous donnons des exemples concrets de chacun des huit types purs de systèmes de partis et des catégories de partis qu'ils comprennent, ce qui nous amène à poser des degrés dans les huit traits des systèmes de partis (le monopole, la compétition, etc.) et à revenir sur la distinction entre la courte, la moyenne et la longue période pour ce qui est de la durée d'un type donné de système de partis.

Une typologie des systèmes de partis

La typologie comprend huit types, fondés sur les trois dichotomies proposées. En tout premier lieu, il peut y avoir monopole ou compétition dans le système de partis. Qu'il y ait monopole ou compétition, le système de partis peut être ouvert ou fermé, selon l'importance de la présence en lui de partis qui ne participent pas à la direction du gouvernement. Enfin, que les systèmes soient monopolistiques et fermés, monopolistiques et ouverts, compétitifs et fermés, ou encore compétitifs et ouverts, ils sont unicentrés ou pluricentrés selon qu'il y a un seul parti de gouvernement ou plutôt une coalition de partis à la direction du gouvernement.

Le tableau 4 présente les huit types purs de partis, ainsi que les classes de partis qui peuvent être comprises dans chacun d'eux.

Les trois dimensions retenues dans les systèmes de partis ont été disposées dans l'ordre de leur présentation, aux trois chapitres précédents. On peut considérer que cet ordre de présentation correspond à un ordre partiel de détermination, le caractère monopolistique ou compétitif des systèmes étant plus déterminant que leur caractère fermé ou ouvert et que leur caractère unicentré ou pluricentré. Autrement dit, les systèmes de partis seraient davantage définis par leur dimension directionnelle que par leurs dimensions évolutive et ministérielle, ces deux dimensions ayant un degré à peu près égal de détermination.

On notera qu'à chacun des huit types de systèmes de partis correspond une configuration particulière des différentes classes de partis. Par définition, il n'y a qu'un parti majeur dans les systèmes

[79]

Tableau 4

*Les différents types de systèmes de partis
et les classes de partis qu'ils comprennent.*

[Retour à la table des matières](#)

monopole/compétition (dimension directionnelle)	fermeture/ ouverture	unicentrisme/pluricentrisme (dimension ministérielle)	Classes de partis
monopolistique	fermé	unicentré	Majeur [mineur(s)]*
		pluricentré	Majeur second(s) [mineur(s)]
	ouvert	unicentré	Majeur mineur(s)
		pluricentré	Majeur second(s) mineur(s)
compétitif	fermé	unicentré	Majeurs [mineur(s)]
		pluricentré	Majeurs second(s) [mineur(s)]
	ouvert	unicentré	Majeurs mineur(s)
		pluricentré	Majeurs second(s) mineur(s)

* Ce qui est entre crochets indique une possibilité mais non une nécessité.

[80]

monopolistiques de partis. Si le système monopolistique est fermé et unicentré, il peut exister ou non un ou des partis mineurs, qui ne participent pas à la direction du gouvernement. Cette possibilité est marquée par une mise entre crochets dans le tableau 4. Si le système est monopolistique et fermé, mais pluricentré, il y a

nécessairement un ou des partis seconds, alliés au parti majeur dans une coalition, et possiblement un ou des partis mineurs. Les systèmes monopolistiques, ouverts et unicentrés comportent nécessairement un ou des partis mineurs, alors que dans les systèmes monopolistiques, ouverts et pluricentrés, un ou des partis seconds s'ajoutent nécessairement au parti majeur et à un ou des partis mineurs.

Les systèmes compétitifs, quant à eux, comprennent par définition plus d'un parti majeur, dont l'un est dominant à un moment donné. Quant les systèmes compétitifs sont fermés, il y a possibilité d'un ou de quelques partis mineurs, alors qu'il y a nécessairement un ou quelques-uns de ces partis quand ces systèmes sont ouverts. Enfin, comme dans le cas des systèmes monopolistiques, il y a un ou des partis seconds quand le système est pluricentré.

Exemples de chacun des types de systèmes

Les exemples que nous allons donner de chacun des huit types de systèmes couvrent des périodes plus ou moins longues. À la limite, un type de système de partis peut durer sur la courte période qui va d'une élection à l'autre, ou qui s'étend d'une première élection à une troisième. À l'autre extrême, un système de partis peut durer un demi-siècle ou plus. Ou encore, une longue séquence peut être interrompue par un changement temporaire d'un type de système à l'autre, pour revenir au type d'origine. Nous reviendrons à la fin du chapitre sur ce caractère plus ou moins stable des systèmes de partis.

1. Le premier type de système du tableau 4 est **monopolistique, fermé et unicentré**. Un seul parti monopolise la direction du gouvernement durant une période plus ou moins longue et il existe ou non un ou des partis mineurs qui obtiennent moins du quart des votes exprimés. Au début des années 2000, le système des partis en Chine, avec le parti unique qu'est le Parti communiste et l'absence de tout autre parti, donne l'exemple [81] d'un système qui ne comprend qu'un parti majeur, et cela depuis un demi-siècle. Il en était de même du système des partis en Union soviétique et dans la plupart des pays de l'Europe de l'Est, avant la chute du mur de Ber-

lin à la fin des années 1980. Le Parti communiste était un parti unique qui, sauf exception, ne tolérait aucun parti mineur. Plusieurs pays d'Afrique illustrent durant la même période, et certains même après, ce type de système monopoliste, fermé et unicentré. Certains d'entre eux comprennent quelques partis mineurs.

2. Le deuxième type de système, qui est **monopolistique, fermé et pluricentré**, comporte un peu plus de diversification que le premier par l'existence de coalitions dans la direction du gouvernement.

La Pologne a illustré, de la fin de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'à la fin des années quatre-vingt, ce type de système dont Wiatr (1975) disait que c'était un système à parti hégémonique, expression d'ailleurs reprise par Sartori pour désigner ce type de système. Le Parti communiste, dit Parti unifié des travailleurs polonais, domine le système partisan avec l'appui de partis seconds, le Parti paysan unifié, le Parti démocratique et des associations catholiques, avec qui il forme une coalition gouvernementale. Wiatr écrit (p. 191), à ce propos :

« Les autres partis partagent les postes gouvernementaux et administratifs à tous les niveaux et participent à l'élaboration de la politique, surtout dans les domaines qui concernent les groupes ou les strates qu'ils représentent : ils agissent sur l'opinion publique par leur propre appareil de propagande, mais sans chercher à dévaloriser la situation du parti hégémonique. »

On rencontre aussi ce type de système, mais à très courte échéance cette fois, dans des systèmes habituellement compétitifs, mais dont les partis se coalisent entre eux dans des circonstances particulières, ou encore face à une menace extérieure importante. Ainsi, les trois partis britanniques, le Parti libéral, le Parti conservateur et le Parti travailliste, ont formé une coalition de guerre, de 1915 à 1918. Le retrait du Parti travailliste de la grande coalition, en 1918, ramenait le système à un type compétitif.

3. À la différence des deux premiers types de systèmes **monopolistiques**, le troisième type est **ouvert** en plus d'être **unicentré**. Ce type correspond aux systèmes à parti prédominant de Sartori. Un parti majeur monopolise la direction du gouvernement, mais il subsiste à côté de lui un ou des partis mineurs. Rappelons que nous estimons qu'un système de partis est ouvert, quand le ou les partis mineurs obtiennent au moins 20 % des votes exprimés. Le Japon illustre, du début des années 1950 jusqu'en 1993, ce type de système de partis. Le Parti libéral démocrate a toujours formé seul le gouvernement jusqu'aux élections de 1993, à la suite desquelles deux gouvernements de coalition successifs sont apparus, le second étant formé autour du Parti libéral démocrate. Les partis mineurs ont toujours obtenu ensemble plus de 20 % du vote exprimé, si bien qu'on peut définir le système des partis comme étant ouvert.

Il en est de même en Inde de 1947 à 1977, où le Parti du Congrès a toujours dirigé seul le gouvernement, les autres partis obtenant ensemble plus de 20 % des votes exprimés. Au Mexique, la domination du Parti révolutionnaire institutionnel est encore plus longue, puisqu'elle s'étend de 1929 à 2000. Les autres partis obtiennent toujours, lors des élections au Congrès, plus de 20 % des votes exprimés.

Notons enfin que plusieurs États américains et provinces canadiennes ont eu, pendant des périodes plus ou moins longues, des systèmes à parti prédominant. Ainsi dans la province de Québec, au Canada, le Parti libéral a dirigé seul le gouvernement, de 1897 à 1936. Le système demeurerait cependant ouvert par la présence, dans l'opposition, du Parti conservateur, appuyé par au moins 20 % des votants.

4. Le dernier type de système où il y a monopole est **monopolistique, ouvert** et **pluricentré**. C'est le seul type où le caractère monopolistique et donc simplificateur du système est associé à deux traits qui sont du côté de la diversification, soit l'ouverture et le pluricentrisme. Cette combinaison particulière, dans l'optique de la simplification et de la diversification, ne se réalise pas en des systèmes concrets de partis qui s'étendent sur la longue période. L'Allemagne [83] fournit quelques exemples de ce type de

système, en courte période, dont celui de 1982 à 1998, où le Parti chrétien-démocrate (CDU) et son allié de la Bavière, le Parti chrétien-social (CSU), ont dirigé le gouvernement. Les démocrates libres (FDP) faisaient aussi partie de la coalition gouvernementale. Le Parti social-démocrate, réduit alors à l'état de parti mineur, et les Verts obtiennent beaucoup plus que 20 % des votes.

On peut aussi donner l'exemple de la France, de 1958 à 1981, où des partis dits de droite ont formé autour d'eux des gouvernements de coalition. Les partis dits de gauche, socialiste et communiste principalement, se sont trouvés, durant cette période, relégués au rang de partis mineurs. Le système des partis de la V^e République est devenu compétitif, en 1981, avec l'élection d'un président socialiste et la formation d'un gouvernement de coalition, où le Parti socialiste était un parti majeur dominant et le Parti communiste un parti second, au sens où nous l'entendons.

5. Les quatre autres types de systèmes de partis sont compétitifs. Il y a d'abord les systèmes **compétitifs**, **fermés** et **unicentrés**. Le système des partis des États-Unis, au niveau fédéral, illustre ce type en longue période. Le gouvernement est dirigé par un président démocrate ou républicain et l'on peut considérer que le système des partis est fermé au Congrès tout aussi bien qu'à la présidence, car les partis autres que le Parti démocrate et le Parti républicain n'ont jamais obtenu depuis le milieu du vingtième siècle 20 % ou plus des suffrages exprimés. Il y a des coalitions qui se forment au Congrès, entre démocrates et républicains, mais ce sont des coalitions parlementaires et non gouvernementales, le gouvernement, dirigé par le Président, étant unicentré.

Le système des partis de la Grande-Bretagne peut être considéré comme compétitif, quasi fermé et unicentré depuis le milieu du vingtième siècle. Le Parti conservateur et le Parti travailliste alternent à la direction du gouvernement et ils obtiennent souvent ensemble 80 % ou plus des votes exprimés. Toutefois, aux deux élections générales de 1974, les autres partis ont 24,6 % puis 24,8 % des votes. Le Parti libéral à lui seul obtient 19,3 % puis 18,3 % des voix. Aux élections de [84] 1979, qui portent

Margaret Thatcher et le Parti conservateur à la direction du gouvernement, les deux principaux partis ont un peu plus de 80 % des votes exprimés : mais en 1983 et 1987, les partis mineurs obtiennent à nouveau plus de 20 % des suffrages exprimés, grâce surtout au Parti libéral démocrate. Après quoi les deux partis majeurs ont en 1992, 1997 et 2001, environ 80 % des votes. Comme on le voit, le caractère fermé du système des partis en Grande-Bretagne n'est pas constant. Étant donné les exceptions que nous venons de signaler, on peut estimer que le système n'est que quasi fermé.

D'autres systèmes de partis sont compétitifs et fermés, mais quasi unicentrés en ce qu'il arrive que des gouvernements de coalition se forment, même si les gouvernements d'un seul parti sont plus fréquents. Les systèmes de partis de la Suède, de la Norvège et du Danemark illustrent cette situation, si on les considère sur l'ensemble de la période 1945-1987, étudiée par Laver et Schofield. En Suède, il n'y a que 5 gouvernements de coalition sur 16 durant la période, en Norvège il y en a 3 sur 15, et au Danemark il y en a seulement 2 sur 20. Ces systèmes sont fermés, au cours de cette période, car les partis mineurs obtiennent moins de 20 % des votes exprimés. Mais si on le considère sur une plus courte période, un système de partis comme celui de la Suède est, de 1957 à 1976, monopolistique, ouvert et unicentré, c'est-à-dire à parti prédominant. Durant cette période, le Parti social-démocrate a dirigé seul le gouvernement, avec ou sans l'appui parlementaire du Parti communiste. En revanche, si on considère la longue période, du milieu du vingtième siècle au début du vingt et unième, le système suédois apparaît comme quasi monopolistique, au profit du Parti social-démocrate, qui dirige à peu près toujours le gouvernement, seul ou en coalition.

6. Le sixième type de système de partis est **compétitif** et **fermé**, mais **pluricentré**. C'est le système qui existe en Allemagne quand on le considère en longue période, et non en courte période comme nous l'avons fait plus haut à propos des années 1982-1998, où le Parti chrétien-démocrate et ses alliés ont dominé sans interruption un système monopolistique, ouvert et pluricentré. En longue période, le système allemand est [85] constamment plu-

ricentré, car tous les gouvernements ont été de coalition depuis les années 1950. Il est compétitif, car des gouvernements de coalition dominés par le Parti chrétien-démocrate alternent avec des gouvernements de coalition dominés par le Parti social-démocrate. Enfin il est fermé, car les partis mineurs n'ont jamais obtenu ensemble 20 % des votes exprimés.

Israël fournit un autre exemple de ce type de système. En dehors des deux partis majeurs, le Parti travailliste et le Likoud, et des partis seconds qui leur sont associés, dans des gouvernements qui sont toujours de coalition, il n'y a que de tout petits partis mineurs dont les appuis électoraux sont très restreints.

D'autres systèmes de partis, en Europe, sont compétitifs et fermés, mais quasi pluricentrés en ce qu'il arrive à l'occasion qu'un seul parti forme le gouvernement, même si les gouvernements de coalition sont beaucoup plus fréquents. Les données de Laver et Schofield sur les types de gouvernement en Europe, de 1945 à 1987, montrent que la Belgique et les Pays-Bas ont un tel type de système. Il n'y a gouvernement d'un seul parti que 3 fois sur 22 en Belgique, et que 3 fois sur 17 aux Pays-Bas.

7. Dans le septième type de système de partis, les deux premiers traits sont du côté de la diversification et le troisième du côté de la simplification. Ce type de système est **compétitif** et **ouvert**, mais **unicentré**. Il est relativement rare et se réalise surtout en courte période par transformation temporaire de systèmes de partis qui plus durablement sont compétitifs, fermés et unicentrés. C'est le cas en Grande-Bretagne, comme nous l'avons vu, aux élections de 1983 et de 1987. Au Canada, le système des partis est compétitif, ouvert et unicentré durant des périodes un peu plus longues. Aux élections de 1962, 1963, 1965, 1968 et 1972, le système des partis devient ouvert alors que des partis créditistes et le Nouveau Parti démocratique (NPD) obtiennent toujours ensemble plus de 20 % des votes exprimés. Ensuite, de 1974 à 1988, le système des partis redevient fermé étant donné que les partis mineurs obtiennent moins de 20 % des votes. Mais aux élections de 1993, 1997 et 2000, les votes donnés au Nouveau Parti démocratique, ajoutés à ceux qu'obtiennent de nouveaux [86] partis, celui

de la Réforme puis de l'Alliance canadienne et celui du Bloc québécois, dépassent le tiers des votes exprimés. Le système est à nouveau ouvert.

8. Le dernier type de système de partis est **compétitif, ouvert et pluricentré**, soit le plus diversifié de tous. Il se distingue du type précédent par l'existence constante ou à peu près constante de gouvernements de coalition, ce qui fait que les trois traits de ces systèmes sont du côté de la diversification. C'est un type relativement rare qui, comme le précédent, s'étend sur de courtes périodes. Le système des partis en France, de 1947 à 1958, sous la IV^e République a pris cette forme, après que le Parti communiste fut exclu, en 1947, de la coalition qui dirigeait le gouvernement depuis le début de la nouvelle République. Tous les gouvernements qui suivent jusqu'à la fin de la IV^e République, en 1958, sont de coalition et ils sont dirigés par des socialistes, des démocrates-chrétiens ou des radicaux, d'où le caractère compétitif du système des partis, en apparence tout au moins. Le système est nettement ouvert, au sens où nous l'entendons, car les partis communiste et gaulliste, toujours exclus des gouvernements de coalition, ont l'appui de plus de 20 % des votants.

Les types mitigés et les périodes considérées

Dans la présentation des huit types de systèmes de partis et des exemples qui les illustrent, nous avons plus d'une fois noté que le monopole ou la compétition, la fermeture ou l'ouverture, l'unicentrisme ou le pluricentrisme pouvaient avoir un caractère mitigé plutôt que pur. Nous avons alors parlé de système quasi monopolistique, quasi compétitif, etc.

Le caractère mixte de certaines dimensions des systèmes de partis ne peut se manifester qu'en longue période ou en moyenne période. En très courte période, c'est-à-dire celle qui est couverte par deux élections successives, on ne peut pas dire d'un système de partis qu'il est quasiment ceci ou cela. Ainsi, si on passe d'un temps 1 où le parti A forme le gouvernement, dans un système ouvert et unicentré, à un temps 2 où la coalition des partis B et C forme le gouvernement dans [87] un système fermé et pluricentré, le système des partis considéré sur cette très

courte période n'est ni pur ni mitigé au sens où nous l'entendons. Il faudrait plutôt dire qu'un tel système est semi-monopolistique (ou semi-compétitif), semi-fermé (ou semi-ouvert) et semi-unicentré (ou semi-pluricentré). Si, toutefois, dans un temps 3 le système des partis revient à la forme qu'il avait au temps 1, on pourra se risquer à dire que sur la courte période définie par les trois élections le système est quasi monopolistique, quasi ouvert et quasi unicentré.

En général, il vaut mieux considérer les systèmes de partis sur des périodes plus longues où au moins une sinon deux de leurs dimensions demeurent constantes. C'est ce que nous avons fait, par exemple, à propos du système des partis de la Grande-Bretagne, du milieu du vingtième siècle au début du vingt et unième, en estimant que ce système était compétitif et unicentré, mais quasi fermé parce que les partis définis comme mineurs avaient obtenu 20 % des appuis électoraux moins souvent que des appuis supérieurs à cette proportion.

Les notions de systèmes semi-monopolistiques, etc. demeurent utiles pour qualifier des traits dont la fréquence est égale ou à peu près durant la période considérée, à condition qu'elle soit suffisamment longue. Ainsi, le système des partis au Canada a été 9 fois fermé et 8 fois ouvert, des élections de 1949 à celles de 2000. Il est alors pertinent de dire qu'il a été semi-ouvert (ou semi-fermé) durant cette période.

Tout cela, on le voit, est affaire de découpage aux fins de la recherche ou de la démonstration. Retenons qu'une typologie des systèmes de partis, telle que nous la concevons, se fonde sur des traits pertinents clairement définis, à propos desquels on peut distinguer différents degrés de réalisation quand on les considère sur des périodes courtes, moyennes ou longues.

Les classes de partis

La participation des partis dans les huit types de systèmes de partis est d'autant plus inclusive qu'on passe du premier type du tableau 4 au dernier. Une façon apparentée de traiter du caractère sélectif ou inclusif de la participation des partis aux systèmes de partis consiste à montrer que les classes de partis qui y sont incluses favorisent plus ou moins l'exercice des influences d'un parti à l'autre.

À cet égard, c'est le parti majeur dominant des systèmes monopolistiques qui est le plus simplificateur de la participation. Il l'est d'autant plus que le système est aussi fermé et unicentré. Ou bien il est le seul parti existant ou bien il se trouve en présence d'un ou de quelques partis mineurs sur lesquels il exerce des influences unilatérales. La situation est à peu près la même dans les systèmes monopolistiques qui sont fermés et pluricentrés (les systèmes à parti hégémonique), sauf que les autres partis sont seconds, donc coalisés avec lui, ce qui entraîne des influences bilatérales. Le parti majeur dominant des systèmes monopolistiques ouverts et unicentrés se trouve en présence de partis mineurs généralement plus nombreux ou plus importants, mais les influences sont plus unilatérales en sa faveur que dans le type précédent. Quand le système est ouvert et pluricentré, l'existence à la fois de partis seconds et de partis mineurs augmente la probabilité d'influences bilatérales dans le système.

Dans les systèmes compétitifs, il y a au moins deux partis majeurs, dont l'un est dominant à un moment donné, l'autre étant dominé. Dans ces systèmes comme dans les systèmes monopolistiques, ce sont les partis majeurs dominants dont l'action va le plus dans le sens d'une participation sélective. Ils cherchent à limiter le nombre des autres partis et à exercer des influences unilatérales sur eux, à moins que des alliances avec certains d'entre eux soient nécessaires.

Les partis majeurs dominés ont eux aussi avantage à ce que les partis autres que leurs alliés ne soient pas trop nombreux, et ils ont un peu les mêmes préférences que les partis majeurs dominants sur la nature de leurs relations avec les autres partis. Parce que dominés, ils parviennent moins cependant à exercer des influences unilatérales sur les partis mineurs, et les influences bilatérales qu'ils peuvent exercer dans leurs relations avec les partis majeurs dominants sont limitées.

Il peut y avoir des partis seconds dans les systèmes monopolistiques, mais ils sont plus fréquents dans les systèmes compétitifs. La présence de cette classe de partis est généralement le signe d'une participation diversifiée dans un système de partis. Dans la mesure où ils font partie de coalitions, les partis seconds suscitent des influences bilatérales en plus des influences unilatérales exercées sur eux par le parti majeur dominant.

La présence de partis mineurs est souvent un facteur de participation diversifiée. Il n'est cependant pas évident que les partis mineurs contribuent nécessaire-

ment à la diversification des influences dans un [89] système de partis, parce qu'ils n'ont pas toujours les ressources nécessaires à cette fin. Il faut distinguer à cet égard entre les partis mineurs les plus importants et ceux qui viennent au deuxième ou au troisième rang. Quand un parti mineur obtient à lui seul près de 20 % des votes, il peut exercer autant d'influence sinon plus qu'un petit parti second inclus dans une coalition gouvernementale.

En somme, c'est là où il y a seulement un parti majeur, pas de partis seconds et des partis mineurs sans beaucoup de ressources que la participation a le plus de chances d'être sélective dans un système de partis. À l'inverse, c'est là où il y a deux partis majeurs, un ou des partis seconds et un parti mineur relativement important que la participation a le plus de chances d'être inclusive.

Résumé

Le chapitre est résumé en bonne partie dans le tableau 4 qui présente les huit types de systèmes de partis et les classes de partis qu'ils comprennent. On peut ajouter à ce qui se trouve dans le tableau les propositions suivantes.

- 4.1 En plus des huit types purs de systèmes de partis qu'on trouve dans le tableau 4, il y a des types mitigés qui sont quasi monopolistiques ou semi-monopolistiques, etc., selon qu'une ou plusieurs de leurs caractéristiques ne s'imposent que de façon partielle ou égale par rapport à la ou aux caractéristiques contraires.
- 4.2 La participation plus ou moins restreinte des partis à un système de partis, qui tient aux trois dimensions caractéristiques des systèmes, peut être mesurée également par les classes de partis que comprend le système. La participation est d'autant plus sélective qu'il n'existe qu'un parti majeur, qu'il n'y a pas de partis seconds et que les partis mineurs, s'il en existe, ne sont que de petits partis. Elle est d'autant plus inclusive qu'il y a deux partis majeurs, un ou des partis seconds et un parti mineur relativement important.

[91]

**LES PARTIS ET LEURS TRANSFORMATIONS.
LE DILEMME DE LA PARTICIPATION**

Deuxième partie

LES PARTIS EN TANT QUE SYSTÈMES

[Retour à la table des matières](#)

[93]

Deuxième partie.
LES PARTIS EN TANT QUE SYSTÈMES

Chapitre 5

Une organisation interne centralisée ou décentralisée

[Retour à la table des matières](#)

La deuxième partie de l'ouvrage, consacrée aux partis en tant que systèmes, vise à construire progressivement une typologie des partis considérés dans leurs trois composantes. La typologie repose, comme celle des systèmes de partis, sur l'opposition entre la participation sélective et la participation inclusive, et ce, à l'intérieur de chacune des composantes.

Nous commençons par la composante interne, dont nous avons dit en introduction qu'elle avait pour finalité l'organisation des activités de mobilisation des adhérents du parti. Nous constatons qu'il en est bien ainsi dans la lecture qu'ont faite des partis les auteurs classiques que sont Ostrogorski, Michels, Duverger, Eldersveld et Panebianco. Tous ont traité de l'organisation des partis, les uns de façon critique, les autres de façon plus détachée.

L'examen des activités de mobilisation des adhérents, qu'il s'agisse de leur recrutement, du financement du parti, de la sélection des candidats et de celle du chef, vient compléter les vues davantage structurelles qu'on trouve chez les grands auteurs.

[94]

Chez tous ces auteurs, la question de la centralisation ou de la décentralisation de l'organisation est abordée, ce qui nous amène à y voir le trait pertinent de la participation dans la composante interne, la centralisation entraînant une participation plutôt sélective et la décentralisation une participation plutôt inclusive.

Quelques indicateurs de la centralisation et de la décentralisation permettent d'établir si la composante interne d'un parti est plutôt centralisée ou plutôt décentralisée. Des exemples pris dans des partis concrets viennent illustrer leur plus ou moins grand degré de centralisation et de décentralisation.

Le regard critique d'Ostrogorski

Le livre d'Ostrogorski (1979), publié d'abord en 1902, est généralement considéré comme le premier ouvrage classique sur les partis politiques. L'auteur a visité l'Angleterre et les États-Unis, à la fin du dix-neuvième siècle, il a rencontré des partisans sur le terrain et s'est entretenu avec eux.

« La nature de l'étude que j'ai entreprise, écrit-il, a fait que la plus grande partie de ses éléments a dû être recueillie dans la vie et non pas dans les bibliothèques » (p. 31). Et il ajoute : « Investigateur de la vie politique, l'ayant observée sur le vif, au milieu du flux perpétuel de phénomènes aussi difficiles à saisir que l'eau du fleuve, j'ai fait honnêtement ce que j'ai pu » (p. 34).

Les constats d'Ostrogorski sont empreints de déception. On peut les résumer ainsi. Avec la généralisation du suffrage universel, on aurait pu espérer un relâchement des contraintes apportées à la démocratie. Les partis, comme véhicules de mobilisation des nouveaux électeurs, étaient tout indiqués pour faire augmenter la participation populaire. Mais un nouveau formalisme a succédé à l'ancien, soit le formalisme de parti, qui est « le plus gros des dangers pour la démocratie », car « à la contrainte morale qu'exerce la convention de parti sous le masque de la liberté il ajoute la force de l'organisation avec sa discipline et ses cadres fixes » (p. 202).

En Angleterre comme aux États-Unis, selon des modalités différentes, les contraintes de l'organisation justifient les restrictions apportées à la démocratie interne. Dans le cas anglais, ces contraintes sont surtout [95] commandées par la recherche d'une position avantageuse dans le système des partis, plus impérieuse dans un régime parlementaire que dans un régime présidentiel. Les tentatives pour affirmer la liberté et l'indépendance sont réprimées par les caucus, car toute divergence d'opinion est perçue par les dirigeants des partis anglais comme une atteinte à l'action du parti (p. 46).

Aux États-Unis, la recherche d'une position avantageuse dans le système des partis n'est pas absente, mais à lire Ostrogorski on a l'impression que l'importance accordée à l'organisation est surtout commandée par la volonté d'intégrer, en particulier par le clientélisme, les électeurs d'origine étrangère, d'absorber les différents courants de pensée qui existent dans la société et d'articuler entre elles les trois composantes des partis, plus éclatées qu'en Angleterre. En simplifiant, on peut dire que les facteurs favorables à la domination de l'organisation viennent tout autant sinon plus de l'environnement sociétal et des autres composantes des partis que du système des partis.

Quoi qu'il en soit, Ostrogorski arrive aux mêmes conclusions générales à propos des deux pays. « Confondue avec le parti, l'organisation permanente devient une fin, à laquelle on finit par tout subordonner : principes, convictions personnelles, commandements de la morale publique et même de la morale privée » (p. 202).

De cette insistance d'Ostrogorski sur l'absence de démocratie dans les partis découle la réforme qu'il propose. Aux partis omnibus succéderaient des groupements *ad hoc*, limités à des objets particuliers et dont l'homogénéité serait assurée par la poursuite d'un but unique.

Le parti qui maintenait ses membres comme dans un étau, une fois qu'ils y étaient entrés, ferait place à des groupements qui se formeraient et se reformeraient librement selon les problèmes changeants de la vie et les jeux d'opinion que ceux-ci amèneraient. Des citoyens qui se seraient séparés sur une question feraient route ensemble sur une autre question (p. 210).

Autrement dit, des coalitions temporaires succéderaient à des partis permanents. Cette solution a été jugée utopique par les commentateurs de l'ouvrage

d'Ostrogorski. Historiquement, elle s'est réalisée partiellement dans les partis américains.

[96]

Michels et la loi d'airain de l'oligarchie

Pour Ostrogorski, les contraintes de l'organisation dans les partis anglais et américains les entraînent à limiter la démocratie dans leur organisation interne. Ce sont des partis qui simplifient la participation à des fins d'efficacité dans le système des partis.

Michels (1971) va faire un peu la même démonstration dans son ouvrage sur les partis politiques, qu'il définit comme un essai sur les tendances oligarchiques des démocraties. Le livre est d'abord publié en allemand, en 1911, puis une traduction française paraît en 1914. Encore plus que le livre d'Ostrogorski, celui de Michels prend origine dans une déception. L'auteur a cru un temps au Parti socialiste allemand, mais il a fini par s'en détourner. Son livre dresse un réquisitoire, de façon impétueuse. Selon Hands (1971 :168-169), à lire Michels on est emporté par une tempête davantage que par une argumentation rationnelle.

Michels commence par constater que l'organisation est nécessaire dans un parti politique pour éviter la dispersion des forces, propice aux adversaires. « Une lutte ne peut avoir de succès, écrit-il, que dans la mesure où elle se déroule sur le terrain de la solidarité entre individus, ayant des intérêts identiques » (p. 25). L'organisation est nécessaire à cette lutte.

Mais qui dit organisation dit tendance à l'oligarchie. « L'organisation a pour effet de diviser tout parti ou tout syndicat professionnel en une minorité dirigeante et une majorité dirigée » (p. 33). Cette tendance a des causes déterminantes d'ordre technique et administratif, mais aussi d'ordre psychologique. « Tout en murmurant quelquefois, la majorité est enchantée au fond de trouver des individus qui veuillent bien s'occuper de ses affaires » (p. 51). Ce serait le peuple allemand qui éprouverait avec le plus d'intensité le besoin d'avoir quelqu'un qui lui montre le chemin et lui passe le mot d'ordre.

Les tendances à l'oligarchie n'en seraient pas moins universelles. À une certaine indifférence politique des masses se mêlerait la reconnaissance, un sentiment de gratitude envers ceux qui les dirigent et qui sont les premiers à recevoir les coups de l'adversaire.

Les chefs ont aussi pour eux les connaissances techniques et les talents oratoires. Ils se maintiennent longtemps à la tête de l'organisation, tellement qu'on finit par croire qu'ils sont indispensables. Ce sont eux qui contrôlent les ressources financières et la presse partisane.

[97]

Michels montre que la recherche d'unité dans le parti est mise au service de la recherche d'autorité dans la composante gouvernementale. Selon lui, les masses « sont tellement convaincues que les décisives batailles de leur cause se combattent dans le Parlement, qu'elles évitent soigneusement de troubler en quoi que ce soit l'œuvre qu'y accomplissent leurs stratèges » (p. 117). Il en est d'ailleurs de même de la composante électorale, mise elle aussi au service de la composante gouvernementale. Le parti cherche toujours à gagner de nouveaux votes et de nouvelles adhésions, même chez des gens qui sont encore éloignés du monde idéal du socialisme et de la démocratie (p. 273).

Dans les grands partis observés par Ostrogorski et par Michels, l'organisation des activités de mobilisation dans la composante interne donne lieu à une participation sélective, dominée par les dirigeants. Dans un chapitre sur les tendances centralisatrices et décentralisatrices dans les partis, Michels conclut « que les diverses tendances à la décentralisation, tout en étant de nature à empêcher la formation d'une oligarchie gigantesque, n'affectent pas le principe oligarchique comme tel » (p. 147).

Duverger et sa postérité

À certains égards, Duverger (1951) se situe dans la lignée d'Ostrogorski et de Michels. Comme il le déclare au début de son ouvrage « les partis actuels se définissent beaucoup moins par leur programme ou la classe de leurs adhérents que par la nature de leur organisation : un parti est une communauté d'une structure

particulière » (1951 : IX-X). Cette définition restrictive a été critiquée par beaucoup de spécialistes des partis, dont Lavau (1953).

Duverger se distingue de ses deux prédécesseurs par l'attention qu'il porte à un grand nombre de partis, par la description qu'il donne des éléments qui constituent l'anatomie des partis ainsi que par la distinction, devenue célèbre, qu'il fait entre les partis de cadres et les partis de masses.

Comme les ouvrages d'Ostrogorski et de Michels, celui de Duverger est situé dans le temps. Il en est d'ailleurs ainsi d'un peu tous les ouvrages généraux sur les partis. Plus que d'autres, ces organisations sont évolutives, parce qu'elles dépendent des systèmes politiques et des élections qui s'y déroulent, ce qui rend difficile d'en faire un portrait [98] qui soit à l'épreuve du temps. Celui que trace Duverger est marqué par la conjoncture des années qui ont suivi la fin de la Deuxième Guerre mondiale où, en Europe continentale tout au moins, les partis traditionnels sont délaissés par les électeurs au profit des partis communistes, socialistes ou démocrates-chrétiens.

Après avoir traité de l'origine et de l'armature des partis, Duverger présente sa distinction entre les partis de cadres et les partis de masses. Il commence par affirmer que cette distinction ne repose pas sur le nombre des membres d'un parti, mais bien sur sa structure (p. 84). Dans les partis de masses, le recrutement des adhérents importe dans la mesure où c'est par leurs cotisations que se finance le parti. L'éducation politique des adhérents importe également, de façon à former une élite capable de prendre en main le gouvernement et l'administration du pays. Dans les partis de cadres, au contraire, il s'agit plutôt de recruter des notables influents qui s'y connaissent dans l'art d'organiser une campagne et de gagner les électeurs. Leur fortune permet de financer le parti.

On ne voit pas trop bien comment ces différences sont affaire de structure et non pas de taille des partis. D'autant moins que Duverger écrit dans une formule lapidaire : « Ce que les partis de masses obtiennent par le nombre, les partis de cadres l'obtiennent par le choix » (p. 85).

Les questions de structure et de rapports de pouvoir sont traitées dans le chapitre suivant, qui porte sur le choix des dirigeants, leur nature oligarchique et leur autorité, ainsi que sur les rapports entre les parlementaires et les dirigeants qui ne

sont pas des élus. Dans ce chapitre comme dans les précédents, les distinctions faites par l'auteur sont nuancées par de nombreuses exceptions.

Le développement sur la centralisation et la décentralisation, présenté juste avant la distinction faite entre les partis de cadres et les partis de masses, est repris pour dire des partis de cadres qu'ils sont décentralisés et faiblement articulés, alors que les partis de masses sont centralisés et plus fortement articulés (p. 91).

Le succès historique de la distinction entre partis de cadres et partis de masses tient sans doute à ce qu'elle était la première à être faite dans un ouvrage important sur les partis politiques. Il tient aussi, de façon paradoxale, à ses insuffisances, qui ont incité d'autres auteurs à la contester ou à proposer leur propre typologie.

Dans un texte ultérieur (Duverger, 1960), l'auteur apportait d'ailleurs des assouplissements à sa distinction. Ainsi, il y aurait des [99] partis de cadres souples, comme les partis américains, et des partis de cadres rigides, comme les partis britanniques. Quant aux partis de masses, ils seraient ou bien spécialisés ou bien totalitaires. Les partis socialistes illustreraient la première modalité, alors que les partis communistes et fascistes ainsi que les partis des pays sous-développés illustreraient la seconde.

Un peu avant que paraissent ces mises au point, Wildavsky (1969) avait fait une critique décapante de la logique de Duverger, où il décelait quatre illusions. Premièrement, celle d'une histoire unidimensionnelle où, par exemple, les partis de masses succéderaient aux partis de cadres. Deuxièmement, celle d'une illusion mystique puisque l'auteur surimpose aux données qu'il analyse ses croyances personnelles. Troisièmement, celle de la démonstration par la forme qui consiste à présenter un schéma d'analyse abstrait puis à expliquer les exceptions par des variables extrinsèques au schéma. Quatrièmement, l'illusion de la représentation tronquée du réel, car Duverger applique ses conclusions à l'ensemble d'une situation plutôt qu'aux rapports entre quelques éléments significatifs.

Au cours des années 1960, d'autres types de partis ont été définis par des auteurs qui ont pris leurs distances par rapport à Duverger. Une des contributions dont on a le plus parlé est celle de Kirscheimer (1966). Cet auteur note une tendance chez plusieurs grands partis européens, dont le Parti social-démocrate allemand, à abandonner toute ambition d'encadrement intellectuel et moral des mas-

ses pour viser plutôt de vastes publics et des succès électoraux tangibles. Ces partis insistent sur des enjeux peu susceptibles de soulever de l'hostilité dans la communauté. Ce sont des catch-all parties, ou partis de rassemblement, irréductibles aux deux types de Duverger, celui des partis de cadres et celui des partis de masses.

Jean Charlot (1970) dira de ces partis de rassemblement qu'ils sont surtout tournés vers leurs électeurs, alors que les partis de cadres sont tournés vers les notables, et les partis de masses vers leurs militants. Il y aurait donc, selon cet auteur, trois types de partis qu'on peut caractériser par la composante et la finalité auxquelles les partisans accordent le plus d'importance. C'est la composante interne et la mobilisation des adhérents dans les partis de militants, la composante électorale et la représentation des électeurs dans les partis d'électeurs, la composante gouvernementale et la réalisation des options de gouverner dans les partis de notables.

[100]

Cette typologie de Charlot n'en est pas une de l'organisation interne des partis, mais plutôt des partis dans leur ensemble. Elle a le mérite de montrer les limites de la dichotomie de Duverger, sans cependant nous éclairer sur des variations propres à l'organisation interne. La principale rupture avec les classiques que sont Ostrogorski, Michels et Duverger viendra plutôt d'une étude sur le terrain faite par un auteur américain, Eldersveld.

Eldersveld : la strataarchie plutôt que l'oligarchie

Au début des années 1940, Schattschneider (1942) écrivait dans son ouvrage sur les partis américains que la décentralisation était la caractéristique la plus importante de ces partis. Il les définissait comme des confédérations lâches où des patrons, au palier des États et au palier local, échappaient au contrôle des autorités officielles de leur parti et n'étaient pas responsables face aux électeurs. La prétendue pyramide de l'autorité, ajoutait-il, n'est qu'une pyramide tronquée. L'exercice de l'autorité à l'intérieur du parti s'arrête au palier des États et au palier local, parce que les patrons, à ces paliers, n'ont pas de supérieur dans le parti (p. 163). Au

palier national, le parti est plus fantomatique que réel quand on considère son fonctionnement effectif plutôt que son organisation officielle.

Eldersveld (1964) fera un peu le même constat. Reprenant un terme suggéré par Lasswell et Kaplan (1950 : 219-220), il dira que la distribution du pouvoir dans les partis américains est strataarchique, parce qu'il y a diffusion et prolifération du contrôle aux différents paliers de l'organisation, à la différence de l'oligarchie, caractérisée par la concentration du contrôle au sommet de l'organisation.

Ce constat est fondé sur une recherche empirique faite à l'occasion des élections présidentielles de 1956, dans un comté de l'État du Michigan, comprenant la ville de Détroit (le Wayne County). En plus d'analyses documentaires, l'équipe de recherche dirigée par Eldersveld conduit de nombreuses interviews avec les principaux leaders locaux des deux grands partis. Un sondage est fait auprès d'un échantillon de nature aléatoire des militants des deux partis, et un autre auprès d'un échantillon représentatif de la population.

Les conclusions d'Eldersveld s'éloignent de celles d'Ostrogorski, de Michels et de Duverger. Les partis américains n'ont pas vraiment la [101] forme d'une pyramide bureaucratique, d'une classe élitiste ou d'une oligarchie. Ce sont plutôt des partis ouverts, à orientation clientéliste, perméables à leur sommet comme à leur base, très préoccupés par le recrutement de catégories sociales « déviantes » et par la possibilité d'offrir à ces catégories un accès aux centres d'opération et de décision de l'organisation partisane. Le pouvoir se retrouve aux différents échelons de l'organisation, il y a des centres de décision autonomes même aux échelons inférieurs, et parmi les membres du parti le respect est mutuel plutôt qu'orienté de bas en haut (pp. 526-527).

Les partis sont décentralisés, non pas parce qu'il y a eu des transferts d'attributions des instances centrales aux instances périphériques, mais parce que les instances centrales ne réussissent pas à centraliser des attributions qui leur permettraient de contrôler selon leurs préférences les activités de mobilisation dans l'organisation interne.

Panebianco et les coalitions dominantes

Comme les auteurs dont nous avons traité jusqu'à maintenant, Panebianco (1988) s'intéresse à l'organisation des partis. Il prétend même, comme Duverger, que les partis sont avant tout des organisations et que l'analyse organisationnelle doit précéder toute autre analyse des partis.

Panebianco dit que cette primauté de l'organisation a été négligée depuis les années 1960. Il se propose de sortir du coin poussiéreux où elle a été oubliée l'analyse de l'organisation des partis. Il adopte pour cela une approche nouvelle, centrée sur les notions d'alliance et de luttes de pouvoir entre les acteurs qui en font partie.

Selon Panebianco, il y aurait dans chacun des partis une coalition dominante qui distinguerait l'« ordre organisationnel » d'un parti de celui des autres partis. Trois traits de ces coalitions dominantes seraient tout particulièrement significatifs. Il y aurait, premièrement, la cohésion interne, par rapport à laquelle les partis divisés en factions se distingueraient des partis divisés en tendances. Deuxièmement, il y aurait des coalitions stables et des coalitions instables. Troisièmement, il y aurait la forme du pouvoir organisationnel, aussi bien à l'intérieur de l'organisation qu'avec les autres organisations. Panebianco signale à ce propos que l'objectif fondamental des leaders d'un parti est de sauvegarder la stabilité de l'organisation.

[102]

Panebianco accorde aussi beaucoup d'importance au degré d'institutionnalisation des partis, une notion qui recoupe les trois traits significatifs de l'ordre organisationnel. L'institutionnalisation peut être mesurée sur deux échelles, le degré d'autonomie par rapport à l'environnement et le degré d'interdépendance entre les différents secteurs de l'organisation interne. Plus le parti est institutionnalisé, plus la coalition dominante est cohésive, parce que divisée en tendances plutôt qu'en factions. Moins le parti est institutionnalisé, plus la coalition dominante est divisée en factions plutôt qu'en tendances.

Au terme d'une construction complexe, qui comprend bien d'autres éléments, Panebianco distingue trois types principaux de coalitions dominantes, les coalitions oligarchiques, monocratiques et polyarchiques, et en donne des exemples concrets.

Les coalitions oligarchiques auraient à leur tête quelques leaders qui n'exercent pas une quantité de pouvoir très différente l'un de l'autre. Ces coalitions sont cohésives et stables, avec un fort degré d'institutionnalisation. Le Parti social-démocrate allemand appartiendrait à ce type.

Les coalitions monocratiques seraient elles aussi cohésives et stables, mais dirigées par un leader dont le pouvoir est prédominant sur celui des autres. Lorsque le leader est charismatique, l'institutionnalisation est généralement absente. Quand ce n'est pas le cas, l'institutionnalisation est forte. Le Parti conservateur britannique et le Parti socialiste français, sous Mitterrand, illustreraient cette variante des coalitions monocratiques.

Les coalitions polyarchiques se diviseraient en deux sous-types selon qu'elles sont composées de sous-coalitions ou de factions nationales. Dans le premier sous-type, il y a généralement un leader central fort et des leaders périphériques. Le Parti chrétien-démocrate, sous Adenauer, en donne un exemple. Dans le second cas, le parti est une alliance de plusieurs factions, dont les leaders sont à l'avant-scène. On pense aux partis japonais. Les coalitions polyarchiques seraient ou bien stables ou bien instables, selon le type de régime politique et les défis venant de l'environnement sociétal.

Les activités de mobilisation des adhérents

Les grands auteurs qui ont traité de l'organisation des partis ont davantage porté leur attention aux structures des partis qu'aux activités de [103] l'organisation. Les principales de ces activités consistent dans le recrutement des adhérents, dans le financement du parti, dans la sélection des candidats et dans celle du chef du parti.

- 1) Le recrutement des adhérents est très variable selon les partis, les systèmes de partis où ils se trouvent et les périodes que traversent les partis. Un tableau de Katz et Mair (1992) montre les différences entre dix pays d'Europe pour ce qui est de la proportion des électeurs qui adhéraient aux partis au début des années 1960 et à la fin des années 1980. De façon constante, cette proportion était supérieure à 20 % en Autriche et en Suède, elle se situait autour de 15 % en Norvège et en Finlande, et de 10 % en Italie et en Belgique, alors qu'elle était inférieure à 5 % en Allemagne de l'Ouest. Dans huit des dix pays recensés, la proportion des adhérents a diminué durant la période étudiée, les deux seules exceptions étant la Belgique, où elle est passée de 7,8 % à 9,2 %, et l'Allemagne de l'Ouest où elle est passée de 2,5 % à 4,2 %. Au Danemark, elle a chuté de 21,1 % à 6,5 %, alors qu'en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas elle est passée d'un peu plus de 9 % à 3 % environ. Comme on le voit, il y a une tendance assez nette au déclin de la proportion des adhérents, des systèmes de partis très différents l'un de l'autre ayant des niveaux d'adhésion semblables. La Grande-Bretagne et les Pays-Bas en sont une illustration particulièrement éloquentte.

- 2) Le financement des partis est plus complexe que le recrutement des adhérents, en ce qu'il provient de trois sources distinctes, soit les adhérents, les donateurs privés qui ne sont pas membres du parti et les contributions publiques venant de l'État. Il n'existe pas à notre connaissance de statistiques comparatives sur ces trois sources de financement d'un système de partis à l'autre, même si de telles statistiques existent pour des systèmes de partis donnés. Faute de pouvoir disposer de données comparatives, les spécialistes du financement des partis politiques se sont surtout attachés aux règles qui s'appliquent à certaines des contributions accordées aux partis et à certaines des dépenses qu'ils font (voir, par exemple, l'excellent chapitre de Paltiel, 1981). Plus récemment, Katz et Mair (1995) ont prétendu qu'un peu tous les partis actuels tendaient à devenir [104] des agents de l'État. Les deux auteurs disent de ces partis qu'ils sont des « partis de cartel », en collusion les uns avec les autres, et dont le financement vient de plus en plus de sources publiques. Ils diffèrent en cela des partis de cadres (ou

d'élites), dont le financement dépendait de contacts personnels : des partis de masse, financés surtout par leurs membres : et des partis de rassemblement (catch-all parties) qui se financent au moyen de sources diverses. Katz et Mair ajoutent que les partis de cartel tendent à la stratarchie, au sens où l'entendait Eldersveld, et qu'ils sont en cela moins centralisés que les trois types précédents de partis.

- 3) Pour ce qui est de la sélection des candidats, elle varie selon Norris (1996 : 202-208) en fonction de deux dimensions, soit le caractère centralisé ou local de la prise de décision, et le caractère bureaucratique ou clientéliste du processus. La modalité **centralisée** et **bureaucratique** de la sélection est devenue relativement rare depuis la disparition des partis communistes d'avant 1989. On la retrouve dans quelques grands partis, comme le PASOK en Grèce et le Parti libéral démocrate au Japon, ainsi que dans plusieurs autres partis fortement centralisés. La modalité **centralisée** et **clientéliste** se rencontre fréquemment en Amérique latine, mais aussi dans les grands partis français et italiens. Les dirigeants centraux du parti négocient le choix des candidats avec les « patrons » qui sont à la tête des factions du parti. Dans la modalité **locale** et **bureaucratique**, le processus de sélection est régi par des règles précises, mais il dépend des organisations locales ou régionales du parti. C'est la modalité la plus courante en Europe, et en particulier dans les deux grands partis britanniques et allemands. Enfin, dans la modalité **locale** et **clientéliste**, illustrée principalement par les deux grands partis américains, les dirigeants centraux du parti ne jouent à peu près aucun rôle, et les règles quand elles existent ne sont que minimales.
- 4) Pour ce qui est de la participation à la sélection du chef, elle est le fait de cercles concentriques plus ou moins inclusifs. Le chef et son entourage peuvent désigner eux-mêmes le nouveau chef, comme cela arrive dans des régimes dictatoriaux. Le chef peut être désigné par les parlementaires du parti, comme c'est [105] la tradition dans le Parti conservateur britannique. Il arrive que le chef soit désigné par les parlementaires et par des délégués choisis dans les circonscriptions locales ou régionales, ce qui est une pra-

tique courante dans les partis canadiens. La participation est encore plus étendue quand tous les membres du parti ont la possibilité de participer au processus de sélection, comme c'est le cas dans le Parti québécois et le Bloc québécois, au Québec. Enfin, la méthode américaine, où les électeurs, par le jeu des primaires, participent à la sélection des candidats à la présidence est la plus inclusive qui soit.

Partis centralisés et partis décentralisés

Dans ce chapitre comme dans les deux suivants, sur la composante électorale et la composante gouvernementale, nous cherchons à dégager un trait pertinent, exprimé sous la forme d'une opposition entre participation sélective et participation inclusive, qui permette de construire une typologie des partis comme systèmes. La démarche est un peu la même que dans la partie précédente, alors que nous avons construit progressivement une typologie des systèmes de partis à partir de traits pertinents dans les trois dimensions de ces systèmes.

À lire les auteurs classiques, il se dégage que l'opposition entre la centralisation et la décentralisation est celle qui est retenue le plus souvent pour traiter de l'organisation interne des partis, ce que montre le tableau 5. Elle est présente chez Michels encore plus que chez Ostrogorski, Duverger y touche même si elle n'est chez lui qu'un trait parmi d'autres. Eldersveld prétend que les partis américains sont des stratarchies décentralisées et les différents types de coalitions dominantes de Panebianco ont entre autres traits un leadership plus ou moins centralisé.

Un autre trait pertinent, qu'on peut dire secondaire, se retrouve également chez quelques-uns des auteurs classiques, soit celui où l'officialisation de l'organisation est opposée à la non-officialisation. Ostrogorski y fait référence quand il condamne le formalisme de parti, et Duverger y touche à propos de la structure des articulations dans l'organisation interne. Eldersveld, après Schattschneider, montre que les partis américains se caractérisent par la non-officialisation, alors que chez Panebianco le concept d'institutionnalisation est proche de celui d'officialisation.

[106]

Tableau 5
*Principaux traits pertinents retenus par les grands auteurs
 qui ont étudié l'organisation interne des partis.*

[Retour à la table des matières](#)

AUTEURS	Centralisation ou décentralisation	Officialisation ou non	Autres traits
Ostrogorski	X	X	
Michels	X		
Duverger	X	X	X
Eldersveld	X	X	
Panebianco	X	X	X

Janda (1970 : 109-110) a proposé des indicateurs précis de la centralisation et de l'officialisation, ou degré d'organisation. Pour ce qui est de la centralisation, huit indicateurs sont définis, soit : 1) la « nationalisation » des structures du parti : 2) la sélection du chef : 3) la sélection des candidats : 4) l'attribution des ressources financières : 5) la formulation des politiques : 6) le contrôle des communications internes : 7) le maintien de la discipline : 8) la concentration du leadership.

Pour ne pas trop compliquer l'analyse du caractère centralisé ou décentralisé des partis, nous allons retenir trois indicateurs, plus faciles à établir que les autres, et qui renvoient tous les trois au personnel de direction du parti, soit la sélection du chef et celle des candidats, ainsi que la concentration du leadership dans le parti.

Janda note avec raison que le degré d'organisation est une dimension distincte de celle de la centralisation du pouvoir dans le parti. Un parti centralisé peut être très organisé ou non, ce qui est vrai également d'un parti décentralisé. Étant donné que le degré d'organisation est pour nous un trait secondaire, nous ne retenons des indicateurs proposés par Janda (1970 : 105-107) que l'idée générale d'une officialisation ou non des activités de la composante interne, manifestée en particulier

par l'application de statuts et de règles précises, et par l'existence de postes et d'organes officiels dans l'Organisation du parti.

Ajoutons que la composante interne, qu'elle soit vue en termes de centralisation ou d'officialisation, est la plus facile à contrôler des trois, à la fois parce qu'elle est de moins grande taille que les deux autres et [107] parce que ses membres sont ceux qui s'identifient le plus au parti. Ils sont pour cela plus susceptibles de se conformer aux préférences des leaders de l'organisation interne que le sont les électeurs et les décideurs du parti.

L'officialisation ou non de l'organisation

Donnons brièvement un exemple de chacune des quatre combinaisons, celle d'un parti centralisé et très officialisé, celle d'un parti centralisé et peu officialisé, celle d'un parti décentralisé et très officialisé, et celle d'un parti décentralisé et peu officialisé.

- 1) Les partis communistes d'avant les années 1990 et en particulier celui de l'Union soviétique illustrent parfaitement la situation où l'organisation interne est centralisée et officialisée. Le principal dirigeant du parti (le secrétaire général) et les candidats sont choisis par un petit groupe de dirigeants en des contrôles unilatéraux. Il y a des tensions entre les dirigeants, mais ils présentent un front uni et les activités de parti sont régies et organisées de façon officielle (sur l'Union soviétique, voir Gélard, 1982).
- 2) À la même époque, les partis uniques de l'Afrique noire sont eux aussi très centralisés pour ce qui est du choix du chef et des candidats ainsi que pour ce qui est des relations entre les dirigeants. Même s'il y a des règles et des organes officiels dans le parti, elles sont plus « affichées » qu'appliquées de façon stricte (Lavroff, 1970).

- 3) Les partis scandinaves, en Suède, en Norvège, au Danemark et en Finlande, sont plutôt décentralisés. La participation des adhérents au choix du chef et des candidats est assez étendue et la concentration du leadership est limitée par les contrôles respectifs dont disposent les dirigeants du parti qui sont des parlementaires et ceux qui n'en sont pas. Les règles et les organes officiels, dans les partis sociaux-démocrates en particulier, sont bien établis et mis en application de façon stricte.

- 4) La combinaison où les partis sont décentralisés et peu officialisés décrit assez bien la situation existante dans les partis américains, [108] à l'époque où écrivait Eldersveld et après. La participation au choix du candidat à la présidence et au choix des candidats est très entendue, et il y a peu de concentration du leadership. L'officialisation des postes, des organes et des règles dans la composante interne est très limitée.

Comme nous l'avons fait à propos des systèmes de partis, il y a lieu de distinguer entre les partis centralisés et les partis quasi centralisés, les partis décentralisés et les partis quasi décentralisés. Ainsi, les partis britanniques et les partis français sont plus centralisés que décentralisés, mais ils ne sont que quasi centralisés si on les compare à ce qu'étaient les partis communistes ou encore les partis uniques en Afrique.

Les exemples qui viennent d'être donnés illustrent certaines interdépendances qui existent entre la centralisation ou la décentralisation dans la composante interne et des caractéristiques du système politique. Dans une analyse portant sur 53 pays, Harmel (1981) a montré que parmi les facteurs les plus fortement corrélés avec la décentralisation dans les partis, il y avait le fédéralisme, l'autonomie du législatif par rapport à l'exécutif ainsi que le caractère démocratique et décentralisé du système politique lui-même. De façon générale, la structuration du pouvoir dans les partis politiques tendrait à reproduire celle qui existe dans le système politique, non sans qu'il y ait des exceptions à cette règle.

*Participation sélective et participation inclusive
dans la composante interne*

La simplification de la participation est plus grande dans un parti centralisé que dans un parti décentralisé, pour ce qui est des influences entre les participants.

Il n'y a pas de lien entre l'ampleur du nombre d'adhérents et le caractère centralisé ou décentralisé d'un parti. Il y a des partis centralisés qui ont relativement peu d'adhérents et d'autres qui en comprennent un grand nombre. Il en est de même dans les partis décentralisés.

Non seulement il y a moins de relations d'influence dans les partis centralisés que dans les partis décentralisés, mais il y a aussi moins d'influences bilatérales parce que, dans la centralisation, les relations [109] sont organisées de façon hiérarchique, à l'image du graphe 1.1 du graphique 1, présenté dans l'introduction. Les acteurs en position supérieure exercent des influences unilatérales sur leurs subordonnés, souvent peu reliés entre eux, alors que, dans les partis décentralisés, les subordonnés ont plus de chances d'influencer leurs supérieurs et exercent aussi plus d'influence entre eux.

Qu'il s'agisse du choix du chef, du choix des candidats ou de la plus ou moins grande concentration du leadership, cette différence est manifeste. Dans les trois processus, l'exercice de l'influence est concentré au sommet de l'organisation quand le parti est centralisé, alors qu'il est davantage réparti entre le sommet et la base quand le parti est décentralisé.

Résumé

Quatre propositions ressortent des développements précédents sur l'organisation interne des partis politiques.

- 5.1 Plusieurs auteurs classiques dans l'étude des partis politiques se sont préoccupés de leur organisation interne. La plupart d'entre eux ont traité de la centralisation ou de la décentralisation dans cette organisation interne. L'officialisation ou la non-officialisation des processus a aussi retenu leur attention.
- 5.2 Pour établir si la composante interne d'un parti est centralisée ou décentralisée, on peut retenir trois des critères proposés par Janda (1970), soit la sélection du chef et la sélection des candidats, ainsi que la concentration ou non du leadership dans le parti.
- 5.3 Même si cette tendance comporte plusieurs exceptions, le caractère centralisé ou décentralisé des partis politiques dans leur composante interne tendrait à reproduire le caractère centralisé ou décentralisé du système politique où se trouve un parti.
- 5.4 La participation est plus sélective dans un parti centralisé que dans un parti décentralisé parce qu'il y a une plus grande disproportion entre les influences des acteurs qui sont au sommet de l'organisation et ceux qui sont à la base.

[111]

Deuxième partie.
LES PARTIS EN TANT QUE SYSTÈMES

Chapitre 6

Des appuis électoraux intensifs ou extensifs

[Retour à la table des matières](#)

Dans sa composante électorale, un parti est à la recherche de représentativité par des activités visant à augmenter ou à maintenir des appuis électoraux. Les candidats ainsi que des dirigeants et des membres du parti contribuent aux activités électorales, mais d'autres acteurs qui ne sont pas des membres du parti peuvent aussi y contribuer.

Dans le présent chapitre, ce sont les votes et les élus qu'obtiennent les partis qui nous intéressent, car ils sont la mesure de la représentativité recherchée dans la composante électorale. Un peu comme dans le chapitre précédent, nous commençons par passer en revue un certain nombre d'ouvrages marquants. Nous retenons surtout de ces ouvrages ce qui a porté sur les catégories d'électeurs représentés par les partis. Cette préoccupation rejoint les travaux sur les clivages, présentés au chapitre deux, étant entendu que les divisions partisans entre les électeurs se fondent plus ou moins sur les clivages significatifs dans une société.

Par rapport à la distinction entre la participation sélective et la participation inclusive, l'opposition entre des appuis électoraux intensifs [112] et des appuis extensifs apparaît pertinente. Les appuis intensifs sont concentrés dans certaines catégories de votants alors que les appuis extensifs sont répandus entre les différentes catégories dans des proportions proches de celles qu'on trouve dans l'ensemble de l'électorat.

Un peu comme dans le chapitre précédent, nous définissons des critères, quantitatifs cette fois, de l'intensivité et de l'extensivité, après quoi nous donnons quelques exemples concrets de partis intensifs ou extensifs dans leur composante électorale.

Les études de géographie électorale

Avant que ne se répande l'utilisation des sondages, des études de géographie électorale ont montré les rapports existants dans l'espace entre la répartition des votes accordés aux partis et la répartition des différentes catégories appartenant à un ensemble d'électeurs. Les circonscriptions électorales ainsi que leurs subdivisions ou encore leurs regroupements en espaces plus vastes ont servi de base à ces études dites « écologiques ». De telles études mettent en relation non pas des intentions de vote individuelles avec des attributs également individuels des électeurs, mais plutôt des regroupements d'attributs sociaux dans un milieu avec des regroupements de votes issus de ce milieu.

Ces études écologiques ont surtout été pratiquées en France. La plus illustre d'entre elles demeure celle d'André Siegfried (1913) sur l'Ouest de la France sous la Troisième République, mais c'est surtout après la Deuxième Guerre mondiale que la géographie électorale prend de l'expansion, avec François Goguel comme chef de file (voir en particulier Goguel *et al.*, 1947, 1954).

À la même époque, Siegfried (1949) rédige et publie un petit livre sur la géographie électorale du département de l'Ardèche, sous la III^e République. Cet ouvrage illustre bien la méthode suivie dans la plupart des études de géographie électorale. Un premier chapitre porte sur les conditions géographiques de la région et un deuxième sur les productions, les producteurs et le peuplement. Des

cartes géographiques illustrent des différences, à l'intérieur du département, par l'utilisation du noir, de grisés divers et du blanc. Vient ensuite un chapitre sur les conditions de la vie politique et la promotion de l'opinion, où sont distingués quatre facteurs : les circonstances historiques, la structure sociale, la religion et les influences s'exerçant du dehors. Selon Siegfried, quand [113] le facteur religieux entre en ligne de compte dans les luttes politiques, il prend le pas sur toute autre considération économique et sociale (p. 61).

Les deux chapitres suivants sont consacrés au comportement politique de l'Ardèche, de 1871 à 1940. Pour ne pas trop compliquer l'analyse des relations entre les facteurs et l'expression de l'opinion, l'auteur se limite à l'opposition entre la droite et la gauche. Des cartes, dessinées pour chacune des élections, distinguent les cantons où il y a majorité de droite et ceux où il y a majorité de gauche. Siegfried en dégage une conclusion générale, à dominante géographique, mais fondée sur des différences socio-économiques : « [...] au-dessus de 800 mètres et surtout de 1 000 mètres, on vote à Droite, tandis qu'au-dessous de 300 mètres, on vote à Gauche » (p. 113). Il y a toutefois des exceptions, qui tiennent à la religion, c'est-à-dire à l'opposition entre les catholiques et les protestants.

Comme on le voit, l'analyse est un peu sommaire, d'autant plus qu'elle porte sur une très longue période. D'autres études de sociologie électorale, portant sur une seule élection, ont associé de façon plus rigoureuse des attributs collectifs dans l'espace avec des appuis électoraux également collectifs à des partis précis. On peut aussi mettre en relation avec les appuis électoraux des votes exprimés à l'occasion d'élections tenues à d'autres paliers de gouverne. Ainsi, nous avons montré (Lemieux, 1965) que les appuis électoraux donnés au parti du Crédit social, au Québec, lors des élections fédérales de 1962, étaient associés, bien que de façon imparfaite, aux déplacements qui s'étaient produits des élections de 1956 à celles de 1960, sur la scène provinciale.

Le tableau 6 montre que le Crédit social qui obtient 26 % des votes, en 1962, dans l'ensemble du Québec fait une meilleure performance dans les territoires où il y a eu changement d'allégeance, sur la scène provinciale, de 1956 à 1960, que dans les territoires où il n'y avait pas eu changement d'allégeance.

Des 29 circonscriptions fédérales où il s'est produit, de 1956 à 1960, un changement d'allégeance d'un parti provincial à l'autre, 17 ont accordé au Crédit social plus de 30 % du vote, ce qui représente 59 % des cas. Par contre, il n'y a que 14 circonscriptions fédérales sur 46 qui ont donné plus de 30 % du vote à ce parti dans les territoires où il n'y a pas eu changement d'allégeance, ce qui ne représente que 30 % des cas.

Il y a donc 29 % plus de chances ($59\% - 30\%$) que le parti du Crédit social obtienne plus de 30 % du vote là où il y a eu changement

[114]

Tableau 6

*Exemple d'une relation entre les résultats d'élections
tenues à deux paliers différents de gouverne.*

[Retour à la table des matières](#)

Vote fédéral obtenu au Québec par le Crédit social en 1962	Circonscriptions provinciales au Québec ayant changé d'allégeance de 1956 à 1960	Circonscriptions provinciales au Québec n'ayant pas changé d'allégeance de 1956 à 1960
Plus de 30 % du vote	17	14
Moins de 30 % du vote	12	32

d'allégeance que là où il n'y a pas eu un tel changement. Ce coefficient est désigné par la lettre grecque epsilon (voir Alker, 1965 : 64). Nous le nommons coefficient de différenciation en ce qu'il sert à mesurer la différence entre deux grandes catégories dichotomisées pour ce qui est de leur opinion ou de leur comportement dans un domaine donné d'activité.

Les premières études par sondages

Les études par sondages auprès des individus allaient modifier l'analyse des appuis électoraux à deux égards tout au moins. D'abord, la relation est faite désormais entre des attributs individuels des électeurs et leur opinion où comportement également individuel. Ensuite, l'analyse des données de sondage se concentre le plus souvent sur une élection en particulier, et porte plus rarement sur un ensemble d'élections.

La première enquête célèbre fondée sur des données de sondage est sans doute celle de Lazarsfeld et de ses collaborateurs (1944). Elle porte sur l'élection présidentielle de 1940 aux États-Unis, telle qu'observée dans le comté d'Erie, de l'État d'Ohio. La même équipe publie dix ans plus tard, sous la direction de Berelson (1954) cette fois, une étude un peu semblable sur l'élection présidentielle de 1948 dans la ville d'Elmira de l'État de New York.

Dans les deux cas, des interviews à domicile sont faites plus d'une fois auprès des mêmes personnes. C'est la technique dite du panel. Les auteurs s'intéressent surtout à la façon dont évoluent les opinions et à [115] l'influence des médias ainsi que des leaders d'opinion sur les électeurs. Mais ils s'intéressent aussi aux différences de statut socio-économique, religieux et ethnique entre les électeurs et à la relation de ces statuts avec le vote. Ainsi, plus le statut socio-économique est élevé, plus est grande la probabilité d'un vote pour le candidat républicain à la présidence. Plus on est catholique, juif, noir ou italo-américain, plutôt que protestant né aux États-Unis et blanc, plus la probabilité est élevée d'un vote pour le candidat démocrate.

À ces travaux de l'école de Lazarsfeld et de Berelson succèdent ceux de l'école du Michigan, composée de Campbell, Converse, Miller et Stokes. Cette équipe publie elle aussi deux livres marquants, *The American Voter* (1960), et *Elections and the Political Order* (1966). Les auteurs qui sont des politologues s'intéressent principalement aux enjeux politiques qui influencent le choix des électeurs, ainsi qu'à la plus ou moins grande intensité des identifications partisans aux partis démocrate et républicain.

L'ouvrage théorique d'Anthony Downs

À la fin des années 1950, paraissait l'essentiel de la thèse de doctorat d'un jeune homme de moins de trente ans, Anthony Downs (1957). Cette thèse, dirigée par Kenneth Arrow, allait révolutionner la théorie politique. Elle contient des propositions novatrices sur les relations entre les partis et les électeurs, et c'est sous cet aspect que nous allons la considérer.

La théorie de Downs est économique en ce qu'elle applique à la démocratie, et plus spécialement aux relations entre les partis et les électeurs, le mode de raisonnement de la science économique. Tout en étant conscient des limites de cette approche, Downs suppose que les acteurs cherchent à atteindre leurs buts en minimisant, au meilleur de leurs connaissances, les coûts qu'ils peuvent encourir pour obtenir une certaine quantité d'avantages. Ou encore, ils maximisent les avantages qu'ils peuvent obtenir au prix de certains coûts (p. 8). Sont dits rationnels les acteurs qui visent à l'efficacité ainsi entendue (pour une démarche un peu semblable, voir Sjöblom, 1968).

Dans un but de simplification, Downs limite les acteurs politiques aux électeurs et aux partis. Ceux-ci sont définis comme des « équipes », c'est-à-dire comme des coalitions d'acteurs qui ont tous la même fin.

[116]

Downs postule des buts précis chez les partis et les électeurs en étant bien conscient, encore une fois, que cette démarche est réductrice. Les partis chercheraient à gagner les élections, alors que les électeurs chercheraient à obtenir le plus d'avantages possible du gouvernement, ou plus précisément le plus d'« utilité » possible, celle-ci étant définie comme la perception qu'ont les électeurs des avantages reçus ou à recevoir du gouvernement (p. 37). Un parti sera rationnel au sens économique, c'est-à-dire efficace, s'il gagne les élections au moindre coût, et un électeur sera rationnel s'il obtient, au moindre coût également, une certaine utilité de la part du gouvernement. Cela dépend en bonne partie de l'information dont disposent les partis et les électeurs.

C'est parce qu'ils savent que l'information des électeurs est imparfaite que les partis définissent des « idéologies ». Selon Downs, ces idéologies sont des images simplifiées de la « bonne » société et des moyens d'y parvenir. Les positions des partis se trouvent ainsi rendues abordables aux yeux des électeurs dont l'information est trop imparfaite pour qu'ils connaissent dans le détail tout ce que proposent les partis (p. 96-107).

Le chapitre 8 est celui qui nous intéresse le plus parce qu'il porte plus spécifiquement sur la composante électorale des partis. Downs y montre comment les idéologies partisans destinées aux électeurs varient selon un certain nombre de facteurs, dont le système des partis, le système électoral et la distribution des préférences des électeurs envers l'action gouvernementale. Dans un langage un peu différent de celui qui est employé par Downs, on peut dire que les positions des partis envers les publics électoraux sont plus ou moins intensives ou extensives. Elles sont intensives lorsqu'elles visent à obtenir l'appui d'électeurs dont les positions sont rapprochées les unes des autres. Elles sont extensives lorsqu'elles visent plutôt à obtenir l'appui d'électeurs dont les positions sont dispersées et donc plus éloignées, en moyenne, les unes des autres.

Downs suppose que les électeurs se distribuent sur une seule dimension, par exemple l'utilité pour eux de l'intervention du gouvernement dans l'économie. C'est évidemment une supposition simpliste, car il est bien connu que les électeurs se différencient entre eux sur plus d'un axe politique.

Dans les systèmes compétitifs où il y a bipartisme, les deux partis sont le plus souvent extensifs parce qu'ils ont avantage à couvrir des positions étendues, du centre à l'un des extrêmes. Plus précisément, [117] Downs montre que les partis ont avantage, quand il y a concentration des électeurs au centre de l'électorat, à se rapprocher l'un de l'autre. Ce mouvement est cependant limité par la crainte de perdre l'appui, aux extrémités de l'axe, d'électeurs qui seront tentés de s'abstenir ou de se rallier à un tiers parti. Le mode de scrutin peut favoriser ou non cette apparition des tiers partis. S'il est proportionnel, il sera plus facile pour un tiers parti de se former à l'une ou l'autre des extrémités de l'axe considéré.

S'il y a plutôt concentration des électeurs en des points éloignés du centre, les partis seront moins portés à rechercher des appuis extensifs. Ainsi, pour ce qui est

de l'intervention du gouvernement dans l'économie, un des partis prendra une position interventionniste et l'autre une position non interventionniste.

S'il y a concentration au centre, mais aussi de chaque côté du centre, la situation sera plus propice au multipartisme. Dans cette situation, les partis seront plus extensifs que dans la situation précédente.

Ces considérations théoriques de Downs ont le mérite de démontrer les rapports qui existent entre la distribution des électeurs sur des axes politiques et les positions prises par les partis, d'où résultent des appuis électoraux plus ou moins étendus envers eux.

Désalignements et réalignements

Les études sur les appuis électoraux des partis se sont multipliées au cours des années 1970 et après, en bonne partie grâce à la généralisation des études par sondage. Elles ont aussi été animées par des préoccupations nouvelles, dont celles tirées de Downs.

Un ouvrage publié sous la direction de Dalton, Flanagan et Beck (1984), dont le sous-titre est *Réalignement ou désalignement ?*, fait le point sur les changements qui se sont produits dans les appuis électoraux des partis, de la fin des années 1960 au début des années 1980. À une période d'alignements relativement stables, reposant sur des identifications répandues et plutôt constantes aux partis politiques, a succédé une période de désalignement dont les causes sont nombreuses selon les directeurs de l'ouvrage. Parmi elles, il y aurait les changements dans la structure des occupations, la désagrégation des communautés traditionnelles et l'augmentation de la scolarisation et de l'accessibilité à l'information. Il y aurait aussi, selon Inglehart (1984), l'émergence [118] des valeurs post-matérialistes, concernant l'environnement, les droits des femmes et la qualité de la vie.

Non seulement la plupart des systèmes de partis se sont fragmentés depuis 1965, mais la volatilité électorale est plus grande. De nouveaux partis se sont formés à gauche, dont les partis verts, mais aussi à droite. Les appuis électoraux se portent sur un plus grand nombre de partis, et d'une élection à l'autre ces appuis sont plus changeants, ce qui est une des manifestations de la fin des alignements

stables et du désalignement qui s'ensuit (sur ce thème, voir aussi Daalder et Mair (dir.), 1983).

Dix ans plus tard, Dalton (1996) revient sur le même thème, qu'il aborde cette fois sous l'angle des clivages. Des données de 1990-1991, portant sur 15 pays d'Europe ainsi que sur les États-Unis, le Canada et le Japon, montrent que statistiquement l'association a décru entre l'appartenance à une classe sociale et les préférences partisans. Il en est de même de l'appartenance à une religion et de la pratique religieuse, ainsi que du fait d'habiter la ville ou la campagne. Dans certains pays, dont la Grande-Bretagne, la Belgique, l'Allemagne et le Canada, les clivages régionaux se sont accentués, et dans d'autres, dont les États-Unis, les clivages raciaux ou ethniques n'ont pas décliné.

Tout en reconnaissant que les clivages traditionnels ne sont pas tout à fait disparus et que les clivages post-matérialistes sont devenus significatifs dans certains pays, dont les Pays-Bas et le Danemark. Dalton considère que des clivages proprement politiques tendent à se substituer aux autres clivages sociétaux. Ces clivages politiques sont fondés sur la perception du rôle de l'État, sur la confiance accordée aux partis et à leurs leaders, sur les politiques auxquelles les électeurs sont sensibles. Les attitudes et les opinions là-dessus seraient de meilleurs prédicteurs du vote que les attributs sociaux, économiques ou culturels des électeurs, étant donné qu'elles sont reliées plus directement au vote. Mais, comme le note Dalton, elles sont plus difficilement comparables que les attributs des électeurs parce qu'elles dépendent des systèmes de partis et surtout des politiques publiques propres à chacun des systèmes politiques.

Au total, on peut conclure des observations de Dalton que les désalignements qui se sont produits depuis les années 1960 ont eu entre autres pour conséquence d'atténuer les différences entre les partis majeurs tout au moins, non sans que de nouveaux partis seconds ou mineurs présentent à l'opposé des caractéristiques plus intensives.

[119]

Partis intensifs et partis extensifs

Étant donné la nature quantitative du vote, il est possible de mesurer de façon précise le caractère plus ou moins intensif ou extensif de la composante électorale d'un parti politique. En guise d'illustration, nous allons limiter les axes significatifs à deux. Ces deux axes seront toujours choisis dans deux des systèmes sociaux distingués par Lapierre (1973), soit le système biosocial, le système écologique (ou sociogéographique), le système économique, le système culturel et le système politique. Il est évident que pour une mesure plus complète de l'intensivité et de l'extensivité il faut tenir compte d'un plus grand nombre d'axes.

Donnons un exemple. Dans le système des partis du Québec, sur la scène provinciale, l'émergence du Parti québécois comme parti mineur (en 1970 et en 1973) puis comme parti majeur dominant (en 1976) fait de l'indépendance du Québec un enjeu politique primordial, discriminant entre ce parti et les autres. Cet enjeu a du sens par rapport à deux clivages en particulier, le clivage culturel entre les francophones et les non-francophones, et le clivage biosocial entre les jeunes électeurs et les électeurs plus âgés. Les francophones et les jeunes sont plus favorables à l'indépendance du Québec que les non-francophones et les électeurs plus âgés.

Lorsque des données quantitatives sont disponibles, on peut comparer, pour un clivage donné, la probabilité d'appui à un parti dans deux grandes catégories dichotomisées. C'est ainsi que des sondages faits à l'occasion des élections de 1970, 1973 et 1976 montrent (voir le tableau 7.1) qu'en moyenne la probabilité que les francophones appuient le Parti québécois est de 0,36, alors que la probabilité de l'appui des non-francophones n'est que de 0,10. Comme l'indique le tableau 7.1, il y a environ 80 % des électeurs qui sont francophones et 20 % qui sont non francophones.

On peut considérer qu'un parti est intensif quand, dans les deux catégories dichotomisées, la probabilité d'appui la plus élevée est au moins le double de la moins élevée. À cet égard, le Parti québécois a, de 1970 à 1976, des appuis inten-

sifs sur le plan linguistique, puisque 0,36 représente bien plus que le double de 0,10.

Pour ce qui est de l'âge, les électeurs de 34 ans et moins constituent durant cette période environ 40 % de l'ensemble de l'électorat, comme l'indique le tableau 7.2. Le projet indépendantiste du Parti québécois

[120]

Tableau 7

*Exemple d'une relation entre la langue des électeurs et leur vote (7.1),
et d'une relation entre l'âge des électeurs et leur vote (7.2).*

[Retour à la table des matières](#)

(7.1)	Électeurs francophones (80 %)	Électeurs non francophones (20 %)
Probabilité d'un vote au Parti québécois	0,36	0,10
Probabilité d'un vote aux autres partis	0,10	0,90

(7.2)	Électeurs de 34 ans et moins (40 %)	Électeurs de 35 ans et plus (60 %)
Probabilité d'un vote au Parti québécois	0,40	0,25
Probabilité d'un vote aux autres partis	0,60	0,75

est beaucoup plus attirant pour ces électeurs de 34 ans et moins que pour ceux qui sont plus âgés (ils sont 60 % de l'ensemble de l'électorat). On voit en effet que les votants de 34 ans et moins appuient le Parti québécois selon une probabilité de 0,40, alors que les votants de 35 ans et plus l'appuient selon une probabilité de 0,25. Les appuis dans les deux grandes catégories d'âge ne peuvent pas être considérés comme intensifs, étant donné que 0,40 n'est pas tout à fait le double de 0,25,

tout en étant plus d'une fois et demie plus élevé. On peut dire que les appuis au Parti québécois pour ce qui est de l'âge sont **quasi intensifs**.

Quand la probabilité la plus élevée n'est pas une fois et demie plus élevée que l'autre, on peut considérer que les appuis électoraux sont quasi extensifs ou extensifs. Nous suggérons de considérer que les appuis sont **quasi extensifs** quand le rapport entre la probabilité la plus élevée et la probabilité la moins élevée est inférieur à 1,5, mais supérieur à 1,1. Les appuis seraient **extensifs** quand ce rapport est inférieur à 1,1.

C'est ainsi que les appuis au Parti québécois seraient quasi extensifs si la probabilité de l'appui des électeurs de 34 ans ou moins était de 0,35 et celle des électeurs de 35 ans et plus était de 0,28, pour un rapport [121] de 1,25. Les appuis seraient extensifs si les deux probabilités étaient de 0,32 et 0,30, pour un rapport de 1,06.

D'autres exemples

Le Parti socialiste français, en 1978, à la veille de sa double victoire de 1981, aux élections présidentielles et aux élections législatives, est devenu un parti extensif si on considère deux clivages traditionnellement significatifs, en France, soit l'appartenance à une classe sociale et la pratique religieuse (Lewis-Beck, 1984).

Sur ces deux plans, le Parti socialiste avait, en effet, des appuis extensifs. Cela était tout particulièrement net pour ce qui est de la classe sociale, mesurée par l'occupation des électeurs. Chez les 43 % d'électeurs appartenant à la classe ouvrière, 46 % avaient l'intention de voter pour le Parti socialiste, tandis que chez les 57 % d'électeurs, appartenant à la classe paysanne et aux classes moyennes entendues au sens large, 44 % avaient l'intention de voter pour ce parti. Les chances de voter pour le Parti socialiste sont donc à peu près égales d'une catégorie à l'autre si bien que ce parti est tout à fait extensif sur le plan de la classe sociale.

Il l'est un peu moins pour ce qui est de la pratique religieuse. Chez les 51 % d'électeurs qui ont une certaine pratique religieuse, quelle que soit sa fréquence, 38 % ont l'intention de voter pour le Parti socialiste, alors que chez les électeurs

qui n'ont aucune pratique religieuse 47 % ont l'intention d'appuyer les socialistes. Le rapport entre les deux pourcentages est de 1,24. Le Parti socialiste est donc quasi extensif sur ce plan.

À la même époque, le Parti conservateur britannique, sous Margaret Thatcher, devenait lui aussi plus extensif sur le plan des classes sociales, en augmentant de façon importante ses appuis dans la classe ouvrière. Dans son ouvrage sur les partis britanniques, Finer (1980) montre qu'aux élections de 1964 et 1966, gagnées par le Parti travailliste, environ 33 % des électeurs appartenant à la classe des travailleurs ont appuyé le Parti conservateur, alors que cet appui a été de 70 % environ dans la classe moyenne et dans la classe moyenne supérieure, ce qui est un peu plus que le double du pourcentage précédent. On peut considérer que le Parti conservateur était alors nettement intensif.

[122]

Ce n'est plus le cas, vingt ans plus tard, lors des élections de 1983 et 1987, gagnées par le Parti conservateur de Margaret Thatcher. Un article de *The Economist* (9 décembre 1989 : 53-54) montre que 53 % des travailleurs autres que manuels appuient le Parti conservateur, qui n'est appuyé que par 36 % des travailleurs manuels. La probabilité la plus élevée n'est pas tout à fait une fois et demie supérieure à la probabilité la moins élevée. On peut donc dire que le Parti conservateur, d'intensif qu'il était sur le plan des classes sociales dans les années 1960, est devenu quasi extensif à la fin des années 1980.

Participation sélective et participation inclusive dans la composante électorale

Les exemples que nous avons donnés montrent que la participation est d'autant plus inclusive dans la composante électorale d'un parti que ses électeurs, sur les axes significatifs où ils sont répartis, donnent une image à peu près fidèle de l'ensemble des électeurs sur cet axe. Elle est d'autant plus sélective que la composante électorale donne une image disproportionnée de l'ensemble des électeurs sur l'axe en question, une catégorie d'électeurs donnant un appui beaucoup plus grand que l'autre.

Bien sûr, c'est en considérant non pas un seul axe mais plusieurs d'entre eux qu'on pourra conclure que dans l'ensemble la participation des électeurs à un parti est sélective, quasi sélective, quasi inclusive ou inclusive.

Les partis qui ont des appuis extensifs sont généralement plus sensibles aux influences venant des différentes catégories d'électeurs, si bien que les influences bilatérales entre eux et les électeurs sont répandues. Au contraire, les partis qui ont des appuis intensifs sont surtout sensibles aux catégories d'électeurs où ils trouvent leur soutien le plus ferme. Au total, les influences bilatérales seraient donc relativement plus nombreuses dans les partis extensifs que dans les partis intensifs.

Rappelons enfin que la composante électorale est la plus difficile à contrôler à cause de sa complexité et de son ouverture aux différents systèmes sociaux dans l'environnement du système politique. Si bien que les leaders partisans parviennent rarement à obtenir les appuis électoraux qu'ils désirent, surtout quand ils cherchent à les rendre plus extensifs.

[123]

Résumé

Les principales propositions qui se dégagent de l'étude de la composante électorale des partis sont les suivantes :

- 6.1 Dans les études de sociologie électorale, dans celles qui ont été faites à l'aide de sondages, de même que dans une théorie comme celle de Downs, la plus ou moins grande concentration ou dispersion des votes donnés aux partis, sur des axes sous-jacents à ces votes, est un des principaux phénomènes qui a retenu l'attention des chercheurs.
- 6.2 Depuis la fin des années 1960, il y a eu désalignement et réalignement des appuis électoraux donnés aux partis dans beaucoup de démocraties occidentales. Ils ont eu des conséquences diverses, dont entre autres celle de rendre plus extensif l'électorat des partis majeurs dans les systèmes compétitifs.

- 6.3 Pour mesurer le caractère intensif ou extensif de la composante électorale d'un parti, on peut établir le rapport existant entre la probabilité de l'appui de la catégorie d'électeurs qui lui est le plus favorable et la probabilité de l'appui de la catégorie d'électeurs qui lui est la moins favorable. Il y a lieu pour cela d'avoir recours à plus d'un axe, en les choisissant dans au moins deux des systèmes sociaux que distingue Jean-William Lapierre, soit le système biosocial, le système écologique, le système économique, le système culturel et le système politique.
- 6.4 La participation est plus sélective dans un parti intensif que dans un parti extensif, étant donné sa moins grande propension à recevoir des influences de la part des électeurs que c'est le cas dans un parti extensif.

[125]

Deuxième partie.
LES PARTIS EN TANT QUE SYSTÈMES

Chapitre 7

Des options de gouverne programmatiques ou opportunistes

[Retour à la table des matières](#)

Dans la composante dite gouvernementale, les acteurs partisans et leurs alliés cherchent à réaliser leurs options de gouverne dans les politiques publiques et les autres activités de l'appareil gouvernemental. Ces options de gouverne peuvent venir en compétition ou non avec celles des autres partis, quand il en existe, avec celles des administrations, des groupes et des publics dont on mesure les opinions. À l'intérieur du parti, elles sont en interdépendance avec les préoccupations de mobilisation dans la composante interne et les préoccupations de représentation dans la composante électorale.

Comme dans les deux chapitres précédents, nous commençons par présenter un certain nombre de travaux significatifs qui ont porté sur les options de gouverne des partis. Sont dits programmatiques les partis dont le programme de gouverne a un fort degré d'indépendance, alors que sont opportunistes ceux dont les options sont davantage dépendantes des autres partis, des administrations, des groupes et des opinions publiques.

Pour ce qui est de la participation dans la composante gouvernementale, les partis programmatiques sont davantage sélectifs que les [126] partis opportunistes, ce qu'on peut établir à partir d'un certain nombre de critères, qu'il est toutefois difficile de quantifier. Nous donnons à la fin du chapitre quelques exemples de partis programmatiques et de partis opportunistes, en montrant que ce peut être aussi bien le fait de petits partis que de grands partis.

Epstein et les partis programmatiques

Un des thèmes principaux de l'ouvrage d'Epstein (1967) sur les partis dans les démocraties occidentales consiste dans l'étude des différences entre les partis européens et les partis américains. Alors que dans les partis américains les partisans sont surtout mobilisés par des incitations matérielles, dont celles du clientélisme, les partis de masses en Europe, au milieu des années 1960, seraient des partis programmatiques où la croyance en une cause prévaut sur les intérêts matériels.

Epstein préfère le terme de parti programmatique à ceux de parti idéologique ou doctrinaire, parce que ce terme fait référence davantage aux politiques publiques. C'est là un choix que nous partageons. Selon Epstein, tous les partis ont des programmes, mais certains partis sont plus programmatiques que d'autres en ce qu'ils s'en tiennent à leur programme sans y dévier, de façon opportuniste, à partir de rétroactions venant des publics.

Les deux grands partis britanniques, à l'époque où écrivait Epstein, étaient considérés par lui comme des partis programmatiques, le Parti travailliste l'étant davantage que le Parti conservateur. À l'opposé, les deux grands partis américains lui apparaissaient comme des partis assez peu programmatiques, pour ne pas dire non programmatiques. Aux États-Unis, les élections ne servent pas tant à choisir entre des programmes qu'à élire des candidats qui élaboreront des politiques plus ou moins inspirées des positions de leurs partis. Aux yeux d'Epstein, ce sont les groupes d'intéressés qui ont, aux États-Unis, un caractère programmatique. Les partis, qui font l'agrégation des intérêts, ne peuvent pas avoir ce caractère programmatique.

Epstein ajoute qu'à première vue on pourrait penser que les partis américains ont plus de chances d'être programmatiques en matière de politique étrangère. Mais il n'en est pas ainsi, pour plusieurs raisons, dont le moindre intérêt des électeurs pour ces questions, la difficulté qu'il y a à définir des options claires en ce domaine et la difficile conciliation [127] à faire entre les options prises en politique intérieure et celles prises en politique extérieure.

Il y aurait cependant tendance, selon Epstein, à ce que les partis européens deviennent moins programmatiques. Ce constat, fait au milieu des années 1960, rejoignait celui de Kirscheimer et de Menges (1965) à propos des partis allemands, ainsi que celui de Butler et King (1965) à propos des partis britanniques.

Enfin, Epstein soulève un problème qui lui apparaît à juste titre fondamental dans le caractère programmatique des partis politiques. Il s'agit du lieu où s'élabore le programme de gouverne : est-ce dans l'organisation interne du parti ou dans les milieux gouvernementaux ? Les adhérents de l'organisation interne se considèrent responsables face à ceux qui ont opté pour la cause soutenue par le parti, alors que les élus du parti considèrent qu'ils sont plutôt responsables face à l'ensemble plus vaste constitué par l'électorat du parti, dont les adhérents ne sont qu'un sous-ensemble. Il peut exister des accommodements entre ces deux visions, mais il y a aussi possibilité de conflit. Cette possibilité est à peu près absente, selon Epstein, dans les petits partis qui ont peu d'appuis électoraux en dehors des adhérents « zélés » qu'ils rassemblent. Elle est peu probable également dans les grands partis non programmatiques, où les adhérents ont peu de prétention à l'élaboration de programmes de gouverne.

Les conditions, selon Rose, pour que les partis gouvernent vraiment

Dans un article paru peu après l'ouvrage d'Epstein, Rose (1969) s'interroge sur les conditions qui doivent être remplies pour que les partis gouvernent vraiment. Ce qui l'amène à traiter lui aussi, bien que dans une optique différente, du caractère programmatique de l'action des partis de gouvernement.

Parmi les huit conditions de Rose, six portent sur la période antérieure ou concomitante à l'arrivée d'un parti au gouvernement, et deux sur la période où le parti dirige le gouvernement. Rose exclut donc de son analyse les partis qui demeurent dans l'opposition, ainsi d'ailleurs que les gouvernements de coalition. Les trois systèmes politiques auxquels il applique son analyse, celui de la Grande-Bretagne, de l'Union [128] soviétique et des États-Unis, n'ont pas de gouvernement de coalition et l'Union soviétique du temps n'avait pas de parti d'opposition.

La première condition est évidente. Pour qu'un parti de gouvernement gouverne vraiment, il faut évidemment qu'au moins un parti existe dans un système politique, ce qui exclut les systèmes politiques où il n'y a pas de parti.

Selon la deuxième condition, les personnes favorables au parti et nommées par lui doivent occuper des postes importants dans l'appareil administratif.

La troisième condition ajoute que ces personnes doivent être assez nombreuses pour participer à un large éventail de politiques publiques.

Quatrièmement, ces personnes doivent avoir les ressources et l'habileté nécessaires pour contrôler les organisations bureaucratiques.

La cinquième condition de Rose pose que les membres du parti doivent formuler des projets de politiques publiques susceptibles d'être adoptés quand le parti accédera à la direction du gouvernement, de façon à éviter que le parti ne réagisse que de façon conjoncturelle aux problèmes qui se présenteront alors.

Sixièmement, les projets de politiques compris dans le programme de gouvernement du parti doivent être définis de façon opératoire, en précisant les moyens d'exécution qui seront utilisés. Par exemple, dit Rose, il ne suffit pas de parler de paix et de prospérité pour qu'elles arrivent. Un parti qui s'en tient à des principes non opératoires risque de ne gouverner qu'en fonction des circonstances.

Une fois qu'il est parvenu au gouvernement, un parti doit remplir deux autres conditions, s'il veut gouverner vraiment. La septième condition pose qu'une fois au gouvernement, les dirigeants doivent accorder une forte priorité à la réalisation des politiques du parti. Autrement, ils risquent de mettre sur le compte des circonstances leur incapacité à réaliser ces politiques.

Enfin, il y a une huitième et dernière condition. Elle pose que les politiques du parti doivent être mises en œuvre par des fonctionnaires qui en prennent charge, qu'ils aient été nommés par le parti ou autrement.

Rose évalue, à la lumière de ces conditions, l'action du Parti travailliste britannique, qui a dirigé le gouvernement de 1964 à 1966. À ses yeux, les limites du parti dans le processus de gouverner ont tenu surtout à son non-respect des sixième et septième conditions : les politiques projetées par le parti n'étaient pas suffisamment [129] opératoires et il n'a pas accordé une assez forte priorité à la réalisation de ces politiques.

En Union soviétique, les huit conditions sont davantage remplies, ce qui tient en bonne partie au caractère monopolistique du système de partis et au contrôle total qu'a le Parti communiste sur l'appareil administratif. Aux États-Unis, plusieurs conditions sont remplies, mais les projets de gouverner du parti du président sont généralement limités et n'ont pas un caractère très opératoire.

Pour Epstein, ce sont surtout les relations avec des groupes aux intérêts divers et les tensions entre les dirigeants qui sont des élus et ceux qui n'en sont pas qui limitent le caractère programmatique des partis. Pour Rose, c'est plutôt le caractère trop peu opératoire des politiques projetées et la priorité insuffisante accordée à leur programme de gouvernement qui expliquent que les partis n'arrivent pas à gouverner de façon programmatique.

Budge et Kerman : les partis, leurs préférences et les politiques publiques

Selon une approche très différente des deux précédentes, Budge et Kerman (1990) présentent une théorie déductive du gouvernement des partis, qui pose que dans les démocraties parlementaires :

- 1) les préférences premières de tous les partis démocratiques sont de faire échec à ce qui menace le système démocratique ;

- 2) si de telles menaces n'existent pas, mais que les différences entre l'option pour le libéralisme et l'option pour le socialisme sont importantes, les préférences des partis seront de réaliser des politiques reliées à ces différences ;
- 3) lorsque ni l'une ni l'autre des situations précédentes existent, les partis cherchent à rendre efficaces les préférences qui ont rapport aux groupes qu'ils privilégient ;
- 4) à l'intérieur d'un parti, des factions cherchent à transformer leurs préférences en des politiques publiques proposées par le parti.

À partir de ces propositions, Budge et Keman élaborent une théorie complexe. Cela les amène, entre autres, à discuter des théories voulant [130] que les postes de ministres soient les principales récompenses recherchées par les partis qui accèdent seuls ou avec d'autres à la direction du gouvernement. Comme Laver et Schofield (1991), Budge et Keman posent plutôt que les partis cherchent surtout à réaliser les politiques qu'ils préfèrent, les postes de ministres étant des instruments importants à cette fin.

Dans les gouvernements de coalition, les partis viseraient à obtenir les postes de ministres qui correspondent aux secteurs de politiques publiques qu'ils valorisent le plus. Budge et Keman le démontrent à partir de données portant sur 20 systèmes politiques démocratiques, de 1945 à 1984.

Ils utilisent aussi ces données pour voir si les préférences idéologiques des partis de gouvernement se retrouvent dans les politiques qu'ils font adopter en matière d'économie, de bien-être social et de sécurité extérieure. Au terme d'analyses subtiles, où ils prennent en compte les transferts et compromis (*trade-off*) d'un secteur à l'autre, ils arrivent à la conclusion que les partis de gouvernement exercent une influence forte et souvent déterminante sur les politiques publiques. Cette influence s'exerce dans des sens différents d'une famille idéologique de partis à l'autre, ce qui démontre que les préférences des partis se traduisent dans leurs politiques publiques.

Budge et Keman notent en terminant que ces résultats sont contraires à trois courants critiques qui minimisent le rôle des partis dans la gouverne du système

politique. Le premier courant, d'inspiration marxiste, pose que les partis sont au mieux des intermédiaires entre les intérêts de classe et l'action de l'État. Le deuxième, qui est celui de l'État fort, reconnaît une autonomie à l'appareil étatique, considéré comme distinct du système des partis. Le troisième, venant de la science économique, considère que les déterminants économiques sont plus importants que les déterminants politiques dans l'action de l'État. Ce courant rejoint, bien que dans une optique différente, le premier.

La position de Budge et Keman est assez proche de celle de Kingdon (1995), dans son livre bien connu sur l'émergence et la formulation des politiques publiques. Selon Kingdon, pour qu'une politique publique émerge et fasse l'objet d'un début de formulation, il faut que se rencontrent trois courants, celui des problèmes, celui des solutions et celui de la politique. Dans le courant de la politique, en plus des idées qui sont dans l'esprit du temps et des questions de compétences, [131] l'action des groupes d'intéressés et les changements d'équipes gouvernementales seraient des éléments déterminants. Les responsables élus sont évidemment très actifs en ce courant, mais ils le sont aussi dans le courant des problèmes et même dans le courant des solutions. Kingdon écrit (p. 44) qu'aucune catégorie d'acteurs ne domine le processus de réalisation des politiques publiques, mais que les politiciens élus et leur entourage sont les plus proches de le faire.

Politiques publiques et opinions publiques

Si l'action gouvernementale des partis et les préférences qu'elle exprime ne sont pas prisonnières des groupes et des administrations qui interviennent dans les politiques publiques, on peut se demander si elles ne sont pas influencées par les opinions publiques. C'est la thèse du gouvernement par les sondages, un courant de pensée que Budge et Keman auraient pu ajouter aux trois courants critiques dont ils font état.

Il existe un certain nombre d'études sur ce thème, qui portent pour la plupart sur un seul pays. Une des plus anciennes est celle de Munger (1969), qui établit que de 1954 à 1967 les mesures adoptées dans les 50 États américains concordaient avec l'opinion publique majoritaire dans une proportion qui allait de 68 % à 50 %, selon les États. Dans l'ensemble, il était donc arrivé deux fois sur cinq envi-

ron, que des mesures aient été adoptées contre l'avis de la majorité. La plupart des études subséquentes ont montré que la proportion des politiques qui correspondaient à des opinions publiques majoritaires était du même ordre, soit environ trois politiques sur cinq (Pétry, 1999). Brooks (1985) fait bande à part en arrivant à des taux de correspondance entre les politiques publiques et les opinions publiques majoritaires qui sont de l'ordre de 40 % seulement, ce qu'il explique par l'influence prépondérante qu'ont les élites non gouvernementales sur les politiques publiques.

Certains auteurs se sont aussi interrogés sur le sens de la causalité en ces matières. Est-ce que les responsables des politiques publiques s'ajustent, dans la majorité des cas, aux opinions publiques majoritaires, ou est-ce qu'ils ne fabriquent pas plutôt de telles majorités par des opérations de marketing et de relations publiques ? D'autres auteurs ont montré que le degré de correspondance était plus élevé dans certains secteurs de politiques publiques que dans d'autres, ou encore [132] quand des politiques maintiennent le *statu quo* que lorsqu'elles cherchent à produire du changement.

Au total, ces analyses ne nous éclairent que partiellement sur le caractère programmatique ou opportuniste de l'action des partis et sur leur plus ou moins grande autonomie par rapport aux opinions publiques. Rappelons que les propos d'Epstein sur les groupes et ceux de Rose sur les administrations posent eux aussi la question de l'autonomie des partis de gouvernement, sans apporter de réponses définitives.

L'analyse de politiques publiques concrètes, dans différents secteurs, permet d'éclairer un peu mieux les rôles joués par les acteurs partisans et d'évaluer leur plus ou moins grande capacité à rendre leurs préférences efficaces dans leurs relations avec d'autres acteurs.

Les enseignements de l'analyse des politiques publiques

Parmi les différentes approches en analyse des politiques, celle des réseaux de politique publique convient particulièrement bien à notre propos. Elle met en scène différents acteurs, appartenant aux partis, aux administrations et aux groupes d'intéressés, pour montrer que les politiques publiques sont le résultat des interactions entre ces acteurs dans un réseau donné, ou encore des interactions entre plus d'un réseau (à ce sujet, voir entre autres Le Galès et Thatcher, 1995 : et Marsh, 1998).

Le parti pris implicite de beaucoup de ces études est de montrer que les acteurs gouvernementaux ne dominent pas toujours les réseaux de politique publique et les mesures politiques qu'ils produisent. Les groupes ou les administrations seraient dans bien des cas les acteurs dominants, si bien que, contrairement aux conclusions de Budge et Keman, les partis de gouvernement auraient une autonomie limitée dans la réalisation des politiques publiques.

C'est par l'étude de réseaux concrets de politique publique dans différents secteurs et dans différents pays qu'on peut cerner la place qu'y occupent les partis de gouvernement et les autres partis, face aux groupes et aux administrations. Nous avons fait une première tentative en ce sens (Lemieux, 2000), en examinant les rôles joués dans les réseaux par les partis de gouvernement à propos de quinze politiques publiques dans quatre grands secteurs. Six de ces politiques étaient [133] canadiennes, alors que les neuf autres ont été adoptées aux Pays-Bas, en Allemagne, en France, au Danemark, en Suède, en Grande-Bretagne et aux États-Unis.

En nous inspirant d'un article de Dunleavy (1990), nous avons distingué un certain nombre de rôles joués par les acteurs gouvernementaux par rapport aux autres acteurs des réseaux de politique publique. Nous avons retenu des rôles distingués par Dunleavy ceux d'entrepreneur, d'acteur parmi d'autres et d'instrument aux mains d'autres acteurs. L'examen des politiques retenues nous a amené à ajouter le rôle d'arbitre et celui de surveillant de politiques menées par d'autres acteurs, généralement des administrations.

À l'intérieur d'une même politique publique, les acteurs gouvernementaux peuvent jouer plus d'un rôle, d'une étape de la politique à l'autre, ou encore s'il y a changement de gouvernement au cours de la période étudiée. Quelques-unes des politiques retenues touchaient à deux secteurs différents, ou encore à deux régions différentes d'un même pays. C'est pourquoi le compte des rôles joués par le gouvernement excède largement le nombre des politiques étudiées, comme on le voit dans le tableau 8.

Le tableau montre que parmi les trente rôles du gouvernement qui ont été recensés, celui d'entrepreneur apparaît neuf fois et celui d'arbitre neuf fois également. Dix-huit fois sur trente, les acteurs gouvernementaux jouent donc, dans les réseaux de politique publique auxquels ils participent, un rôle qu'on peut considérer comme dominant, qu'il soit programmatique ou opportuniste. Ils jouent un rôle de surveillant une fois seulement, un rôle d'acteur parmi d'autres, neuf fois, et deux fois un rôle d'instrument.

Dix rôles sont joués dans le secteur de la santé et de la sécurité sociale et dix rôles également dans celui des pêches, de l'agriculture et de l'environnement. Le tableau 8 montre que le gouvernement joue le plus souvent le rôle d'entrepreneur dans le premier secteur et celui d'arbitre dans le second.

Deux cas de changement de gouvernement surviennent en Grande-Bretagne, quand le Parti conservateur de Margaret Thatcher succède au Parti travailliste. Les politiques en cause sont dans le secteur de l'enseignement secondaire et dans celui de la santé. Dans les deux cas, le rôle du gouvernement évolue de celui d'arbitre à celui d'entrepreneur.

Il arrive également que le rôle du gouvernement évolue d'une étape des politiques publiques à l'autre. Les quelques cas de la sorte

[134]

Tableau 8

Rôles joués par les partis de gouvernement dans quinze politiques publiques de différents secteurs au Canada, aux Pays-Bas, en Allemagne, en France, au Danemark, en Suède, en Grande-Bretagne et aux États-Unis.

[Retour à la table des matières](#)

SECTEURS D'ACTIVITÉ					
RÔLES	Enseignement	Santé et sécurité sociale	Pêches, agriculture et environnement	Énergie, transports et télécommunications	TOTAL
Entrepreneurs	1	4	2	2	9
Arbitre	1	2	4	2	9
Surveillant	–	–	–	1	1
Acteur parmi d'autres	–	4	3	2	9
Instrument	–	–	1	1	2
TOTAL	2	10	10	8	30

[135]

indiquent que les acteurs gouvernementaux ont plus de chances d'être dominants à l'étape de l'émergence ou à celle de la formulation des politiques qu'à celle de la mise en œuvre.

Le gouvernement joue un rôle de surveillant une seule fois, et ce, dans un secteur plutôt technique, celui des télécommunications, où des groupes et surtout des administrations sont les acteurs dominants. Dans les deux cas où il est un instrument, ce sont des groupes puissants qui sont les acteurs dominants. Il en est de même des neuf cas où le parti de gouvernement n'est qu'un acteur parmi d'autres.

Le fait demeure cependant que ces onze cas sont minoritaires par rapport aux dix-neuf où le gouvernement apparaît comme l'acteur dominant, ce qui va dans le sens des conclusions de Budge et Keman concernant l'influence des partis de gouvernement sur les politiques publiques.

Partis programmatiques et partis opportunistes

Dans leur action gouvernementale, qu'ils participent à la direction du gouvernement ou qu'ils soient dans l'opposition, les partis peuvent chercher à réaliser des options programmatiques ou opportunistes. Nous avons retrouvé cette distinction, faite par Epstein, chez un peu tous les auteurs que nous avons présentés dans le chapitre. Pour Rose, un parti doit avoir des positions programmatiques, de nature opératoire, pour ne pas être à la merci des administrations. Budge et Keman ne font pas la distinction entre les partis programmatiques et les partis opportunistes, mais quand ils montrent que les préférences idéologiques des gouvernements se retrouvent dans les politiques qu'ils font adopter, ils laissent entendre que les partis programmatiques mieux que les autres réussissent à rendre leurs préférences efficaces. De même, ce sont souvent les partis programmatiques qui réalisent des politiques publiques contraires aux opinions publiques majoritaires. Ils ont alors tendance à jouer des rôles d'entrepreneurs davantage que des rôles d'arbitres, à la différence des partis opportunistes.

À partir de ces constats, on peut proposer un certain nombre d'indicateurs qui permettent de distinguer les partis programmatiques des partis opportunistes. Ces indicateurs n'ont pas la précision quantitative de ceux que nous avons utilisés pour distinguer les partis intensifs des partis extensifs. Ils s'apparentent davantage à ceux de Janda, utilisés [136] pour distinguer les partis centralisés des partis décentralisés. Ils font référence à des phénomènes qui sont assez facilement observables, et dont l'addition permet généralement d'établir si un parti durant une période donnée est plutôt programmatique ou plutôt opportuniste.

- 1) Par rapport aux groupes d'intéressés, un parti programmatique ne cherche guère à concilier des intérêts divergents. Un parti opportuniste, au contraire, cherche à concilier des intérêts qui ne sont pas convergents.
- 2) Un parti programmatique a tendance à s'en tenir aux options de gouvernement comprises dans son programme de gouvernement, alors qu'un parti opportuniste est plus sensible aux rétroactions venant des autres partis à propos

de ses options de gouverne, ce qui l'entraîne à modifier plus facilement ces options.

- 3) Il s'ensuit que les décideurs des partis programmatiques auront tendance à réaliser des politiques publiques découlant de leur programme, même si elles ne sont pas appuyées par des opinions publiques majoritaires. Ils chercheront à renverser les opinions majoritaires, plutôt que de changer leurs politiques. Les décideurs des partis opportunistes auront davantage tendance à s'ajuster aux opinions publiques majoritaires, sans chercher à les renverser.
- 4) Dans la mesure où ils sont des acteurs dominants dans les politiques publiques, les décideurs des partis programmatiques jouent des rôles d'entrepreneurs plutôt que d'arbitres, alors que les décideurs des partis opportunistes jouent des rôles d'arbitres plutôt que d'entrepreneurs.

Quelques exemples

Comme nous l'avons montré dans notre ouvrage précédent sur les partis (Lemieux, 1985), il y a de grands partis programmatiques et de grands partis opportunistes, comme il y a de petits partis programmatiques et de petits partis opportunistes, dans les systèmes compétitifs de partis et dans les systèmes monopolistiques.

- 1) Les partis communistes, dans les systèmes monopolistiques où ils étaient seuls ou dominants, étaient généralement des [137] partis programmatiques. Ils s'appuyaient sur des syndicats, des groupes de jeunes et d'autres groupes dont les intérêts étaient convergents, étant donné la mainmise qu'avait sur eux le parti. Le contrôle sur l'administration était total et les opinions publiques ne pesaient guère sur le parti, qui jouait un rôle d'entrepreneur. Le Parti conservateur britannique, sous Margaret Thatcher, de 1979 à 1990, avait lui aussi les traits d'un parti programmatique. Il s'appuyait sur les groupes d'affaires contre les syndicats et ses politiques, où il

jouait un rôle d'entrepreneur, ne s'embarrassait guère des opinions publiques, qui lui étaient d'ailleurs généralement favorables.

- 2) Dans les systèmes compétitifs, les grands partis de gouvernement sont souvent opportunistes plutôt que programmatiques, ce qui est tout particulièrement évident chez les partis américains. Que le président soit démocrate ou républicain, ses politiques sont influencées par des groupes ou des lobbies dont les intérêts sont loin d'être convergents. La sensibilité aux opinions publiques, mesurées par de multiples sondages et groupes de discussion, est grande, ce qui s'explique en partie par le fait que les élections à la Chambre des représentants surviennent à tous les deux ans. Le président et son entourage jouent plus souvent des rôles d'arbitres que d'entrepreneurs.

De même, le parti majeur dans un système monopolistique ouvert peut fort bien être opportuniste. Ce fut le cas du Parti révolutionnaire institutionnel, au Mexique, et du Parti libéral démocrate, au Japon, dans la deuxième partie du vingtième siècle, ce qui s'est manifesté tout particulièrement par des politiques qui ont favorisé différents groupes, éloignés les uns des autres sur le plan des intérêts tangibles ou intangibles, et par les rôles d'arbitres plutôt que d'entrepreneurs joués par les dirigeants.

- 3) Les partis Verts, à leur origine tout au moins, donnent de bons exemples de petits partis programmatiques. Ils s'appuient sur des groupes spécifiques, défenseurs ou promoteurs des valeurs environnementales contre celles d'un développement économique contraire à la protection de l'environnement. Les Verts [138] ne cherchent pas à s'ajuster aux opinions publiques majoritaires, mais plutôt à les retourner en leur faveur, et la constance de leurs options manifeste que l'opportunisme dans les choix de gouverner leur est étranger. Quand ils font partie de gouvernements de coalition, comme cela est arrivé en Allemagne et en France à la fin du vingtième siècle et au début du vingt et unième, les Verts doivent faire des concessions sur des politiques publiques qui ne favorisent pas les intérêts et les

valeurs qu'ils défendent. L'expression publique de leur désaccord manifeste la constance de leurs options de gouverner.

Il y a aussi des petits partis programmatiques dont les options de gouverner s'opposent au changement plutôt que de le promouvoir. On peut donner l'exemple du Front national, en France, sous la direction de son fondateur, Jean-Marie Le Pen. Le parti cherche l'appui des Français opposés à l'immigration jugée excessive des Maghrébins, et aussi l'appui de ceux qui sont opposés à une construction de l'Europe jugée menaçante pour l'autonomie nationale de la France. Les opinions publiques majoritaires, quand elles sont contraires aux options du Front national, n'ébranlent guère celui-ci. Il compte sur les problèmes entraînés par les ratés de l'intégration des immigrants pour que les opinions publiques deviennent plus favorables au parti.

- 4) Il y a peu d'exemples de petits partis opportunistes, du moins dans les systèmes compétitifs de partis. On peut cependant inclure dans cette catégorie le Parti radical, en France, sous la IV^e République. Les radicaux défendent bien quelques principes, dont celui de la laïcité, mais ils sont moins programmatiques que les grands partis que sont le Parti communiste, le Parti socialiste et le Mouvement républicain populaire (MRP). L'opportunisme des radicaux et leur position centriste leur permettent de faire partie de toutes les coalitions ministérielles, de 1948 à 1958. Les radicaux n'ont pas l'appui de groupes importants et ils ne sont pas aussi présents dans l'administration que les trois grands partis. À l'exception du gouvernement dirigé par Pierre Mendès-France, de 1954 à 1955, ils agissent comme des arbitres bien plus que comme des entrepreneurs.

[139]

*Participation sélective et participation inclusive
dans la composante gouvernementale*

Les quatre indicateurs que nous avons utilisés pour établir le caractère programmatique ou opportuniste d'un parti montrent que la participation est plus sélective et donc moins diversifiée dans les partis programmatiques que dans les partis opportunistes.

De façon générale, la participation plus sélective de la part des décideurs partisans dans les partis programmatiques tient au fait qu'ils se laissent moins influencer par les autres acteurs des politiques publiques que les décideurs partisans des partis opportunistes et qu'ils cherchent davantage que ceux-ci à influencer les autres acteurs.

Les décideurs des partis programmatiques ont des relations d'influence bilatérale avec les groupes dont les intérêts sont semblables aux leurs. Ils cherchent aussi à en convaincre d'autres dont les intérêts sont divergents des leurs, mais ils sont moins susceptibles de se laisser influencer par ces derniers que le sont les décideurs des partis opportunistes.

Les décideurs des partis programmatiques sont aussi moins sensibles aux rétroactions de la part des autres partis à propos de leurs options de gouverne. Les décideurs des partis opportunistes se laissent plus facilement influencer par ces rétroactions.

Par rapport à leurs options de gouverne, les décideurs des partis programmatiques cherchent par leurs influences à renverser les opinions publiques majoritaires opposées à ces options, plutôt que de s'y conformer. Les décideurs des partis opportunistes, même s'ils veulent eux aussi influencer les opinions publiques, s'ajustent plus facilement aux opinions publiques majoritaires, même si cela va contre le respect de leur programme de gouvernement.

Enfin, les rôles d'entrepreneurs joués par les décideurs des partis programmatiques supposent qu'ils cherchent à convaincre les autres acteurs des politiques publiques, même si ceux-ci résistent aux « entreprises » programmatiques en cau-

se. Les rôles d'arbitres joués par les décideurs des partis opportunistes supposent, au contraire, que tout en cherchant à concilier des intérêts divergents ils se laissent influencer par les porte-paroles de ces intérêts.

Dans la pratique, il est rare qu'un parti ne soit que programmatique ou qu'il ne soit qu'opportuniste. Il y a toujours un certain mélange des deux caractéristiques, non sans que l'une prédomine [140] sur l'autre. Il en est d'ailleurs de même des deux autres composantes des partis.

Ajoutons que la composante gouvernementale d'un parti est plus facile à contrôler que sa composante électorale, mais plus difficile à contrôler que sa composante interne. Les décideurs du parti et leurs alliés ont des positions plus proches les unes des autres que les électeurs qui appuient le parti, mais moins proches les unes des autres que celles des adhérents dans l'organisation interne.

Résumé

Le chapitre sur la composante dite gouvernementale des partis nous a amené à faire les constats qui suivent :

- 7.1 Epstein définit un parti programmatique comme celui qui se fonde sur la croyance à une cause, contrairement aux partis qui cherchent à faire l'agrégation de plusieurs intérêts. Les partis programmatiques se définissent plutôt par rapport à leurs adhérents, alors que les partis non programmatiques se définissent plutôt par rapport à leurs électeurs.
- 7.2 Les rôles joués par les décideurs des partis de gouvernement dans l'élaboration des politiques publiques sont révélateurs de leur caractère programmatique ou opportuniste. Les décideurs des partis programmatiques jouent plutôt des rôles d'entrepreneurs alors que les décideurs des partis opportunistes jouent plutôt des rôles d'arbitres.
- 7.3 En plus des rôles joués par les décideurs des partis de gouvernement, trois autres indicateurs peuvent être utilisés pour établir si un parti est programmatique ou opportuniste, soit son rapport aux groupes d'intéressés, son rapport aux autres partis et son rapport à l'état des opinions publiques.

- 7.4 La participation est plus sélective dans les partis programmatiques que dans les partis opportunistes, étant donné que les décideurs des partis programmatiques cumulent plus d'influence que les décideurs des partis opportunistes, en se laissant moins influencer par les autres acteurs des politiques publiques, tout en cherchant davantage que les décideurs des partis opportunistes à influencer ces autres acteurs.

[141]

Deuxième partie.
LES PARTIS EN TANT QUE SYSTÈMES

Chapitre 8

Les types de partis selon la participation dans leurs composantes

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons vu dans les trois chapitres précédents que les partis en tant que systèmes avaient des composantes où la participation était tantôt sélective et tantôt inclusive. Leur composante interne peut être centralisée ou décentralisée, leur composante électorale peut être intensive ou extensive, et leur composante dite gouvernementale peut être programmatique ou opportuniste.

Si on combine ces traits de nature dichotomique, différents types de partis se trouvent définis, les deux types extrêmes étant celui d'un parti centralisé, intensif et programmatique et celui d'un parti décentralisé, extensif et opportuniste. Dans le premier de ces deux types extrêmes, la participation est la plus sélective qui soit, alors qu'elle est la plus inclusive qui soit dans le second.

Parce que nous concevons les partis comme des systèmes où les trois composantes sont reliées entre elles, les différents types de partis sont définis par la nature de ces relations. Nous rappelons d'abord que la composante interne est la plus

contrôlable des trois par ses leaders, suivie de la composante gouvernementale et de la composante électorale, [142] et que pour cela elle exerce plus de contrainte sur les autres, suivie en cela de la composante gouvernementale, puis de la composante électorale. Nous posons ensuite qu'il y a dans un parti un ordre de priorité entre les finalités des composantes, et que cet ordre se traduit en un ordre des influences que les composantes exercent les unes sur les autres. Il en découle que la participation est sélective ou inclusive dans une composante selon que la composante qui l'influence le plus est celle des deux autres qui est la plus contraignante ou la moins contraignante.

Huit types purs de partis sont ainsi établis, dont deux apparaissent moins cohérents que les autres. Nous donnons des exemples de chacun des types, puis nous présentons un bref développement sur les types mixtes de partis où, dans une ou plus d'une composante, la participation est à peu près également sélective et inclusive (pour une formulation antérieure des types de partis politiques, voir Lemieux, 1985).

Le contrôle à l'intérieur des composantes

Nous avons défini les composantes comme des ensembles d'activités dont les finalités sont la mobilisation des adhérents dans la composante interne, la réalisation des options de gouverne du parti dans la composante gouvernementale et la représentation des électeurs dans la composante électorale. Ces activités se déroulent sous la direction de leaders qui réussissent plus ou moins à contrôler les composantes en fonction des finalités concernées.

Comme nous l'avons noté dans les chapitres précédents, la composante interne est de façon générale plus facile à contrôler que la composante gouvernementale et surtout que la composante électorale. Cela tient principalement au fait que les adhérents d'un parti qui participent à la composante interne sont généralement moins variés que les décideurs et leurs alliés dans la composante gouvernementale, ceux-ci étant eux-mêmes moins variés que les électeurs qui appuient le parti dans la composante électorale. De plus, les finalités des trois composantes vont de la plus endogène à la plus exogène, la mobilisation dans le milieu interne étant plus facile à contrôler que la promotion des options de gouverne par des acteurs

dont certains ne sont que des alliés du parti sans en être membres. La finalité de représentation des électeurs est encore plus ouverte à [143] l'environnement externe et l'appui des électeurs au parti encore plus sujet à la volatilité.

On peut présumer que plus une composante est facile à contrôler, plus elle est susceptible d'exercer de la contrainte dans ses rapports avec les autres composantes, c'est-à-dire de subordonner les activités des autres composantes à sa propre finalité. À l'inverse, moins une composante est facile à contrôler, moins elle est susceptible d'exercer de la contrainte dans ses rapports avec les autres composantes, ce qui favorise la diversification de la participation et son caractère inclusif. Si, par exemple, la composante gouvernementale dépend davantage de la composante interne que de la composante électorale, la participation dans la composante gouvernementale sera davantage sélective qu'inclusive et le parti sera programmatique plutôt qu'opportuniste.

L'ordre de priorité et les interdépendances entre les composantes

Il y a interdépendance entre les composantes. Leurs finalités et les activités par lesquelles elles se réalisent dépendent les unes des autres, à des degrés divers. L'organisation des adhérents dans la composante interne dépend de la réalisation des options de gouverne dans la composante gouvernementale et de l'appui des électeurs dans la composante électorale. Les appuis électoraux dépendent eux-mêmes de l'organisation que se donne le parti dans la composante interne et de la réalisation ou non de ses options de gouverne dans la composante gouvernementale. Cette réalisation dépend des appuis électoraux dans la composante électorale et de l'organisation que se donne le parti dans la composante interne.

Ces interdépendances ne sont pas toutes égales entre elles. Il y a, à un moment donné dans un parti, un ordre de priorité des finalités qui fait qu'une composante exerce plus d'influence sur une autre que l'autre en exerce sur elle. Ces influences d'une composante à l'autre s'expliquent par la régulation nécessaire qu'un parti comme système doit exercer sur ses sous-systèmes de façon à occuper la position la plus avantageuse possible dans le système de partis. Supposons, par exemple, que dans un parti naissant la priorité est donnée à la mobilisation des adhérents,

suivie de la conquête des appuis électoraux, puis de la réalisation des options de gouverne du parti. La composante [144] électorale sera davantage dépendante de la composante interne que de la composante gouvernementale, étant donné que le parti valorise davantage ses finalités de mobilisation que ses finalités de gouverne. Si, au contraire, un parti valorise avant tout ses finalités de gouverne, puis la recherche d'appuis électoraux et finalement la mobilisation des adhérents, la composante électorale sera davantage dépendante de la composante gouvernementale que de la composante interne.

L'ordre de priorité des composantes tient donc à la hiérarchie qui est établie dans le parti entre les finalités de gouverne, de mobilisation et de représentation. Il y a des partis où la mobilisation est mise au service de la représentation, qui est elle-même mise au service de la gouverne. Ou encore la représentation peut être moins valorisée que la mobilisation, qui est elle-même subordonnée à la gouverne.

Dans d'autres partis, c'est la mobilisation qui est la plus valorisée, suivie de la gouverne et ensuite de la représentation. Ou encore la gouverne est définie en fonction de la représentation, moins valorisée que la mobilisation.

Enfin, il y a des partis qui sont avant tout des partis de représentation. Dans certains d'entre eux, la gouverne vient ensuite, avant la mobilisation. Dans d'autres, la mobilisation est davantage valorisée que la gouverne.

Les influences d'une composante à l'autre sont exercées principalement par des leaders qui jouent des rôles de dirigeants des adhérents, de décideurs en matière de politiques publiques et de propagandistes auprès des électeurs, un leader partisan pouvant jouer chacun de ces rôles.

Ajoutons que l'ordre de priorité des finalités est conditionné par la classe à laquelle appartient le parti dans le système des partis ainsi que par le type auquel appartient le système. Dans un parti majeur dominant, qui dirige seul ou avec d'autres le gouvernement, les leaders du parti seront enclins à donner la priorité à la réalisation des options de gouverne. Dans un petit parti régional, le chef et ses alliés se préoccupent surtout de la composante interne et la priorité sera donnée à la mobilisation des adhérents. Dans un parti qui passe de la classe de parti majeur dominant à celle de parti majeur dominé ou de parti second, les leaders seront portés à donner la priorité à la recherche d'appuis électoraux, dans le but d'aug-

menter la base électorale du parti. La classe à laquelle appartient un parti ne conditionne toutefois pas entièrement ses choix. Ainsi, un parti majeur dominant, devenu [145] parti majeur dominé, pourra pour un certain temps donner la priorité à la remobilisation des adhérents dans la composante interne, plutôt qu'à l'amélioration de sa base électorale.

Les rapports de dépendance entre les composantes et leurs effets sur la participation

L'ordre de priorité entre les composantes entraîne qu'une composante qui vient avant une autre dans cet ordre impose davantage sa finalité à une tierce composante. Ainsi, si la composante interne vient avant la composante électorale, la composante gouvernementale se trouve être davantage dépendante de la plus contraignante des deux autres composantes que de la moins contraignante. Le parti tendra à être programmatique plutôt qu'opportuniste, avec une participation sélective plutôt qu'inclusive. Si, au contraire, la composante gouvernementale est plus dépendante de la composante électorale que de la composante interne, la participation tendra à y être inclusive plutôt que sélective, et le parti sera davantage opportuniste que programmatique.

Il en est de même des composantes interne et électorale. La participation y sera sélective ou inclusive, selon que la composante dont elle est la plus dépendante sera la plus contraignante ou la moins contraignante des deux autres. Si la composante gouvernementale vient avant la composante électorale, la composante interne sera centralisée. Elle sera décentralisée si la composante électorale est plus valorisée que la composante gouvernementale. Si la composante interne vient avant la composante gouvernementale, la composante électorale tendra à être intensive, alors qu'elle tendra à être extensive si la composante gouvernementale est davantage valorisée que la composante interne.

Pour rendre plus concrètes ces considérations abstraites, donnons l'exemple du Parti libéral du Canada, de 1993 au début du vingt et unième siècle. Le parti, dont le chef est Jean Chrétien, dirige seul le gouvernement durant cette période, en profitant du mode de scrutin pluralitaire et de la division du vote d'opposition

entre l'Alliance canadienne, le Parti conservateur, le Nouveau Parti démocratique (NPD) et le Bloc québécois.

C'est manifestement la composante gouvernementale qui vient la première, suivie de la composante électorale, puis de la composante [146] interne. Les leaders du parti sont avant tout des décideurs qui se préoccupent surtout des options de gouverne du parti. Le premier ministre, ses ministres, leurs conseillers et les groupes qui sont près du parti font en sorte que la représentation des électeurs et la mobilisation des adhérents soient subordonnées à la réalisation des options de gouverne dans la composante gouvernementale. Les conseillers en affaires gouvernementales sont plus influents auprès des leaders du parti que les spécialistes en affaires électorales, eux-mêmes plus influents que les permanents de l'organisation interne. Autrement dit, les rôles de décideurs des principaux leaders l'emportent sur leurs rôles de propagandistes auprès des électeurs, et encore plus sur leurs rôles de dirigeants auprès des adhérents.

Parce que la composante électorale vient avant la composante interne dans l'ordre de priorité du parti, la composante gouvernementale dépend surtout de la composante la moins contraignante des deux, autres, ce qui signifie qu'il y aura tendance à la diversification et donc au caractère inclusif de la participation. La composante gouvernementale sera opportuniste plutôt que programmatique. La composante électorale sera plutôt extensive, parce qu'elle est plus dépendante de la composante gouvernementale que de la composante interne, la composante gouvernementale étant la moins contraignante des deux. Quant à la composante interne, elle sera plutôt centralisée, étant donné qu'elle est plus dépendante de la composante gouvernementale que de la composante électorale, la composante gouvernementale étant la plus contraignante des deux.

Au total, le Parti libéral du Canada, durant la période retenue, serait donc un parti centralisé, extensif et opportuniste, deux de ces traits (l'extensivité et l'opportunisme) étant du côté de la diversification, et l'autre (la centralisation), du côté de la simplification de la participation.

Il y a évidemment un rapport entre ce type de parti et la classe à laquelle appartient le Parti libéral, soit celle de parti majeur dominant, dans un système de partis qui est compétitif, ouvert et unicentré. Les partis en tant que systèmes ont des caractéristiques qui découlent des interdépendances entre leurs composantes :

mais, comme nous l'avons signalé plus haut, l'ordre de priorité entre les composantes tient en bonne partie à la classe à laquelle ils appartiennent dans le système des partis ainsi qu'au type de système de partis où ils se trouvent. [147] Quand cette classe ou ce type de système change, le type du parti a de fortes chances de changer lui aussi.

Les types purs de partis politiques

Si on désigne la composante interne par IN, la composante électorale par EL et la composante gouvernementale par GO, il existe six ordres différents pour ce qui est des influences exercées par les composantes, si on exclut pour le moment les situations où les influences sont égales entre deux composantes ou même entre les trois. On a :

- 1) $IN > EL > GO$
- 2) $IN > GO > EL$
- 3) $EL > IN > GO$
- 4) $EL > GO > IN$
- 5) $GO > IN > EL$
- 6) $GO > EL > IN$

L'ordre auquel nous sommes arrivé à propos du Parti libéral du Canada est le sixième, soit celui où la composante gouvernementale domine la composante électorale, qui domine la composante interne.

Dans la suite, nous allons disposer les composantes dans un ordre vertical qui correspond à la représentation habituelle des partis, où la composante interne est située entre la base électorale et le sommet gouvernemental. La composante gouvernementale viendra donc la première, suivie de la composante interne et de la composante électorale.

Il en est ainsi dans le graphique 2 qui présente les six types « purs » de partis, définis par les six ordres différents des contraintes exercées par les composantes, quand on exclut les situations d'égalité entre les contraintes.

Dans le graphique, la surface d'une composante est d'autant plus grande qu'elle est difficile à contrôler et que pour cela elle exerce moins de contrainte sur les autres. C'est ainsi que la surface de la composante électorale est plus grande que celle de la composante gouvernementale, qui est elle-même plus grande que celle de la composante interne. La composante qui vient la première dans l'ordre de priorité du parti a trois traits en direction des deux autres, celle qui suit a deux traits, et

[148]

Graphique 2

Les six types purs de partis

[Retour à la table des matières](#)

Parti opportuniste, décentralisé et extensif (ODE)
Parti opportuniste, décentralisé et intensif (ODI)
Parti opportuniste, centralisé et extensif (OCE)
Parti programmatique, centralisé et extensif (PCE)
Parti programmatique, décentralisé et intensif (PDI)
Parti programmatique, centralisé et intensif (PCI)

[149]

la dernière n'a qu'un seul trait en direction des deux autres, ce qui permet de distinguer visuellement les rapports de dépendance entre les composantes.

On peut dire des deux premiers types de partis, où la composante électorale vient la première, que ce sont des partis de représentation avant tout. Les deux types suivants, où la composante gouvernementale vient la première, sont pour leur part des partis de gouverne avant tout. Quant aux deux derniers types, où la composante interne vient la première, ce sont des partis de mobilisation avant tout.

En guise d'illustration, on peut donner des exemples de chacun de ces six types purs de parti.

- 1) Le type ODE, selon la première lettre de chacune de ses caractéristiques (opportuniste, décentralisé et extensif), correspond aux deux grands partis américains, le Parti démocrate et le Parti républicain. Ces partis servent avant tout à faire élire leur candidat à la présidence ainsi que leurs candidats au Sénat et à la Chambre des représentants. En cela, ils sont des partis de représentation. Les électeurs que représentent les deux partis ne sont pas très différents entre eux, d'où le caractère plutôt extensif ou tout au moins quasi extensif de ces partis. Les élus des deux partis participent à la gouverne de la société, mais ils ne forment pas le gouvernement (dirigé par le président) comme cela se fait dans les régimes parlementaires ou semi-présidentiels (comme celui de la France). Étant donné le manque de consistance de la composante interne des partis américains, on peut considérer que cette composante vient au dernier rang dans l'ordre des influences. Elle est très dépendante des activités électorales et gouvernementales, alors que ces activités sont assez peu dépendantes des activités internes.

Notons que le type ODE est le plus diversifié qui soit, ses trois caractéristiques étant du côté de la diversification, ce qui s'explique par le fait que l'ordre de priorité des composantes va de la moins contraignante à la plus contraignante. Les influences les plus importantes exercées sur une composante donnée viennent toujours de celle des deux autres qui est la moins contraignante.

- 2) Le type ODI (opportuniste, décentralisé, intensif) est surtout le fait de partis mineurs ou seconds qui donnent la priorité à [150] leurs finalités de représentation, comme dans le type précédent, mais où les finalités de mobilisation viennent avant les finalités de gouverner. Le Parti libéral démocrate, en Grande-Bretagne, donne un assez bon exemple d'un tel type de parti (à ce sujet, voir Bell, 2002). Parce qu'il n'a jamais dirigé le gouvernement ou participé à sa direction, les finalités de gouverner sont reléguées au dernier rang. Le parti donne plutôt la priorité à ses finalités de représentation, dans le but d'augmenter ou tout au moins de maintenir sa députation au parlement. Les finalités de mobilisation viennent ensuite, subordonnées qu'elles sont aux finalités de représentation. Comme le prédit l'ordre d'importance des composantes, le parti est plutôt opportuniste, cherchant à exploiter des options de gouverner négligées par les deux grands partis. Il est aussi moins centralisé que le Parti travailliste et le Parti conservateur, et il a des appuis électoraux plus intensifs, ne serait-ce que par son pourcentage de votants qui n'a jamais atteint les 20 %, depuis les élections de 1992, les premières où le parti, résultant de l'alliance du Parti libéral et du Parti social-démocrate, a présenté des candidats.

- 3) Le type OCE (opportuniste, centralisé et extensif) est courant chez les grands partis de gouvernement dans les systèmes compétitifs de partis. Nous avons montré que le Parti libéral du Canada, de 1993 au début du vingt et unième siècle, appartenait à ce type. Il en est de même des deux grands partis allemands et du Parti libéral démocrate au Japon. Ce sont, premièrement, des partis de gouverner, ce qui tient à leur position fréquente de parti majeur dominant. Ce sont, deuxièmement, des partis de représentation, soucieux de maintenir ou d'augmenter leur base électorale. Troisièmement, ce sont des partis de mobilisation, qui cherchent à mobiliser les adhérents dans la composante interne.

- 4) Le type PCE (programmatique, centralisé, extensif) se rencontre lui aussi chez les grands partis de gouvernement, le plus souvent dans les systèmes monopolistiques, mais aussi, à l'occasion, dans les systèmes compétitifs. Le Parti conservateur britannique, sous Margaret Thatcher, donne la priorité [151] à son action gouvernementale, mais la mobilisation dans la composante interne importe davantage que la représentation des électeurs. Autrement dit, on fait le pari de convaincre les électeurs plutôt que de s'ajuster à eux.

Les partis communistes dans les systèmes monopolistes de l'Europe de l'Est, du milieu des années 1940 à la fin des années 1980, étaient eux aussi programmatiques et centralisés, en plus d'être totalement extensifs dans la mesure où tous les votants les appuyaient. Il en était de même dans plusieurs partis uniques de l'Afrique noire, bien que certains d'entre eux étaient tout autant opportunistes que programmatiques, ce sur quoi nous reviendrons dans la section suivante, qui porte sur les types mixtes de partis.

- 5) Le type PDI (programmatique, décentralisé, intensif) se rencontre chez des partis mineurs ou seconds qui, contrairement au type 2, sont programmatiques plutôt qu'opportunistes. Le Parti québécois, à ses débuts dans le système des partis du Québec, appartenait à ce type où la mobilisation dans la composante interne vient en tête de l'ordre de priorité du parti. Les principaux leaders fondent la mobilisation sur le projet de souveraineté pour le Québec. Ils sont aussi des propagandistes, soucieux d'étendre la base électorale du parti, tandis que la réalisation des options de gouverner dans la composante gouvernementale est reportée à plus tard. Quand le parti formera le gouvernement, à partir de 1976, cette composante prendra de l'importance au point de devenir la première, ce qui amènera le parti à plus de centralisation et à plus d'extensivité.

Les partis Verts appartiennent généralement à ce type, qui est programmatique, décentralisé et intensif. La priorité accordée à la mobilisation dans la composante interne est favorisée par les limites imposées à la

recherche de représentativité et par le fait que jusqu'à maintenant aucun parti Vert n'est devenu un parti majeur. La participation à des coalitions gouvernementales, à titre de parti second, que ce soit en Allemagne, en France ou ailleurs, a amené la composante gouvernementale à faire montre de plus d'opportunisme, [152] mais pas au point de lui enlever son caractère avant tout programmatique.

- 6) Le type PCI (programmatique, centralisé, intensif) se retrouve lui aussi chez les partis mineurs ou seconds qui, à la différence de ceux du type précédent, accordent plus d'importance à leur composante gouvernementale qu'à leur composante électorale. Le Parti communiste français de la fin de la Deuxième Guerre mondiale au milieu des années 1990 appartient à ce type. Les options gouvernementales qu'il défend sont inspirées des orientations internes du parti et ne sont guère influencées par les variations dans les positionnements électoraux.

Il en est un peu de même du Front national, même s'il est considéré comme un parti d'extrême droite, bien différent des partis communistes pour ce qui est du contenu de ses options de gouverner. Le fait qu'il ait toujours été un parti mineur a favorisé la domination de la composante interne, dont les orientations sont transcrites dans les options de gouverner du parti, sans que les positionnements électoraux viennent modifier de façon sensible ces options.

Deux types sont impossibles, théoriquement tout au moins, parce qu'ils correspondent à un ordre de priorité intransitif entre les composantes. Ce sont les types PDE (programmatique, décentralisé, extensif) et OCI (opportuniste, centralisé, intensif), qui sont le contraire l'un de l'autre. Pour qu'un parti soit du type PDE, il faudrait que sa composante interne domine sa composante électorale, que sa composante électorale domine sa composante gouvernementale et que celle-ci domine la composante interne, ce qui est contradictoire. À l'inverse, pour qu'un parti soit du type OCI, il faudrait que sa composante électorale domine sa composante interne, que celle-ci domine la composante gouvernementale et que cette

composante gouvernementale domine la composante électorale, ce qui est également contradictoire.

Ces deux types deviennent cependant possibles en pratique si, par exception, la composante interne est plus difficilement contrôlable que la composante gouvernementale et exerce moins d'influence qu'elle parce que le parti compte beaucoup d'adhérents de tendances diverses, alors que sa composante gouvernementale est limitée par l'absence d'élus ou par le petit nombre d'entre eux.

[153]

Les types mixtes de partis politiques

Il est fréquent qu'un parti soit à la fois programmatique et opportuniste, ou encore centralisé et décentralisé ou bien encore intensif et extensif, ce que nous avons d'ailleurs constaté dans les trois chapitres précédents.

Selon notre théorie, un parti est à la fois programmatique et opportuniste quand les pressions qui s'exercent de la composante interne et de la composante électorale sur la composante gouvernementale sont à peu près égales. De même un parti est à la fois centralisé et décentralisé quand les influences de la composante gouvernementale et de la composante électorale sur la composante interne ont à peu près le même poids. Enfin, un parti est à la fois intensif et extensif quand les influences qui vont de la composante gouvernementale et de la composante interne à la composante électorale ont à peu près la même importance.

Le graphique 3 présente les six types mixtes de partis, ainsi définis, et leurs relations de « voisinage » avec les six types purs.

Nous avons donné dans notre ouvrage précédent sur les partis (Lemieux, 1985) des exemples de chacun de ces six types mixtes.

Des types mixtes, où dans deux composantes plutôt qu'une les caractéristiques apparaissent mitigées, sont également possibles. Par exemple, la composante gouvernementale domine la composante électorale, mais les influences sont égales ou presque entre la composante gouvernementale et la composante interne, de même qu'entre la composante interne et la composante électorale. On a un parti pro-

grammatique et opportuniste à la fois, centralisé, intensif et extensif à la fois. Contrairement aux types purs et mixtes du graphique 3, il n'y a pas transitivity complète puisque même si la composante gouvernementale domine la composante électorale qui est à égalité avec la composante interne, la composante gouvernementale ne domine pas pour autant la composante interne. Cette transitivity imparfaite peut s'expliquer par la plus grande résistance de la composante interne à la composante gouvernementale, grâce à une meilleure utilisation de ses influences que celle qui se produit dans la composante électorale quand elle est en relation avec la composante gouvernementale.

À la limite, il peut y avoir égalité ou presque entre les trois composantes pour ce qui est des influences qu'elles exercent les unes sur les autres. On a alors un parti qui est à la fois programmatique et

[154]

Graphique 3
*Les relations de voisinage entre les six types purs
et les six types mixtes de partis.*

[155]

opportuniste, centralisé et décentralisé, intensif et extensif. Le Parti social-démocrate suédois semble avoir présenté à certaines époques une configuration proche de ce type mixte, le plus complexe qui soit.

Résumé

Les graphiques 2 et 3 sur les types purs et les types mixtes de systèmes de partis résument l'essentiel de ce qui a été proposé dans le chapitre. Ces graphiques sont fondés sur les trois propositions suivantes.

- 8.1 Il y a un ordre dans le caractère contrôlable des composantes qui tient principalement à la variété des acteurs qui y participent et, surtout, à la nature plus ou moins exogène des composantes. La composante électorale est plus difficilement contrôlable que la composante gouvernementale, qui est elle-même plus difficilement contrôlable que la composante interne. Plus une composante est difficilement contrôlable, moins elle est susceptible d'exercer de la contrainte sur les autres composantes.
- 8.2 Il y a aussi un ordre de priorité entre les composantes qui détermine un ordre des influences entre elles. Cet ordre tient à la hiérarchie qui est établie dans le parti entre les finalités de gouverner dans la composante gouvernementale, les finalités de mobilisation dans la composante interne et les finalités de représentation dans la composante électorale. Une composante qui en domine une autre dans l'ordre de priorité exerce plus d'influence sur cette autre composante que l'autre en exerce sur elle.
- 8.3 Si une composante est davantage dépendante de la composante la moins contraignante des deux autres que de la composante la plus contraignante, la participation aura tendance à y être inclusive, alors que si elle est davantage dépendante de la plus contraignante des deux autres composantes, la participation aura tendance à y être sélective.

[157]

**LES PARTIS ET LEURS TRANSFORMATIONS.
LE DILEMME DE LA PARTICIPATION**

Troisième partie

LES TRANSFORMATIONS DANS LA PARTICIPATION

[Retour à la table des matières](#)

[159]

Troisième partie.
LES TRANSFORMATIONS
DANS LA PARTICIPATION

Chapitre 9

Des systèmes de partis à participation plus inclusive

[Retour à la table des matières](#)

Dans cette troisième partie de l'ouvrage nous nous intéressons aux transformations qui se sont produites dans la participation aux systèmes de partis et aux partis.

Nous commençons par étudier les transformations survenues depuis le début des années 1990 dans les systèmes de partis, en nous demandant si ces systèmes sont devenus plus sélectifs ou plus inclusifs. Nous nous posons la même question, au chapitre 10, à propos des transformations survenues dans les partis.

Le présent chapitre résume d'abord les transformations survenues en Europe centrale et orientale, en Afrique et en Amérique latine, puis dans les pays dits occidentaux. Les systèmes de partis de l'Asie ne sont pas recensés systématiquement, mais nous traitons à l'occasion de certains d'entre eux. Nous faisons ensuite un bilan des transformations en reprenant les huit types de systèmes de partis du chapitre 4, pour montrer qu'ils sont devenus plus fréquents, moins fréquents ou encore qu'ils ont conservé à peu près la même fréquence. Dans une dernière sec-

tion, quelques explications sont proposées de ces états de fait [160] en reprenant les facteurs pris en compte dans la première partie de l'ouvrage.

Nous arrivons à la conclusion que la participation partisane, au sens où nous l'entendons, est généralement devenue plus inclusive dans les systèmes de partis, ou du moins qu'elle est rarement devenue plus sélective, et ce par rapport à chacune des trois dimensions de ces systèmes.

Les transformations des systèmes monopolistiques

Kitschelt *et al* (1999) estimaient qu'en 1996 neuf des vingt-six pays de l'Europe centrale et orientale, qui avaient été soumis à des régimes communistes, étaient devenus des démocraties représentatives. Dix autres, dont la Russie, étaient plus ou moins écartelés entre des régimes démocratiques et des régimes autoritaires, alors que les sept autres étaient demeurés des régimes autoritaires.

Il demeure qu'à l'exception de la Russie et de la Roumanie, les systèmes de partis des principaux pays de l'Europe orientale et de l'Europe centrale, soit la Pologne, la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie, sont tous devenus depuis les années 1990, compétitifs, plus ouverts et le plus souvent pluricentrés.

Tous ces systèmes, à l'exception de celui de la Pologne, étaient monopolistiques, fermés et unicentrés avant les années 1990, soit la forme de système où la participation est la plus sélective qui soit. La Pologne, quant à elle, avait elle aussi un système monopolistique et fermé, mais pluricentré, le parti communiste, dit Parti unifié des travailleurs, gouvernant avec l'appui de petits partis seconds. Ce système est devenu ouvert au cours des années 1980 avec la montée en force du Parti Solidarité. Aux élections de 1991, les premières après la chute du mur de Berlin, il est devenu compétitif. Onze partis, dont celui des anciens communistes et ceux issus du Parti Solidarité, ont obtenu des sièges au Parlement, aucun ne recueillant plus de 12 % des votes exprimés. Un gouvernement de coalition a été formé, auquel ont succédé, depuis, d'autres gouvernements de coalition, dans un système compétitif, ouvert et pluricentré.

En Russie, on peut considérer que le système des partis est devenu quasi compétitif depuis les années 1990, non seulement parce que les différents présidents

ne sont plus d'obédience communiste, mais aussi [161] parce que la majorité des députés au Parlement appartiennent à d'autres partis qu'au Parti communiste. Le système demeure cependant unicentré, comme le sont à peu près tous les régimes présidentiels. La situation est à peu près la même en Ukraine où existe également un régime présidentiel.

Comme la Pologne, la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie ont eu, des années 1990 au début des années 2000, des systèmes de partis compétitifs, plus ou moins ouverts, et pluricentrés. Les gouvernements qui ont dirigé ces pays ont souvent changé d'une élection à l'autre et ont été généralement des gouvernements de coalition. De 1993 à 2003, il y a eu 8 gouvernements différents en Pologne, 5 en Hongrie, 5 également en République tchèque et 7 en Slovaquie.

Les systèmes de partis sont demeurés beaucoup plus stables en Afrique. Notons d'abord que les quelques pays qui avaient des systèmes monopolistiques mais ouverts avant les années 1990 ont toujours ce type de système au début des années 2000. Le Sénégal qui était l'un de ces pays est même passé d'un système monopolistique à un système compétitif en 2001, avec l'élection du président Wade, chef du Parti démocratique, et d'une majorité de ses candidats, après la longue domination du Parti socialiste. Parmi les pays dont le système des partis était monopolistique mais ouvert et parfois pluricentré, au début des années 2000, il y avait le Bénin, le Botswana, le Malawi, le Mali, le Mozambique, la Namibie et l'Afrique du Sud. L'ouverture du système était plus ou moins grande, mais partout il y avait multipartisme.

Dans d'autres pays, il y a eu une certaine ouverture à un ou des partis mineurs vers le milieu des années 1990, mais à la suite de coups d'État ou de décisions autoritaires on est revenu à des systèmes monopolistiques, fermés et unicentrés. C'est le cas en particulier du Cameroun, du Gabon et de la Tanzanie. À l'inverse, le système des partis, au Kenya, est devenu compétitif à la fin de 2002, après avoir été monopolistique depuis la décolonisation.

Les systèmes de partis de l'Amérique latine, dont la plupart étaient au début des années 1990 à participation plus sélective qu'inclusive, ont été marqués au cours des années 1990 et au début des années 2000 par une grande instabilité (à ce sujet, voir Roberts et Wibbels, 1999). Beaucoup de partis majeurs ont connu une baisse importante de popularité, et à l'inverse des partis mineurs sont devenus des

partis majeurs, à l'occasion d'élections et de situations politiques qui ont manifesté la [162] perte de crédibilité envers les partis établis et le recul de la participation électorale. Le cas le plus éloquent est celui du Mexique où le Parti de la révolution institutionnelle (PRI) a été écarté de la direction du gouvernement, en 2000, après un règne de plus de soixante-dix ans.

Dans à peu près tous ces pays, il y a régime présidentiel. Les nouveaux partis qui sont apparus ou les partis mineurs qui ont amélioré leurs positions de pouvoir au parlement ont contribué à l'ouverture du système. Ils ont aussi contribué au pluricentrisme, étant donné que certains d'entre eux ont participé à des coalitions gouvernementales formées par le président (à ce sujet, voir Altman, 2000).

On peut conclure que, de façon générale, la participation est devenue plus inclusive en Europe centrale et orientale, davantage qu'en Amérique latine et surtout qu'en Afrique, au cours des années 1990 et au début des années 2000. Ce caractère plus inclusif de la participation s'est surtout manifesté dans l'ouverture des systèmes de partis. Il a été moins accentué pour ce qui est de la compétitivité des systèmes et de leur pluricentrisme.

Les transformations des systèmes compétitifs

Parmi les systèmes compétitifs de l'Europe, de l'Amérique du Nord et de l'Océanie (Australie et Nouvelle-Zélande), très peu ont été monopolistiques, quand on considère les années 1990 et le début des années 2000. À peu près partout, au moins deux coalitions ou deux partis différents de gouvernement ont dominé le système de partis durant cette période.

Aux États-Unis, le parti du président a changé en 1994 puis en 2000. Au Canada, les libéraux ont succédé aux conservateurs, en 1993, et se sont maintenus au gouvernement depuis. En Allemagne, la coalition des sociaux-démocrates et des Verts a succédé à celle des chrétiens-démocrates et des libéraux. En France, la présidence est passée du socialiste Mitterrand au gaulliste Chirac et la direction du gouvernement a changé plus d'une fois d'une tendance politique à l'autre. En Grande-Bretagne, les travaillistes ont remplacé les conservateurs comme parti de gouvernement. Il y a eu également des changements de la « droite » à la « gau-

che », ou inversement, à la direction du gouvernement, en Italie et en Espagne, ainsi qu'en Irlande, en Suède, en Norvège et au Danemark. En Australie, la coalition des libéraux et des nationaux a [163] succédé à un gouvernement travailliste au début des années 1990, et il y a eu changement également à la direction du gouvernement en Nouvelle-Zélande.

Donc, non seulement les systèmes de partis sont demeurés compétitifs, mais la durée des partis ou des coalitions de gouvernement a continué d'être relativement courte. La participation aux systèmes de partis n'a pas perdu son caractère inclusif.

Plusieurs des systèmes compétitifs de l'Europe, de l'Amérique du Nord et de l'Océanie sont devenus plus ouverts, en particulier avec l'apparition et les succès, cependant variables, de partis dits populistes ou d'extrême-droite.

Il est difficile d'établir quels sont les traits communs de ces partis, si ce n'est qu'ils commencent par contester certaines politiques des partis majeurs. En Europe ainsi qu'en Australie, ils s'opposent de plus en plus, des années 1990 aux années 2000, aux politiques d'immigration qui permettent l'arrivée ou la reconnaissance d'étrangers jugés par eux indésirables. Il en est ainsi du Front national en France, du Parti de la liberté en Autriche, de l'Union démocratique du centre en Suisse, du Parti du peuple au Danemark, qui ont tous fait des progrès en pourcentages de votes obtenus, de 1995 à 2003. La Liste de Pim Fortuyn, aux Pays-Bas, apparue au début des années 2000, a elle aussi des positions hostiles aux immigrants. D'autres nouveaux partis, dits de droite, comme l'Alliance nationale en Italie ou le Parti du progrès en Norvège, sont davantage opposés au style de gouverne des partis majeurs qu'à leurs politiques d'immigration.

Au Canada, un nouveau parti comme celui de la Réforme, devenu Parti de l'Alliance canadienne, avant de fusionner avec le Parti conservateur, est davantage populiste que nationaliste. Avec le Bloc québécois, qui est davantage nationaliste que populiste, il a fait du système canadien de partis un système ouvert, de fermé qu'il était depuis les années 1970.

Des petits partis en Italie, en Autriche et dans les pays scandinaves sont passés de la classe des partis mineurs à celle de partis seconds ou quasi seconds, par leur participation à des gouvernements de coalition. D'autres se sont limités à appuyer

des gouvernements minoritaires. Généralement, il s'en est suivi une baisse de popularité de ces petits partis dans l'électorat.

La compétition n'a donc pas décliné et l'ouverture s'est accentuée dans les systèmes de partis dits « occidentaux ». Il en a été de même du [164] pluricentrisme. Les gouvernements de coalition ont continué d'être la règle en Allemagne, en France, en Italie, en Suisse, en Belgique et aux Pays-Bas. Ils sont devenus plus fréquents dans des pays comme l'Irlande, la Suède, la Norvège, le Danemark et l'Autriche. Le changement du mode de scrutin a entraîné la formation de gouvernements de coalition en Nouvelle-Zélande, en Écosse et dans le Pays de Galles, alors que la Grande-Bretagne et le Canada, dont les modes de scrutin sont demeurés pluralitaires, ont continué d'avoir des systèmes de partis unicentrés. En Australie, où le mode de scrutin est majoritaire, des gouvernements de coalition faits du Parti libéral et du Parti national ont été formés à la fin des années 1990 et au début des années 2000.

Il y a donc une tendance assez nette à ce que ces systèmes qui sont depuis longtemps compétitifs évoluent vers plus de pluricentrisme. Non seulement les gouvernements de coalition ont continué d'exister dans les systèmes de partis où ils étaient constants, mais ils sont devenus plus fréquents dans plusieurs systèmes où existait habituellement une alternance entre unicentrisme et pluricentrisme.

D'un type de système de partis à l'autre

En reprenant chacun des huit types de systèmes de partis définis au chapitre 4, on peut résumer les transformations dont il vient d'être question, en notant pour chacun des types s'il est devenu plus fréquent ou moins fréquent, ou encore s'il a conservé à peu près la même fréquence.

1. Le premier type, celui des systèmes **monopolistiques, fermés et unicentrés**, qui sont sélectifs en chacune de leurs trois dimensions, est devenu beaucoup moins fréquent, à cause surtout du passage de la plupart des systèmes de partis de l'Europe centrale et de l'Europe orientale à des types compétitifs. Comme on l'a vu, ce premier type continue d'être fréquent en

Afrique, où quelques systèmes sont cependant devenus compétitifs. Il est devenu moins fréquent en Amérique latine, Cuba demeurant un cas extrême de système monopolistique, fermé et unicentré, comme d'ailleurs la Chine et la Corée du Nord, en Asie.

2. Le deuxième type de système de partis est **monopolistique, fermé et pluricentré**, cette dernière dimension étant du côté [165] de la diversification, à la différence des deux autres. C'est un type qui était, à la fin des années 1980, beaucoup moins fréquent que le premier, en longue période tout au moins. La Pologne était l'exemple classique de ce type que Sartori et certains de ses prédécesseurs nommaient hégémonique. Déjà, au milieu des années 1980, les succès du mouvement Solidarité produisaient une ouverture dans le système. Elle a été suivie dans les années 1990 du passage du monopole à la compétition, par la défaite du parti hégémonique, le Parti unifié des travailleurs. Quelques États africains, dont le Mali, ont cependant évolué vers ce type de système, où le parti majeur gouverne avec des ministres venant de petits partis. Si bien qu'on peut conclure que ce type de système est devenu un peu plus fréquent, sans qu'il y ait cependant une évolution importante à cet égard.
3. Les systèmes **monopolistiques, ouverts et unicentrés** ont eux aussi une seule dimension, celle de l'ouverture, qui est du côté de la diversification. Ils étaient plus fréquents que ceux du type précédent à la fin des années 1980. L'Inde, le Japon, le Mexique et plusieurs États aux États-Unis, ainsi que quelques provinces canadiennes appartenaient à ce type, en moyenne période tout au moins. La situation n'a pas tellement changé dans les États fédérés des États-Unis et du Canada, mais les systèmes des partis de l'Inde et du Japon sont devenus plus compétitifs. On peut en dire autant du système des partis mexicains, à la suite des élections de 2000, qui ont marqué la fin de la prédominance du Parti de la révolution institutionnelle. Ailleurs en Amérique latine et aussi en Afrique, ce type de système de partis demeure relativement rare.

Il n'y a donc pas eu depuis la fin des années 1980, un changement notable de la fréquence de ce type.

4. Le type de système qui est **monopolistique, ouvert** et **pluricentré**, réalisé en des périodes relativement courtes en Allemagne et en France, comme nous l'avions noté au chapitre 4, est très rarement apparu des années 1990 au début des années 2000. Il est un peu contradictoire qu'un système monopoliste de partis soit à la fois ouvert et pluricentré. Si [166] un autre parti important existe en plus du parti majeur, le système peut devenir ouvert, mais il est très rare qu'une coalition gouvernementale soit formée des partis existants. S'il y a plusieurs petits partis, certains pourront être inclus dans une coalition gouvernementale, mais le système ne sera alors plus ouvert, au sens où nous l'avons défini. Tout au plus sera-t-il quasi ouvert.

Le système des partis en Australie, du début des années 1990 au début des années 2000, appartient à ce quatrième type. La coalition formée du Parti libéral et du Parti national dirige le gouvernement. Le système est ouvert, car le Parti travailliste a toujours obtenu durant cette période d'une dizaine d'années plus de 20 % des votes exprimés.

On peut considérer que ce type de système, qui ne se maintient qu'en courte période, a une fréquence inchangée depuis le début des années 1990.

5. Les systèmes **compétitifs, fermés** et **unicentrés** sont opposés par chacune de leurs trois dimensions au type précédent. Seul leur caractère compétitif est du côté de la diversification, leur fermeture et leur unicentrisme étant marqués de simplification. En plus des États-Unis et de la Grande-Bretagne qui ont continué d'avoir un tel système de partis, le Mexique et le Sénégal sont passés à ce type, au début des années 2000, à la suite de la victoire électorale du principal parti d'opposition. Les deux systèmes sont fermés en ce que les tiers partis n'obtiennent pas 20 % des votes exprimés et ils sont unicentrés en ce que les présidents Fox et Wade ne dirigent pas des gouvernements de coalition. En Colombie, le système de partis où le Parti libéral et le Parti conservateur sont des partis majeurs a continué

d'être compétitif, fermé et unicentré. En Europe, par contre, des systèmes de partis comme ceux de la République d'Irlande, du Danemark, de la Norvège et de la Suède sont devenus quasi pluricentrés ou nettement pluricentrés. Ils étaient avant les années 1990 fermés et quasi unicentrés en ce que les gouvernements de coalition étaient relativement peu fréquents.

Au total, ce cinquième type de système apparaît donc un peu moins fréquent qu'avant les années 1990.

[167]

6. Le type de système qui est **compétitif**, **fermé** et **pluricentré** est devenu par contre plus fréquent, avec la généralisation des gouvernements de coalition dans les systèmes compétitifs. La République d'Irlande, le Danemark, la Norvège et la Suède dont les systèmes de partis sont devenus pluricentrés, de quasi unicentrés qu'ils étaient avant les années 1990, ont actuellement ce sixième type de systèmes de partis. Il en est de même des anciens systèmes monopolistiques des pays d'Europe centrale et orientale.

Beaucoup d'autres pays d'Europe, dont l'Allemagne, la France, la Belgique, les Pays-Bas, la Suisse, l'Italie ont continué d'appartenir à ce type, qui est le plus répandu dans les systèmes de partis qui sont compétitifs.

7. Le type **compétitif**, **ouvert** et **unicentré** est demeuré relativement rare et ne se réalise toujours qu'en courte ou en moyenne période. Le Canada, au palier de l'État fédéral et à celui de certaines provinces, en donne des exemples. Ainsi, au début des années 2000, le système des partis fédéraux est compétitif, si on prend le début des années 1990 comme point de départ, les conservateurs et les libéraux ayant alterné à la direction du gouvernement. Il est toujours unicentré mais il devient ouvert en 1993 avec la présence de trois partis mineurs, le Nouveau Parti démocratique, le Bloc québécois et l'Alliance canadienne qui obtiennent ensemble plus de 20 % des votes exprimés. Quelques États de l'Amérique latine présentent aussi, en courte période, une telle configuration.

8. Le dernier type, qui est **compétitif, ouvert et pluricentré**, a trois caractéristiques qui sont du côté de la diversification, ce qui signifie que la participation partisane y est la plus inclusive qui soit. C'est un type très rare, qui ne se réalise qu'en courte période, comme une configuration qui est en transition vers d'autres types.

Il n'y a pas eu depuis le début des années 1990 d'exemples notables de ce type de système, dont on peut dire que sa fréquence est demeurée à peu près nulle.

Le tableau 9 résume les transformations qui se sont produites ou non dans les huit types de partis.

[168]

Tableau 9

Modification ou non de la fréquence des huit types de systèmes de partis, de la fin des années 1980 au début des années 2000.

[Retour à la table des matières](#)

TYPE DE SYSTÈME	FRÉQUENCE
1. Monopolistique, fermé, unicentré	Beaucoup moins fréquent
2. Monopolistique, fermé, pluricentré	Un peu plus fréquent
3. Monopolistique, ouvert, unicentré	À peu près stable
4. Monopolistique, ouvert, pluricentré	À peu près stable
5. Compétitif, fermé, unicentré	Un peu moins fréquent
6. Compétitif, fermé, pluricentré	Beaucoup plus fréquent
7. Compétitif, ouvert, unicentré	À peu près stable (peu fréquent)
8. Compétitif, ouvert, pluricentré	À peu près stable (peu fréquent)

Bilan des transformations dans les systèmes de partis

Le tableau montre qu'au total les systèmes de partis sont devenus plus compétitifs et plus pluricentrés, mais que la fréquence des systèmes ouverts n'a pas augmenté. Cela tient, en partie, à la définition opérationnelle que nous avons donnée de l'ouverture. Étant donné qu'un système est considéré comme ouvert quand des partis établis ou encore « challengeurs » ou « mobilisateurs » obtiennent au moins 20 % des votes exprimés, le système de partis redevient fermé si certains de ces partis deviennent des partis seconds ou même majeurs, les partis mineurs qui subsistent ayant moins de 20 % du vote. Nous avons montré au chapitre 2 qu'il en avait été ainsi au Québec de 1970 à 1981.

Il en a été de même en Nouvelle-Zélande, à la suite du changement du mode de scrutin survenu à la fin des années 1990 (voir le chapitre 2). En 1993, le Parti de l'Alliance avait obtenu 19 % des votes qui, ajoutés au 9 % du New Zealand First Party, faisaient du système des partis un système ouvert. En 1996, le First Party qui obtient 14 % des votes forme une coalition ministérielle avec un des partis majeurs, le Parti national, [169] les partis mineurs, y compris celui de l'Alliance, obtenant alors moins de 20 % des votes.

En Europe de l'Est, des systèmes de partis devenus ouverts, au début des années 1990, ont eu tendance à se refermer. Il en a été ainsi en République tchèque où trois partis, les démocrates civiques, les sociaux-démocrates et les chrétiens démocrates, ont participé au gouvernement avant les élections de 2002, ce qui laissait aux partis mineurs beaucoup plus de 20 % des votes exprimés. Mais quand, en 2002, les sociaux-démocrates forment le gouvernement avec une alliance du Parti chrétien démocrate et de l'Union pour la liberté, il reste au principal parti mineur, celui des communistes, pourtant en hausse, un peu moins de 20 % des votes. Il y a donc tendance à la fermeture du système des partis, qui pourrait cependant être contrecarrée si les communistes poursuivent leur progression.

Si les systèmes de partis ne sont pas devenus plus ouverts, sauf en de courtes périodes, un peu partout, même dans des systèmes qui sont demeurés monopolistiques, les coalitions ministérielles sont devenues plus fréquentes d'où une tendan-

ce au pluricentrisme. Cette tendance est plus marquée encore que celle du passage des systèmes monopolistiques aux systèmes compétitifs de partis. On l'observe dans toutes les régions que nous avons retenues, même si elle n'est que marginale en Afrique.

Si on considère, comme nous l'avons fait, que la finalité d'un système de partis consiste dans la gouverne du système politique sous l'autorité de leaders partisans, la tendance au pluricentrisme est tout particulièrement significative. On peut estimer en effet que la participation du système des partis à cette gouverne est d'autant plus inclusive que des partis mineurs deviennent des partis seconds, associés à la direction de la gouverne. À cet égard, l'ouverture d'un système de partis est reliée moins directement à la finalité du système que l'est le caractère pluricentré du gouvernement.

Le caractère compétitif du système des partis, qui suppose l'existence d'au moins deux partis majeurs durant la période considérée, est cependant plus significatif encore d'une participation partisane inclusive. À cet égard, le tableau 9 qui montre que les systèmes de partis sont devenus moins monopolistiques et plus compétitifs depuis le début des années 1990 va nettement dans le sens d'une plus grande inclusivité de la participation aux systèmes de partis.

[170]

Les facteurs explicatifs

Différents facteurs expliquent les changements plus ou moins grands de fréquence dans les trois dimensions des systèmes de partis.

Pour ce qui est de la plus grande fréquence des systèmes compétitifs par rapport aux systèmes monopolistiques, les explications se trouvent surtout dans la transformation des régimes politiques et des idées qui sont dans l'esprit du temps. Ces explications valent surtout pour les systèmes de partis de l'Europe centrale et de l'Europe orientale qui, de monopolistiques qu'ils étaient, sont devenus compétitifs dans les années 1990.

En reprenant une distinction que nous avons faite au chapitre 1 pour expliquer les différences entre les systèmes monopolistiques et les systèmes compétitifs, on

peut estimer que c'est l'instauration d'une structuration plus polyarchique du pouvoir qui est sous-jacente à la transformation des systèmes monopolistiques en des systèmes compétitifs de partis. Étant donné le lien étroit qui existe entre la structuration oligarchique et le parti unique ou hégémonique, la transformation de cette structuration ne pouvait qu'entraîner celle du système monopolistique des partis.

La valorisation nouvelle de la polyarchie reposait elle-même sur la transformation des idées dominantes. Pour faire court, disons qu'à l'idée dominante du centralisme dit démocratique, assuré par le parti communiste, a succédé celle de la liberté, hors de ce centralisme. Cette transformation est venue confirmer la prophétie de Michels (1971 : 287), qui écrivait au début du vingtième siècle : « Le socialisme fera naufrage pour ne pas avoir aperçu l'importance que présente pour notre espèce le problème de la liberté. »

La perte de crédibilité de beaucoup de partis majeurs a entraîné dans les systèmes de partis de l'Europe et de l'Amérique latine, en particulier, la montée plus ou moins durable de partis « mobilisateurs » et de partis « challengeurs », pour reprendre le vocabulaire de Rochon (voir le chapitre 2, à ce propos). Cette montée de ces partis populistes, nationalistes ou autres ainsi que l'adoption de modes de scrutin proportionnels ou mixtes, de nature compensatoire, a favorisé la tendance à plus de pluricentrisme.

On peut se demander si les choix faits pour des gouvernements de coalition ne tiennent pas aussi, dans certains pays tout au moins, à la nécessité de former des gouvernements plus représentatifs, face à une perte assez généralisée de crédibilité qui a touché les partis majeurs.

[171]

Putnam, Pharr et Dalton (2000) ont rassemblé des données éloquentes sur cette perte de crédibilité. Du milieu des années 1970 au milieu des années 1990, la confiance dans les politiciens a diminué, à des degrés divers, aux États-Unis, en Allemagne, au Japon, en Grande-Bretagne, en Italie, en Suède, en Autriche et en Finlande. L'Australie, le Danemark et les Pays-Bas font exception. Dans ce dernier pays, cependant, la situation s'est détériorée depuis. La perte de confiance dans les institutions est elle aussi assez généralisée des années 1980 aux années 1990.

Résumé

Les propositions suivantes résument les transformations qui se sont produites dans les systèmes de partis.

- 9.1 Dans un peu toutes les régions du monde, il y a eu, de la fin des années 1980 au début des années 2000, une tendance plus ou moins forte à ce que les systèmes de partis deviennent plus compétitifs.
- 9.2 Il n'y a pas eu de tendance, cependant, à ce que les systèmes de partis deviennent plus ouverts, si on exclut l'ouverture en très courte période.
- 9.3 Il y a eu enfin une tendance à ce que les systèmes de partis deviennent davantage pluricentrés.
- 9.4 Ces tendances s'expliquent principalement par des changements dans les systèmes politiques, de l'oligarchie à la polyarchie, et par des changements dans les idées dominantes, favorisant les valeurs de liberté. Pour ce qui est du pluricentrisme, il a été favorisé par la perte de crédibilité des partis majeurs.
- 9.5 Dans l'ensemble, on peut conclure que la participation des partis dans les systèmes de partis est devenue plus inclusive qu'elle l'était avant la fin des années 1980.

[173]

Troisième partie.
LES TRANSFORMATIONS
DANS LA PARTICIPATION

Chapitre 10

Une participation de moindre ampleur dans les partis

[Retour à la table des matières](#)

Alors que les transformations dans les systèmes de partis portent sur les relations entre les partis, les transformations dans les partis concernent plutôt les composantes des partis.

Comme dans le chapitre précédent, nous traiterons des changements survenus depuis la fin des années 1980. Les partis européens et nord-américains retiendront surtout notre attention, étant donné que la plupart des études disponibles sur les transformations des partis ont porté sur eux.

L'ordre suivi pour l'analyse des composantes sera le même que celui de la deuxième partie de l'ouvrage. Nous commencerons par la composante interne, pour passer ensuite à la composante électorale puis à la composante gouvernementale. Pour chacune des composantes, nous nous demanderons s'il y a des ten-

dances à une participation plus sélective ou plus inclusive, mais aussi à une plus grande ampleur ou à une moins grande ampleur de la participation.

Enfin, un peu comme dans le chapitre précédent, nous nous demanderons si les changements observés dans la participation augmentent [174] la fréquence de certains types de partis plutôt que d'autres. Nous arriverons à la conclusion que les transformations dans les composantes des partis, contrairement à celles qui se sont produites dans les systèmes de partis, ont porté davantage sur l'ampleur de la participation, c'est-à-dire sur le nombre de participants, que sur son caractère sélectif ou inclusif.

En guise d'explication de ces transformations, nous présentons la théorie de Harmel et Janda, dont nous montrons qu'elle est proche de la nôtre. Après quoi nous proposons un schéma des déterminants de la participation dans les partis mais aussi dans les systèmes de partis, qui fait la synthèse des facteurs de transformation notés dans le présent chapitre et dans le chapitre précédent.

Les transformations dans la composante interne

Nous avons noté au chapitre 5 que le nombre d'adhérents aux partis politiques avait diminué dans un peu tous les systèmes de partis au cours des années 1980. Cette tendance s'est maintenue, ou du moins elle n'a pas été renversée au cours des années 1990.

Mair et van Biezen (2001) ont comparé l'ampleur de l'adhésion aux partis, à la fin des années 1990, avec celle de la fin des années 1980 et du début des années 1990, et ce dans 19 démocraties européennes. Dans 15 cas sur 19, la proportion de l'électorat qui adhère aux partis a diminué au cours de la période, la Grèce, la Hongrie, la Slovaquie et l'Espagne étant les seuls pays où elle a augmenté. Les 15 pays où elle a diminué sont l'Autriche, la Belgique, la République tchèque, le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne, l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, la Norvège, le Portugal, la Suède, la Suisse et la Grande-Bretagne. À la fin des années 1990, c'est en Autriche que l'adhésion aux partis avait le plus d'ampleur avec 18 % de l'électorat, la France et la Grande-Bretagne ayant un taux d'adhésion de seulement 2 % de l'électorat.

Ignazi (1996) a prétendu que la baisse du nombre d'adhérents et plus généralement le déclin des partis comme organisations de mobilisation avaient surtout touché les partis dits de masses. Les partis de rassemblement (*catch-all-party*) et les nouveaux partis de cadres, qui ne comptent pas autant sur l'action des adhérents, auraient été moins touchés par le déclin de l'adhésion aux partis.

[175]

Des acteurs politiques qui n'adhèrent plus de façon constante aux anciens partis de masses s'y associent pour défendre certaines causes. Comme l'écrit Jacques Ion (1997), le militantisme d'association succède au militantisme d'adhésion. D'autres acteurs préfèrent militer dans de petits partis, voués à la défense de causes précises, comme c'est le cas des verts, ou encore dans des groupes d'intéressés indépendants des partis, même s'il leur arrive de s'allier avec certains d'entre eux.

Quant aux nouveaux partis dits d'extrême-droite, populistes ou nationalistes, ils peuvent être considérés dans leur composante interne comme des partis de cadres, où la mobilisation se fait par des leaders prestigieux et des subordonnés qui leur sont dévoués.

Ces petits partis sont généralement centralisés. Il n'en est pas de même des partis établis dont le membership décroît. Tan (1997) s'est posé à leur sujet une question qui est au cœur de notre propos, à savoir si le déclin des effectifs entraîne ou non un déclin de la complexité et de la centralisation dans l'organisation interne. Cette question est inspirée de la thèse de Michels (1971) voulant que, lorsque la taille d'un parti augmente, la complexité et la centralisation augmentent également. Pour Tan, la complexité se réfère au nombre d'échelons et de sous-leaders dans une organisation, alors que la centralisation fait référence plutôt à la distribution du pouvoir dans l'organisation.

À partir des auteurs qui ont traité de la relation entre la diminution de la taille et la centralisation du pouvoir, Tan formule deux hypothèses contraires. La première repose sur les travaux des spécialistes des organisations, comme Blau (1970), qui posent une relation positive entre la taille d'une organisation et la centralisation du pouvoir, ce qui implique qu'une diminution de la taille entraînerait une diminution de la centralisation. La deuxième, qui s'appuie sur les travaux de Beer (1969) et de Scarrow (1991), pose au contraire qu'un déclin dans la taille ne

change pas la centralisation du pouvoir, du moins dans les partis où la professionnalisation de l'organisation est grande.

Les hypothèses de Tan sont testées sur les deux grands partis de la Grande-Bretagne et les quatre principaux partis du Danemark, qui ont tous connu une baisse de leurs effectifs de 1980 à 1990. Il n'y a pas de relation entre la diminution de la taille et la moins grande centralisation du pouvoir dans les quatre partis danois, mais une telle relation existe dans les deux partis britanniques.

[176]

Tan conclut que la relation entre le déclin de la taille, d'une part, et la diminution de la centralisation du pouvoir, d'autre part, existe dans certains partis mais pas dans d'autres. Des facteurs contingents comme la taille d'un parti par rapport à celle des autres partis d'un même système, ou encore le financement des partis, doivent être pris en compte. Le second de ces deux facteurs peut expliquer que les partis britanniques, parce que leur financement demeure privé, sont devenus plus décentralisés que les partis danois dont le financement est en bonne partie public, ce qui serait un facteur de centralisation dans un parti politique.

Pour sa part, Mair (1997 : 152) prétend que l'organisation interne des partis est devenue plus stratarchique et donc plus décentralisée parce que les liens à l'intérieur du parti se seraient relâchés. Les acteurs partisans préoccupés par les activités électorales, ceux qui le sont plutôt par les processus de gouverne et même ceux qui s'occupent surtout de mobilisation interne insisteraient plus qu'avant sur leur liberté de manœuvre.

Ce n'est toutefois pas une tendance universelle. Van Biezen (2000) a étudié les relations entre les leaders de la composante interne et ceux de la composante gouvernementale, en Espagne et au Portugal, ainsi qu'en Hongrie et en République tchèque, tous des États où il y a eu transition de régimes oligarchiques à des régimes polyarchiques. Elle a constaté que malgré les règles officielles qui prévoient généralement la prédominance des dirigeants internes, il y a de larges recoupements entre les deux types de leaders et donc une grande concentration du pouvoir qui viserait à assurer la cohésion du leadership.

Il demeure que, par rapport à la situation qui existait en Espagne et au Portugal, avant les années 1980, et à celle qui existait en Hongrie et en République

tchèque, avant les années 1990, il y a plus de décentralisation et donc participation plus inclusive dans la composante interne de ces partis.

Notons que les conclusions de Van Biezen sont conformes à notre théorie des types de partis. Dans les partis qu'elle étudie, il semble évident que les leaders de la composante gouvernementale exercent plus d'influence sur la composante interne que n'en exercent les leaders de la composante électorale. Il en découle que ces partis sont davantage centralisés que décentralisés, même s'ils sont moins centralisés que les partis uniques auxquels ils ont succédé.

[177]

Les transformations dans la composante électorale

Comme la composante interne, la composante électorale a perdu de l'ampleur dans la plupart des systèmes de partis depuis la fin des années 1980. Wattenberg (2002 : 64-76) a montré que le déclin de la participation électorale dans les pays de l'OCDE est une tendance qui remonte aux années 1950, mais qu'elle s'est accélérée du milieu des années 1980 au milieu des années 1990. Abstraction faite des pays scandinaves, la moyenne de la participation, calculée par rapport à celle des années 1950, n'a pas diminué de plus de 5 % jusqu'au milieu des années 1980, alors qu'au milieu des années 1990 elle a diminué de 10 %, toujours par rapport à celle des années 1950. Wattenberg suggère que le déclin d'un des partis majeurs, en Italie, au Japon et au Canada, ou encore la cohabitation de partis majeurs, en France, et de nouvelles coalitions gouvernementales, en Allemagne, expliquent le déclin accéléré de la participation électorale.

Pour ce qui est du caractère intensif ou extensif de la composante interne, des mouvements contraires se sont produits. Dans les partis majeurs et dans les autres partis existants, le clivage le plus répandu, celui dit de classe entre la gauche et la droite, c'est-à-dire entre les partis de l'égalisation et ceux de la différenciation, a tendu à s'atténuer. Les partis sont devenus pour cela plus extensifs.

Dalton (1996) a montré que la tendance à l'atténuation du clivage de classe, commencée dans les années 1970, s'était poursuivie dans les années 1980 et après. Au début des années 1990, dans 15 pays d'Europe ainsi qu'aux États-Unis et au

Canada, le clivage de classe était partout surpassé par un autre dans sa relation avec le vote. Dans beaucoup de ces pays, l'appartenance à une religion ou la pratique religieuse venait au premier rang comme prédicteur du vote. Et comme le remarquait Dalton, même là où le clivage religieux était dominant, il déclinait lui aussi dans sa relation avec le vote.

Toujours selon cet auteur, les attributs des électeurs qui ont la plus forte relation avec le vote tiendraient maintenant à des phénomènes de courte période comme l'image des candidats et les positions qu'ils prennent. Ce serait aussi le cas dans les pays de l'Europe centrale et orientale, ce qui expliquerait la volatilité électorale dans plusieurs d'entre eux.

À côté de la tendance générale à une plus grande extensivité des appuis électoraux, chez les partis majeurs principalement, il existe une [178] tendance contraire, moins importante, à des appuis intensifs chez les partis mineurs de caractère populiste ou nationaliste. Ces partis comme les autres trouvent une bonne partie de leurs appuis chez des votants qui sont influencés par la popularité passagère des chefs et des positions qu'ils prennent.

Les transformations dans la composante gouvernementale

Même si nous ne disposons pas de données quantitatives là-dessus, on peut penser que l'ampleur de la participation des décideurs partisans à la composante gouvernementale a elle aussi diminué depuis la fin des années 1980, et même avant. Lawson et Merkl (1988) ont montré dans leur ouvrage collectif comment des groupes environnementaux supplétifs, communautaires et anti-autoritaires défendent hors des partis les causes qui leur sont chères. Cette tendance était assez généralisée au moment où paraissait leur ouvrage, même si dans certains pays comme la France les partis résistaient à leur contournement par des groupes.

Dans la conclusion de l'ouvrage, Merkl affirmait que la montée des mouvements de protestation et de défense d'une cause particulière, hors des partis, était reliée aux changements du rôle joué par les partis politiques dans la production des politiques publiques. Selon lui, les partis auraient abandonné aux groupes, aux

intérêts corporatifs et aux bureaucraties des aspects importants des politiques publiques, en plus de laisser aux médias la définition de l'agenda politique.

On peut d'ailleurs interpréter la popularité des notions de gouvernance et de réseau de politique publique comme un signe révélateur de la relativisation du rôle joué par les partis politiques dans la production des politiques publiques. Nous avons cependant vu au chapitre 7 qu'il fallait tempérer cette relativisation, étant donné que les partis de gouvernement continuent de jouer, dans bien des cas, des rôles d'arbitres ou même d'entrepreneurs, même s'il leur arrive aussi de n'être que des acteurs parmi d'autres.

Les partis sont-ils devenus plus programmatiques ou plus opportunistes depuis la fin des années 1980 ? Pas plus que sur l'ampleur de la participation à la composante gouvernementale, nous ne disposons de données quantitatives qui permettraient de répondre à cette question. Comme pour les deux autres composantes, rien ne semble indiquer, [179] cependant, que les transformations soient allées nettement dans le sens d'une participation partisane plus sélective, et donc de positions plus programmatiques des partis, ou au contraire d'une participation partisane plus inclusive, et donc de positions plus opportunistes.

Dans la mesure où les systèmes de partis sont devenus plus compétitifs et plus pluricentrés, les partis de gouvernement ont été amenés à tenir des positions moins programmatiques et plus opportunistes, d'autant plus que l'atténuation des clivages traditionnels favorise cette tendance. Mais en réaction contre la tendance à l'opportunisme, des partis populistes et nationalistes dits d'extrême-droite, de même que quelques partis gauchistes ont adopté des positions très programmatiques, surtout quand ils étaient confinés à l'opposition.

Bilan des transformations dans les partis

Dans les trois composantes des partis européens et nord-américains, une tendance répandue à une participation de moindre ampleur s'est produite depuis la fin des années 1980. Cette tendance avait d'ailleurs commencé bien avant. De façon générale, le nombre des adhérents diminue dans la composante interne, les pourcentages de votants décroissent dans la composante électorale et les décideurs qui

sont membres des partis deviennent relativement moins nombreux dans la composante gouvernementale. C'est là la principale caractéristique de la participation dans les partis à la fin du vingtième siècle et au début du vingt et unième.

La tendance à une participation plus sélective ou plus inclusive est moins affirmée, mais dans les trois composantes les évolutions se font davantage vers plus d'inclusion que vers plus de sélection. La diminution des adhérents ne produit pas nécessairement plus de décentralisation, mais elle semble exclure une évolution vers plus de centralisation. Si de nouveaux partis et de petits partis existants deviennent ou demeurent intensifs, les partis majeurs tendent à devenir plus extensifs, à cause surtout de l'atténuation des clivages traditionnels et en particulier du clivage dit de classe entre la droite et la gauche. Dans la composante gouvernementale, les partis de gouvernement tendent à devenir davantage opportunistes, un mouvement plus important que celui de petits partis d'opposition qui, au contraire, deviennent davantage programmatiques.

[180]

Ces tendances, bien que limitées, à une participation plus inclusive auraient pour conséquence, si elles sont exactes, que parmi les six types purs de partis présentés au chapitre 8, ceux qui comportent trois ou deux éléments de diversification seraient devenus plus fréquents que les autres. Voyons ce qu'il en est.

Rappelons que le type de parti opportuniste, décentralisé et extensif (ODE) comporte trois éléments de diversification, alors que le type opportuniste, décentralisé et intensif (ODI) en comporte deux, tout comme le type opportuniste, centralisé et extensif (OCE). Ces trois types de partis sont opportunistes, alors que deux d'entre eux sont décentralisés, et deux d'entre eux, extensifs.

Les trois autres types purs de partis sont programmatiques. Deux de ces types comprennent un élément de diversification, soit les types PCE et PDI. Le premier des deux est programmatique, centralisé et extensif, le second étant programmatique, décentralisé et intensif. Le sixième type pur, qui est programmatique, centralisé et intensif (PCI) ne comprend aucun élément de diversification.

À partir des observations que nous avons faites sur l'évolution des composantes, trois des six types purs de partis semblent être devenus plus fréquents, comme le montre le tableau 10. D'abord, du côté de la simplification et de la participation sélective, il y aurait le tout dernier type, soit le type PCI, qui est généralement

celui des partis populistes ou nationalistes dits d'extrême-droite. Ensuite, du côté de la diversification et de la participation inclusive, il y aurait les types ODE et OCE qui sont tous deux opportunistes et extensifs, le premier étant décentralisé et le second centralisé. Les partis majeurs, et en particulier ceux de gouvernement, appartiennent à peu près tous à ces deux types, certains d'entre eux étant, de façon mixte, à la fois opportuniste et programmatique. Les types ODI (opportuniste, décentralisé, intensif), PCE (programmatique, centralisé, extensif) et PDI (programmatique, décentralisé, intensif) sont devenus moins fréquents.

Si on se reporte au graphique 2 (chapitre 8), on voit que, dans les trois types de partis qui sont devenus plus fréquents, la composante gouvernementale est toujours en première ou deuxième position dans l'ordre de priorité sous-jacent, alors que la composante interne est deux fois en dernière position. Elle est cependant en première position dans les petits partis très sélectifs de type PCI. Quant à la composante électorale, elle occupe chacune des trois positions. Il en ressort que dans les types de partis devenus plus fréquents, la promotion des

[181]

Tableau 10

Modification ou non de la fréquence des six types purs de partis, de la fin des années 1980 au début des années 2000.

[Retour à la table des matières](#)

TYPE DE PARTI	FRÉQUENCE
Opportuniste, décentralisé, extensif (ODE)	Plus fréquent
Opportuniste, décentralisé, intensif (ODI)	Moins fréquent
Opportuniste, centralisé, extensif (OCE)	Plus fréquent
Programmatique, centralisé, extensif (PCE)	Moins fréquent
Programmatique, décentralisé, intensif (PDI)	Moins fréquent
Programmatique, centralisé, intensif (PCI)	Plus fréquent

options de gouverne semble avoir été une préoccupation dominante par rapport aux finalités des deux autres composantes.

Au total, l'évolution vers plus de diversification a été plus répandue que l'évolution vers plus de simplification, à cause surtout de ce qui s'est produit dans les partis majeurs. Dans ces partis, il y a eu une évolution assez nette vers plus d'extensivité dans la composante électorale et vers plus d'opportunisme dans la composante gouvernementale. Enfin, l'évolution vers plus de décentralisation dans la composante interne est pour le moins mitigée, les grands partis opportunistes et extensifs ayant une organisation ou bien centralisée ou bien décentralisée, alors que les petits partis programmatiques et intensifs qui sont en hausse ont une organisation centralisée.

Bien que de façon moins évidente que dans les systèmes de partis, il semble donc que l'évolution vers une participation un peu plus inclusive ait été la réponse des partis majeurs tout au moins à la baisse du nombre des participants qui a marqué la période étudiée.

Une théorie du changement dans les partis

Harmel et Janda (1994) ont proposé une théorie du changement dans les partis politiques dont un des concepts principaux est celui des buts poursuivis par les partis. À cet égard, cette théorie est proche de la nôtre [182] qui pose que les partis passent d'un type à l'autre à la suite d'une modification dans l'ordre d'importance des composantes et des finalités qui leur sont propres. La théorie d'Harmel et Janda inclut d'autres éléments explicatifs qui permettent de traiter entre autres des changements dont il a été question dans le chapitre (pour une présentation critique, voir Rihoux, 2001 : 71-78).

Après avoir discuté des théories existantes sur le changement dans les partis, dont celle de Panebianco (1988), Harmel et Janda partent de trois postulats qui fondent leur propre théorie. Le premier veut que même si les partis poursuivent plusieurs buts, l'un d'entre eux est prioritaire. Le deuxième postulat pose que les changements les plus importants et les plus profonds sont provoqués par un choc externe, même si d'autres facteurs produisent eux aussi des changements. Quant

au troisième postulat, il fait le lien entre les deux premiers en posant que les chocs externes ont d'autant plus d'impact qu'ils touchent à ce qui est à ce moment le but premier d'un parti.

Les buts distingués par Harmel et Janda sont : (1) la maximisation du vote, (2) la maximisation des postes d'autorité, (3) la promotion de politiques publiques, (4) la maximisation de la démocratie à l'intérieur du parti. Ces quatre buts correspondent aux finalités de nos composantes, à condition de fondre le deuxième et le troisième but dans un but plus général consistant dans la réalisation des options de gouverner d'un parti.

D'après les deux auteurs, l'atteinte des buts est contrôlée par une coalition dominante, au sens où la définit Panebianco (1988). Ce sont les leaders de cette coalition qui imposent les changements dans les buts, à la suite d'un choc externe ou d'autres événements. Ils les imposent seulement si les avantages surpassent les coûts, en particulier pour ce qui est de la consolidation ou du maintien de la coalition dominante.

Pas moins de dix-sept propositions théoriques sont ensuite formulées, qui sont regroupées en trois catégories. La première catégorie contient cinq propositions et traite des motivations de pouvoir qui sous-tendent le changement dans un parti. Il y est question de la coalition dominante et des effets qu'a un changement de chef à la tête du parti.

Il y a cinq propositions également dans la deuxième catégorie. Elles portent principalement sur les buts du parti en tant qu'ils motivent le changement. Après avoir posé que moins un parti est performant [183] dans l'atteinte de ses buts, plus la pression pour le changement est grande, Harmel et Janda formulent une proposition sur chacun des quatre buts qu'ils distinguent. Enfin, la dernière catégorie contient sept propositions qui font la distinction entre les effets sur le changement qu'ont les motivations de pouvoir et celles reliées aux buts. À titre d'exemple, la première de ces sept propositions pose que les changements motivés par les buts entraînent plus de controverses et sont plus difficiles à effectuer que les changements motivés par le pouvoir.

Le test de cette théorie relativement complexe ne pouvait évidemment pas être fait à l'intérieur de l'article des deux auteurs. Harmel et Janda se limitent à reprendre les considérations de Panebianco sur les changements survenus dans le Parti

conservateur britannique, le Parti communiste italien, le Parti chrétien-démocrate et le Parti social-démocrate en Allemagne. Ils concluent que leur théorie semble s'appliquer à ces quatre cas, tout en admettant, cependant, que cette conclusion n'est pas étonnante étant donné la parenté entre la théorie de Panebianco et la leur.

Nous avons noté que la théorie de Harmel et Janda est proche de la théorie proposée au chapitre 8 pour expliquer comment un parti passe d'un type à l'autre. Notre idée voulant que dans les partis la participation est sélective ou inclusive, selon des processus que les leaders contrôlent plus ou moins, est cependant différente de celle de Harmel et Janda qui accorde une plus grande capacité de contrôle à la coalition dominante dans un parti.

On pourrait rapprocher les deux démarches au moyen de la distinction faite par Harmel et Janda, dans leur dernière catégorie de propositions, entre les motivations tenant aux buts et celles tenant au pouvoir.

Il s'agirait pour cela d'ajouter aux propositions de Harmel et Janda que les changements dans le but prioritaire d'un parti, et plus largement dans l'ordre de priorité des buts, ont des conséquences sur la concentration du pouvoir dans la coalition dominante. Plus les finalités de mobilisation sont priorisées, plus les leaders dominants ont de chances de contrôler le parti. À l'inverse, plus les finalités de représentation sont priorisées, moins ces leaders ont de chances de contrôler le parti, étant donné que la composante interne est plus facilement contrôlable que la composante électorale, comme nous l'avons posé au chapitre 8. Quant à la composante gouvernementale, elle est plus difficilement contrôlable que la composante interne, mais plus facilement contrôlable que la composante électorale.

[184]

L'évolution du Parti québécois, de 1970 à 1985, confirme cette proposition. À sa création en 1968 ainsi qu'au moment des élections de 1970, 1973 et de 1976 où il est un parti mineur puis un parti majeur dominant (en 1976), les finalités de mobilisation viennent en premier lieu, devant celles de représentation et de gouverner. Les leaders dominants contrôlent nettement le parti qui est alors programmatique, décentralisé et intensif. Après 1976, les finalités de mobilisation sont toujours les premières, mais les exigences reliées à la direction du gouvernement font en sorte que les finalités de gouverner viennent avant celles de représentation. Dans un parti qui devient ainsi programmatique, centralisé et quasi extensif, les

leaders dominants, qui agissent avant tout dans l'arène gouvernementale, contrôlent un peu moins le parti qu'avant. De 1981 à 1985, alors que le parti perd du terrain chez les électeurs, les finalités de représentation surpassent celles de gouverner, alors que les finalités de mobilisation sont reléguées au dernier rang. Le parti devient momentanément opportuniste, décentralisé et quasi extensif, avec des tensions entre les décideurs, les dirigeants de l'organisation interne et les représentants du parti dans l'arène électorale. Les leaders dominants contrôlent moins qu'avant le parti.

Un schéma des déterminants de la participation

La théorie du changement de Harmel et Janda ne s'applique qu'aux partis. Il n'est pas question d'élaborer ici une théorie plus complète qui s'appliquerait aussi aux systèmes de partis. Nous nous limitons pour le moment à proposer un schéma des déterminants de la participation des acteurs partisans qui permette de cerner les voies par lesquelles peuvent se produire les transformations de la participation dans les partis mais aussi dans les systèmes de partis.

Il y a d'abord dans le schéma du graphique 4 l'environnement politico-sociétal (EPS) du système de partis et des partis. Cet environnement comprend le système politique ainsi que son environnement intrasociétal et extrasociétal, où Lapierre (1973) distingue les systèmes biosocial, écologique, économique et culturel. Cet environnement politico-sociétal est en relation d'interdépendance, en (1), avec les partis (PAA et PAB), que nous avons limités à deux pour des fins de simplification. Les relations (2) entre les partis définissent le système des partis dans ses dimensions directionnelle, évolutive et ministérielle.

[185]

Graphique 4
*Schéma des déterminants de la participation
aux partis et aux systèmes de partis.*

[Retour à la table des matières](#)

[186]

Ce sont des relations d'interdépendance qui ne sont pas pour autant symétriques, un parti pouvant fort bien en influencer un autre davantage que l'autre l'influence.

À l'intérieur des partis (PAA et PAB), on retrouve les trois composantes, gouvernementale (GOU), interne (INT) et électorale (ELE), ainsi que les relations (3), (4) et (5) entre elles. Ces relations, comme les relations entre les partis, sont des relations d'interdépendance sans être pour autant symétriques. Elles sont fondées sur l'ordre de priorité entre les finalités respectives des composantes.

En plus d'être en relation avec l'environnement politico-sociétal, les partis sont aussi reliés, en (7), avec les électeurs formant l'électorat (ELR). Cet électorat est

lui-même relié, en (6), avec l'environnement politico-sociétal, où les groupes et les administrations contribuent à la formation des opinions que les électeurs ont des partis dans une relation de détermination à sens unique.

C'est par le mode de scrutin (MDS) que les votes des électeurs envers les partis sont transformés en sièges et donc en élus. Les relations (8) et (9), par lesquelles les votes sont convertis en sièges par le mode de scrutin, sont des relations à sens unique, même si, à la marge, le mode de scrutin influence le vote. Le mode de scrutin peut cependant être modifié, en (10), par l'action des partis. Enfin, les résultats électoraux en sièges obtenus, et donc en élus, sont reliés en (11) aux partis dont ils déterminent la classe à laquelle ils appartiennent, celle de parti majeur, celle de parti mineur ou celle de parti second.

Nous avons montré au chapitre 1 ainsi qu'au chapitre 9 que le caractère monopolistique ou compétitif d'un système de partis était lié à la nature oligarchique ou polyarchique du système politique et aux idées dominantes dans le système culturel. Le système des partis est affecté en (1) par ces déterminants qui contribuent à définir en (2) son caractère monopolistique ou compétitif : mais, par l'action des leaders partisans, le système des partis contribue en retour à contrarier ou à renforcer les tendances existantes dans l'environnement politico-sociétal.

Pour ce qui est du caractère fermé ou ouvert du système des partis, nous l'avons relié, au chapitre 2, aux effets du mode de scrutin. Ces effets se produisent en (9) sur la répartition des élus entre les partis et par là, en (11), sur les classes auxquelles appartiennent les partis. Les partis, ou du moins certains d'entre eux, peuvent cependant modifier en (10) le mode de scrutin, comme nous l'avons montré au chapitre 2.

[187]

Enfin, le caractère unicentré ou pluricentré d'un système de partis est lui aussi déterminé en partie par le mode de scrutin : mais nous avons ajouté, au chapitre 3, qu'il résultait également des calculs des leaders partisans. Ces calculs peuvent être interprétés, dans notre schéma, comme des tentatives par les partis de gouvernement actuels ou éventuels de faire en sorte que leurs relations avec les électeurs, en (7), soient les plus avantageuses possible, et qu'elles se traduisent par des politiques publiques qui disposent les électeurs de façon favorable envers les partis qui font ces calculs.

Les relations (3), (4) et (5) entre les composantes des partis sont celles qui déterminent, de façon directe, le caractère sélectif ou inclusif de la participation dans les partis.

Nous avons montré dans le chapitre 8 comment le caractère plus ou moins contrôlable des composantes interne, gouvernementale et électorale ainsi que l'ordre de priorité entre leurs finalités respectives pouvaient expliquer qu'à un moment donné la participation dans une composante soit plutôt sélective ou plutôt inclusive.

Si le caractère contrôlable des composantes est à peu près stable, la composante électorale étant plus facilement contrôlable que la composante gouvernementale, qui est elle-même plus facilement contrôlable que la composante interne, il n'en est pas de même de l'ordre des finalités.

Il arrive que cet ordre change, ce qui entraîne des changements dans les influences que les composantes exercent les unes sur les autres. Ce sont souvent des déterminants exogènes aux partis, considérés comme des systèmes, qui expliquent ces changements.

Nous les avons signalés dans la deuxième partie de l'ouvrage ainsi que dans le présent chapitre. La composante interne est celle qui est la moins exposée aux déterminants exogènes. Nous avons vu, cependant, qu'elle a été touchée comme les autres par la baisse de l'ampleur de la participation. Un peu partout en Europe, la proportion des adhérents par rapport à l'ensemble des électeurs a décru, de la fin des années 1980 au début des années 2000. Ce qui s'explique à la fois par la perte de crédibilité des partis, en (7), auprès des électeurs, et par la compétition que leur font les groupes dans l'environnement intrasociétal pour ce qui est de l'accès et de l'influence auprès du système politique.

On peut considérer que la décroissance des adhérents dans l'organisation interne tient à des déterminants qui sont médiatisés par les deux [188] autres composantes. C'est dans les activités de la composante électorale que se manifeste la perte de crédibilité des partis auprès des électeurs, et c'est dans les activités de la composante gouvernementale qu'est ressentie la compétition venant des groupes et des lobbies dans les politiques publiques et les autres processus du système politique.

Les composantes électorale et gouvernementale sont plus exposées aux déterminants exogènes. La composante électorale est affectée non seulement par la composition de l'électorat et les changements qui s'y produisent, mais aussi par l'effet des politiques publiques sur les opinions des votants. Quant à la composante gouvernementale, elle est à l'interface des relations du parti avec l'environnement politico-sociétal non seulement par les acteurs partisans ou leurs alliés qui appartiennent à des groupes ou à des administrations dans cet environnement, mais aussi par les effets sur l'environnement politico-sociétal des politiques publiques auxquelles contribuent les acteurs partisans.

Enfin, un déterminant souvent décisif sur le parti dans son ensemble tient à la position qu'il occupe dans le système des partis. Cette position dépend de la répartition des élus, qui résulte en (9) du mode du scrutin et qui définit en (11) les différentes classes de partis. L'appartenance d'un parti à une de ces classes dépend aussi, lorsqu'il y a possibilité d'un gouvernement de coalition, des négociations en (2) entre les partis susceptibles de former le gouvernement. Nous avons posé que la finalité des partis dans le système des partis était d'occuper la position la plus avantageuse possible dans ce système. Si le parti est un parti majeur dominant, ses leaders cherchent à le maintenir en cette position. S'il est un parti majeur dominé, ses leaders cherchent à le hisser en position de parti majeur dominant. S'il est un parti mineur, ses leaders cherchent à en faire un parti majeur ou encore un parti second. Les résultats électoraux en élus, tels qu'ils se répercutent sur le parti en (11), sont souvent l'occasion de revoir ou de confirmer l'ordre de priorité entre les finalités. Mais d'autres déterminants peuvent avoir les mêmes effets. Ce peut être un changement de chef, à l'intérieur du parti, l'apparition ou la disparition de partis concurrents qui changent les relations dans le système en (2), ou encore des changements dans l'environnement politico-sociétal (changement de régime, des idées dominantes, etc.).

[189]

Résumé

On peut résumer les principaux constats du chapitre par les propositions suivantes.

- 10.1 Les principales transformations dans les partis, de la fin des années 1980 au début des années 2000, ont surtout consisté dans une baisse de l'ampleur de la participation, et ce dans les trois composantes.
- 10.2 Dans la composante interne, il n'y a pas de tendance marquée à ce que la participation devienne plus centralisée ou plus décentralisée.
- 10.3 Dans la composante électorale, les tendances à une participation plus extensive ont été plus répandues que celles à une participation plus intensive.
- 10.4 Dans la composante gouvernementale, il y a tendance à ce que les partis majeurs deviennent plus opportunistes, alors que les partis mineurs, surtout ceux qui sont populistes ou nationalistes, sont au contraire programmatiques.
- 10.5 Au total, la tendance à une participation plus inclusive a un peu surpassé celle à une participation plus sélective, quand on considère les six types purs de partis.
- 10.6 La théorie du changement dans les partis de Harmel et Janda, fondée sur les concepts de choc externe, de coalition dominante, de pouvoir et d'objectif prioritaire, offre des explications valables des transformations qui se produisent dans les partis.
- 10.7 Cette théorie peut cependant être améliorée par la prise en compte de l'ordre de priorité entre les objectifs et des conséquences qu'il a sur l'exercice du pouvoir dans la coalition dominante des partis.
- 10.8 Dans un schéma des déterminants de la participation dans les systèmes de partis et dans les partis, les déterminants endogènes tiennent aux relations entre les partis et entre les composantes des partis, alors que les déterminants exogènes sont l'environnement politico-sociétal, la composition de l'électorat, le mode de scrutin et la distribution des sièges entre les partis qu'il produit.

[191]

**LES PARTIS ET LEURS TRANSFORMATIONS.
LE DILEMME DE LA PARTICIPATION**

CONCLUSION

***UNE ÉVALUATION DE LA PARTICIPATION
AUX PARTIS ET AUX SYSTÈMES DE PARTIS***

[Retour à la table des matières](#)

Ces réflexions qui concluent notre ouvrage traitent de l'évaluation de la participation dans les partis et dans les systèmes de partis, à partir de constats tirés des deux chapitres précédents, mais aussi à partir des enseignements de la recherche évaluative tels qu'on peut les appliquer aux partis.

Après un rappel du caractère plus ou moins contrôlable des dimensions d'un système de partis et des composantes d'un parti, nous revenons sur les types de systèmes de partis et les types de partis les plus fréquents et ceux dont la fréquence a augmenté depuis la fin des années 1980. Nous présumons que les types les plus fréquents sont les plus adéquats par rapport aux finalités des systèmes de partis et des partis. Un schéma systémique permet d'expliciter les critères pouvant servir à une évaluation plus complète et de réfléchir sur les exigences de coordination et d'adaptation qui s'imposent aux partis et aux systèmes de partis.

À la fin, nous résumons en huit points le traitement que nous avons fait du dilemme de la participation et des conclusions atteintes à ce propos. Après quoi l'ouvrage se termine par des considérations finales sur l'étude des partis et des systèmes de partis.

Le contrôle des dimensions et des composantes

Avant de traiter de l'évaluation de la participation dans les systèmes de partis et dans les partis, il est bon de rappeler que les acteurs partisans contrôlent plus ou moins les formes sélectives ou inclusives [192] de la participation dans les dimensions des systèmes et dans les composantes des partis.

À commencer par les dimensions des systèmes de partis, c'est l'unicentrisme et le pluricentrisme dans la dimension ministérielle qui est la plus facilement contrôlable en ce qu'ils dépendent d'alliances ou de négociations entre des leaders partisans. Pour que des gouvernements de coalition soient possibles, il faut cependant que le mode de scrutin soit favorable, ce qui dépend là aussi de l'action des leaders partisans. La dimension évolutive de la fermeture ou de l'ouverture du système des partis est plus difficilement contrôlable. Elle ne dépend pas seulement du mode de scrutin, mais aussi du développement ou de la manifestation de nouveaux clivages politico-sociétaux, ce sur quoi les leaders partisans ont assez peu de prise. Le monopole ou la compétition dans la dimension directionnelle du système de partis est encore plus difficilement contrôlable. Leur contrôle suppose que les leaders partisans puissent infléchir les déterminants puissants que sont la structuration du pouvoir dans le système politique et les idées dominantes dans le système culturel.

Pour ce qui est des composantes des partis, nous avons montré au chapitre 8 que la composante électorale était plus difficilement contrôlable que la composante gouvernementale, qui était elle-même plus difficilement contrôlable que la composante interne. Plus une composante est complexe, plus il est difficile pour les leaders partisans de contrôler les déterminants venant de l'extérieur du parti. Dans le cas de la composante interne, ces déterminants sont restreints et pour cela plus faciles à contrôler. Les déterminants extérieurs de la composante gouvernementale, qui viennent surtout des acteurs de l'environnement politico-sociétal qui ne sont pas des alliés du parti, sont plus difficiles à contrôler, surtout quand le parti n'est pas un parti majeur dominant ou un parti second. Quant aux déterminants de la composante électorale, qui viennent des électeurs qui ne sont pas des

alliés, ils sont encore plus difficilement contrôlables étant donné la diversité de ces électeurs et leur degré très inégal d'intérêt pour la politique.

L'évaluation de la participation dans les systèmes de partis et dans les partis

La plus ou moins grande capacité des leaders partisans à contrôler les trois dimensions d'un système de partis et les trois composantes [193] d'un parti est un élément dont on doit tenir compte dans l'évaluation de la participation telle que nous l'avons définie. Comme nous le notions dès l'introduction, la capacité des acteurs partisans à rendre leurs préférences efficaces, à propos des formes de participation qui correspondent à leurs valeurs, est limitée. Si bien que l'évaluation des formes de participation dépasse celle des actions voulues par les leaders partisans pour maintenir ou modifier ces formes dans les partis et dans les systèmes de partis.

Pour évaluer l'adéquation des types de systèmes de partis et des types de partis par rapport à leurs finalités, soit la gouverne du système politique sous l'autorité de leaders partisans et l'occupation de la position la plus avantageuse possible dans le système de partis, nous reviendrons dans un premier temps sur la fréquence relative des types de systèmes de partis et des types de partis depuis le milieu du vingtième siècle, et plus particulièrement depuis la fin des années 1980. L'idée sous-jacente à cette démarche est que les types les plus fréquents sont aussi, de façon générale, les types les plus adéquats. Cette idée est évidemment discutable, d'autant plus que les fréquences changent d'une époque à l'autre, comme nous l'avons vu dans les deux chapitres précédents. Nous la retenons tout en étant conscient de ses limites, sur lesquelles nous reviendrons dans nos considérations finales.

Ensuite, nous réfléchirons sur les combinaisons de participation sélective et de participation inclusive qu'on trouve dans les types les plus fréquents, dans le but d'expliquer en quoi ces combinaisons permettent des systèmes de partis et des partis plus adéquats que là où il y a d'autres combinaisons.

Les types de systèmes de partis les plus fréquents

Nous avons distingué, au chapitre 4, huit types de systèmes de partis selon qu'ils étaient monopolistiques ou compétitifs, fermés ou ouverts, unicentrés ou pluricentrés. Avant la fin des années 1980, les types les plus fréquents étaient :

1. Le type monopolistique, fermé et unicentré, ou système à parti unique, qu'on retrouvait dans les pays dits de l'Est, en Afrique et en Amérique latine principalement.

[194]

2. Le type monopolistique, ouvert et unicentré, ou système à parti prédominant, fréquent en courte ou en moyenne période en Amérique du Nord (États-Unis et Canada, au palier des États fédérés) et qu'on retrouvait aussi dans d'autres régions du monde.
3. Le type compétitif, fermé et unicentré, qui existait surtout en courte ou moyenne période dans les systèmes politiques utilisant le mode de scrutin pluralitaire pour l'élection des députés.
4. Le type compétitif, fermé et pluricentré, fréquent en Europe là où le mode de scrutin est proportionnel, et qui se mêlait souvent au précédent pour donner un système compétitif, fermé et quasi unicentré, ou encore quasi pluricentré, selon que des gouvernements de coalition étaient moins fréquents ou plus fréquents que des gouvernements d'un seul parti.

De ces quatre types les plus fréquents deux sont monopolistiques et deux sont compétitifs, trois sont fermés et un est ouvert, trois sont unicentrés et un est pluricentré. Dans l'ensemble, la participation dans les trois dimensions des systèmes de partis était davantage sélective qu'inclusive.

Les transformations survenues depuis la fin des années 1980 ont cependant modifié, dans des sens contraires, la fréquence du premier et du quatrième type. Comme le montre le tableau 9, au chapitre 9, les systèmes de partis monopolisti-

ques, fermés et unicentrés sont devenus beaucoup moins fréquents, en Europe et en Amérique latine, et même en Afrique où ils demeurent cependant nombreux. À l'inverse, le type compétitif, fermé et pluricentré est devenu beaucoup plus fréquent, avec la généralisation en Europe des gouvernements de coalition.

Tenant compte de ces transformations, on peut conclure que les systèmes de partis les plus fréquents sont maintenant davantage compétitifs que monopolistiques dans leur dimension directionnelle, davantage fermés qu'ouverts dans leur dimension évolutive, et à peu près également unicentrés et pluricentrés dans leur dimension ministérielle.

Si on considère que la fréquence est un indice de l'adéquation des caractéristiques d'un système de partis à ses finalités, une participation inclusive vaudrait mieux qu'une participation sélective dans la dimension directionnelle des systèmes de partis, alors que ce serait l'inverse dans la dimension évolutive. Dans la dimension ministérielle, les deux [195] formes de participation auraient une valeur à peu près égale, mais il y aurait une tendance récente à ce que la participation inclusive l'emporte sur l'autre.

Coordination et adaptation dans les systèmes de partis

Comme nous l'avons posé dans l'introduction de cet ouvrage, les acteurs partisans dans les systèmes de partis et dans les partis comme systèmes sont soumis à une double exigence qui fonde le dilemme de la participation.

Ils doivent se coordonner dans la poursuite des finalités qui leur sont propres, et ils doivent s'adapter aux situations changeantes dans leur environnement politico-sociétal.

On peut considérer que l'exigence d'adaptation tient surtout à la dimension directionnelle des systèmes de partis, les systèmes compétitifs étant plus aptes à l'adaptation que les systèmes monopolistiques. L'alternance de partis majeurs à la direction du gouvernement est plus propice à l'adaptation que l'est le maintien du même parti majeur à cette direction. En ce sens, la transformation depuis la fin des années 1980 de plusieurs systèmes monopolistiques en systèmes compétitifs manifesterait une aptitude des systèmes de partis à s'adapter aux changements

importants qui se sont produits dans leur environnement politico-sociétal. Rappelons cependant que cette adaptation n'est contrôlée qu'en partie par les acteurs partisans, d'autant plus que la dimension directionnelle des systèmes de partis est celle qui est la plus difficile à contrôler.

Les deux autres dimensions des systèmes de partis, la dimension évolutive et la dimension ministérielle, doivent être considérées comme partiellement interdépendantes. Quand un système qui était fermé devient ouvert, il arrive assez fréquemment qu'il devienne pluricentré, un peu plus tard, et que du coup il redevienne fermé, parce que des partis mineurs deviennent des partis seconds. Ces interdépendances expliquent en bonne partie que, depuis la fin des années 1980, les systèmes de partis demeurent le plus fréquemment fermés alors qu'ils sont de plus en plus pluricentrés.

Alors que la fermeture d'un système de partis en favorise la coordination au détriment de l'adaptation aux changements dans l'environnement, le pluricentrisme, par l'existence de coalitions, favorise [196] l'adaptation des gouvernements de partis au détriment de leur coordination qui est plus facilement assurée quand le gouvernement est dirigé par un seul parti.

Au total, si on considère que les types de systèmes de partis les plus fréquents sont les plus adéquats, il semble qu'à l'heure actuelle la participation inclusive permette un peu plus que la participation sélective l'adéquation d'un système de partis à sa finalité de gouverner le système politique sous l'autorité de leaders partisans. Les changements importants qui se sont produits dans l'environnement politico-sociétal peuvent expliquer cette prédominance de la participation inclusive et de la capacité d'adaptation qu'elle permet.

Les types de partis les plus fréquents

Nous avons fait trois constats au chapitre 10, portant sur les transformations de la participation dans les partis depuis la fin des années 1980. Premièrement, la baisse dans l'ampleur de la participation, commencée dans les années 1970, s'est poursuivie. Deuxièmement, les nouveaux partis dits d'extrême-droite, de nature nationaliste ou populiste, correspondent au type de parti le plus simplificateur qui

soit, c'est-à-dire le type programmatique, centralisé et intensif. Troisièmement, les partis majeurs ont eu tendance à devenir ou à demeurer opportunistes, centralisés et extensifs, ou encore opportunistes, décentralisés et extensifs, certains d'entre eux tempérant leur caractère opportuniste par des éléments programmatiques.

Les partis dits d'extrême-droite valorisent davantage la participation sélective que la participation inclusive. Cela se traduit par des influences surtout unilatérales venant du sommet de ces partis, aussi bien dans la composante interne que dans les deux autres composantes. Les reculs électoraux qu'ont connus plusieurs de ces partis, après de premiers succès, semblent indiquer que les exigences d'adaptation ont été négligées au profit des exigences de coordination.

Dans les partis majeurs tout se passe comme si les changements dans l'environnement, qui ont entraîné la baisse de l'ampleur de la participation et plus profondément la perte de confiance envers les partis, avaient amené les leaders partisans à se préoccuper davantage de l'adaptation à cet environnement changeant. Ces préoccupations sont favorisées par les types auxquels appartiennent les partis majeurs. [197] Ces partis sont à-peu-près tous opportunistes, décentralisés et extensifs (ODE), opportunistes, centralisés et extensifs (OCE), ou encore programmatiques-opportunistes, centralisés et extensifs (P-OCE). Dans l'ensemble, la participation inclusive l'emporte sur la participation sélective, une tendance qui s'est accentuée à la fin du vingtième siècle et au début du vingt et unième.

L'évolution vers une participation plus inclusive s'est surtout produite dans les deux composantes les plus difficiles à contrôler pour les leaders partisans, la composante gouvernementale et la composante électorale, ce qui laisse supposer que le contrôle qu'ils ont exercé sur cette évolution est limité.

Coordination et adaptation dans les partis

Les trois types de partis majeurs qui semblent les plus adéquats dans la poursuite de la finalité propre aux partis sont tous extensifs dans leur composante électorale, ils sont davantage opportunistes que programmatiques dans leur composante gouvernementale, et ils sont davantage centralisés que décentralisés dans leur composante interne.

Ces traits apparaissent significatifs par rapport aux exigences de coordination et d'adaptation auxquelles sont soumis les partis dans la poursuite de leur finalité qui est d'occuper la position la plus avantageuse possible dans le système de partis. On peut d'ailleurs penser que les partis majeurs plus que les autres sont obsédés par cette finalité.

Parce qu'elle est la plus déterminante de la position d'un parti dans le système de partis, la composante électorale est plus adéquate quand son adaptation importe davantage que sa coordination.

C'est pourquoi les partis majeurs se caractérisent généralement par une participation inclusive dans la composante électorale. Il en est un peu de même de la composante gouvernementale, elle aussi largement ouverte à l'environnement politico-sociétal. Les partis majeurs y ont avantage à prioriser l'adaptation par rapport à la coordination, ce qui peut expliquer l'opportunisme des leaders partisans. En revanche, la composante interne est le lieu par excellence de la coordination, d'autant plus qu'elle est davantage isolée de l'environnement politico-sociétal que le sont les deux autres composantes.

Il en irait donc des partis comme des systèmes de partis. En période de turbulence et de changement tout au moins, les partis et les systèmes [198] où la participation inclusive prédomine sur la participation sélective seraient plus aptes à l'atteinte des objectifs que nous l'avons présumé. Il ne s'agit toutefois pas d'une prédominance totale, car, si l'adaptation est requise, la coordination l'est aussi, en particulier dans la dimension évolutive des systèmes de partis et dans la composante interne des partis.

À cet égard, les systèmes et les partis où la participation est quasi inclusive, ou encore quasi sélective, comportent l'avantage de mêler mieux que d'autres la coordination à l'adaptation ou l'adaptation à la coordination. On se rend compte, quand on essaie d'établir les formes de participation, que ces caractéristiques mixtes sont plus nombreuses qu'on pense, ce qui tient à la complexité des formes de participation, mais peut-être aussi au sentiment chez les acteurs partisans que cette mixité permet de rendre les systèmes de partis et les partis plus adéquats à la poursuite de leurs finalités respectives.

Un schéma systémique d'évaluation

On trouve dans le graphique 5 un schéma systémique d'évaluation, inspiré des méthodes de la recherche évaluative (voir Lemieux, 2002 : 131-145). Il nous servira non pas à évaluer les systèmes de partis, les partis et leurs composantes, ce qui exigerait un autre ouvrage, mais à proposer quelques réflexions sur une telle évaluation, qui intégreront certains constats faits dans le présent chapitre ou dans les chapitres précédents.

Le schéma, qu'on peut lire à partir des cinq principaux concepts de la systémique définis par Le Moigne (voir la présentation de l'approche systémique en introduction), montre que les finalités sont les valeurs par rapport auxquelles se fait l'évaluation, et que ce sont les impacts (6) dans l'environnement entendu au sens large qui sont les objets ultimes de l'évaluation.

Dans le cas des partis et des systèmes de partis, les finalités, à leurs différents niveaux, sont celles que nous avons présumées dans l'introduction.

Quant à l'environnement, il se présente lui aussi à différents niveaux, le système politique étant l'environnement externe du système de partis, dont les partis constituent l'environnement interne, ces partis formant l'environnement externe des composantes qui ont elles-mêmes

[199]

Graphique 5
*Schéma pour l'évaluation des systèmes de partis,
des partis ou des composantes des partis.*

[Retour à la table des matières](#)

(1) pertinence
(2) efforts

(3) conversion
(4) résultats

(5) efficience
(6) impacts

un environnement interne dont nous avons montré qu'il était plus ou moins complexe.

La pertinence (1), soit le premier élément du schéma, renvoie à des modifications dans les finalités en fonction de l'évolution des situations. Ainsi, un parti majeur dominant qui subit une défaite électorale, le reléguant à la classe de parti majeur dominé, modifiera généralement ou bien l'ordre de priorité entre les finalités de ses composantes ou bien certaines modalités de ces finalités, comme, par exemple, celle d'obtenir plus d'appuis électoraux dans les régions où sa perfor-

mance a été médiocre. On pourra évaluer après un certain temps si la pertinence de cet ajustement était appropriée.

Les efforts (2), le deuxième objet d'évaluation, consistent dans les ressources ou moyens d'action consacrés à la poursuite des finalités. Comme les extrants ou résultats (4) de ces efforts, ces objets de l'évaluation font référence principalement aux activités des partis et des systèmes de parti, un autre concept central de la systémique.

C'est par ces activités que se fait l'adaptation à l'environnement, une démarche que nous avons opposée à la coordination qui, elle, [200] renvoie aux éléments (3) et 5) du schéma. Il s'agit de la conversion des intrants en extrants, c'est-à-dire des efforts en résultats, et de l'efficacité qui consiste dans le rapport entre les résultats et les efforts, considéré dans une optique économique de coûts et de bénéfices. La coordination renvoie au concept systémique de structure, chez Le Moigne.

Autrement dit, l'adaptation qu'on cherche à réaliser en (2) et en (4) est dépendante de la coordination qu'on cherche à effectuer en (3) et en (5), cette coordination étant elle-même dépendante de l'adaptation à opérer.

Dans la recherche évaluative, on distingue entre les résultats atteints, à la suite de la conversion plus ou moins efficace des intrants : en extrants, et l'impact (6) dans l'environnement visé. Comme l'indique le pointillé à l'extrémité de la ligne représentant les intrants de l'environnement, l'impact dépend d'autres intrants que ceux venant des résultats atteints. C'est ce que nous avons noté plus d'une fois au cours de l'ouvrage, en écrivant que les acteurs partisans ne contrôlaient pas tout à fait la participation aux activités par lesquelles ils poursuivaient leurs finalités. Par exemple, dans la composante électorale, les activités d'un parti en direction des électeurs viennent se mêler aux activités des autres partis, ou encore d'autres acteurs politiques qui influencent eux aussi les électeurs, sans parler des activités des deux autres composantes, la composante interne et la composante gouvernementale.

Ou encore, au niveau du système des partis cette fois, si on considère que l'environnement est constitué du système politique, avec comme finalité sa gouvernance sous l'activité des leaders partisans, les activités des partis produisent des résultats, en termes de projets de politiques publiques, qui tendent à cette fin. Mais les intrants qui viennent des groupes et des administrations se mêlent dans le

système politique aux impacts tenant aux résultats des activités gouvernementales des partis.

L'application d'un schéma systémique d'évaluation des composantes des partis, des partis dans leur ensemble et des systèmes de partis, en plus d'avoir une utilité pratique pour les acteurs partisans, aurait plusieurs avantages pour le développement d'une théorie des partis, en leurs composantes et dans leurs relations à l'intérieur du système de partis.

- 1) Par sa généralité, le schéma systémique d'évaluation permet de traiter des trois niveaux d'action partisane, celui du système [201] des partis, celui des partis dans leur ensemble et celui des composantes des partis.
- 2) Le caractère systémique du schéma, où l'on retrouve les cinq concepts d'environnement, de finalité, d'activité, de structure et d'évolution, correspond à l'approche qui a été employée dans le présent ouvrage, ce qui permet d'adopter la même démarche pour l'évaluation et pour l'analyse.
- 3) La distinction faite entre les efforts et les résultats, d'une part, la conversion et l'efficience, d'autre part, le premier couple fait référence surtout aux activités d'adaptation du système, et le second à la coordination structurelle de ces activités, permet d'opérationnaliser les deux concepts d'adaptation et de coordination qui sont centraux dans la définition que nous avons donnée de la participation inclusive et de la participation sélective.
- 4) La distinction entre les résultats et les impacts, ainsi que la prise en compte dans les impacts d'intrants extérieurs au système considéré, permet d'opérationnaliser l'idée maintes fois exprimée dans l'ouvrage voulant que les acteurs partisans n'ont qu'un contrôle partiel sur le caractère sélectif ou inclusif de la participation.
- 5) Enfin, la notion d'efficience, présente dans le schéma systémique, attire l'attention sur un aspect que nous avons négligé, mais qu'on retrouve dans les théories économiques des partis, issues de l'ouvrage fondateur de Downs, à savoir les calculs coûts-bénéfices des acteurs partisans.

Le dilemme de la participation

Au terme de cet ouvrage, on peut résumer en neuf points la formulation que nous avons proposée du dilemme de la participation, et ce que nous avons conclu à propos de ce dilemme.

Premièrement, nous avons postulé que les acteurs partisans ont pour finalité que leur parti occupe la place la plus avantageuse possible dans le système de partis et que les partis dans ce système aient l'autorité sur la gouverne du système politique. Des finalités de mobilisation des adhérents, de représentation des électeurs et de promotion des options de gouverne ont aussi été postulées à propos des composantes [202] interne, électorale et gouvernementale respectivement. La participation des acteurs partisans aux partis et aux systèmes de partis a été vue comme la part qu'ils prennent aux activités et aux structures par lesquelles sont poursuivies ces finalités.

Deuxièmement, la participation des acteurs partisans peut prendre deux formes opposées. Elle est sélective quand la répartition des influences est plutôt inégale entre eux. Elle est au contraire inclusive quand la répartition des influences est plutôt égale entre eux.

Troisièmement, dans les systèmes de partis, selon que la participation est sélective ou inclusive, la dimension directionnelle est monopolistique ou compétitive, la dimension évolutive est fermée ou ouverte, et la dimension ministérielle est unicentree ou pluricentree. Les leaders partisans contrôlent plus difficilement la dimension directionnelle que la dimension évolutive, et plus difficilement la dimension évolutive que la dimension ministérielle.

Quatrièmement, dans les partis, selon que la participation est sélective ou inclusive, la composante interne est centralisée ou décentralisée, la composante électorale est intensive ou extensive, et la composante gouvernementale est programmatique ou opportuniste. Les leaders partisans contrôlent plus difficilement la composante électorale que la composante gouvernementale, et plus difficilement la composante gouvernementale que la composante interne.

Cinquièmement, la participation des acteurs partisans, dans la poursuite des finalités des partis et des systèmes de partis, doit être organisée de façon à assurer la coordination du parti ou du système dans son milieu interne, et l'adaptation du parti ou du système dans son environnement externe. La participation sélective est plus apte à la coordination, alors que la participation inclusive est plus apte à l'adaptation.

Sixièmement, cette double exigence de coordination et d'adaptation est telle que la participation dans les trois dimensions d'un système de partis et dans les trois composantes d'un parti tend à comporter simultanément ou successivement des éléments de sélectivité et d'inclusivité, ces derniers étant le plus souvent prépondérants par rapport aux premiers. La prépondérance des éléments de participation inclusive tend à s'accroître quand existent des situations d'instabilité dans l'environnement externe.

Septièmement, les types de systèmes partis actuellement les plus fréquents, qu'on peut pour cela considérer comme les plus adéquats par [203] rapport à la finalité des systèmes de partis, sont plutôt inclusifs et donc compétitifs dans leur dimension directionnelle, sélectifs et donc fermés dans leur dimension évolutive, et un peu plus inclusifs que sélectifs dans leur dimension ministérielle, c'est-à-dire un peu plus pluricentrés qu'unicentrés dans cette dimension. Les leaders partisans ont un contrôle limité sur ces arrangements.

Huitièmement, les partis majeurs actuellement les plus fréquents, qu'on peut pour cela considérer comme les plus adéquats par rapport à la finalité des partis, sont plutôt sélectifs c'est-à-dire centralisés dans leur composante interne, mais inclusifs c'est-à-dire extensifs dans leur composante électorale, et inclusifs également c'est-à-dire opportunistes dans leur composante gouvernementale. Comme pour ce qui est des systèmes de partis, les leaders partisans ont un contrôle limité sur ces arrangements.

Neuvièmement, un schéma systémique d'évaluation permet de traiter de façon plus complète des avantages et inconvénients de la participation sélective et de la participation inclusive dans les systèmes de partis, dans les partis et dans leurs composantes.

Considérations finales

Cet ouvrage consacré au dilemme de la participation dans les systèmes de partis et dans les partis a tenté de définir et de tester une problématique qui permette de donner une certaine unité à l'étude des partis et des systèmes de partis.

Après une éclipse, au cours des années 1980, l'intérêt pour les partis et les systèmes de partis s'est renouvelé depuis le début des années 1990, comme en a témoigné la création, en 1995, de la revue *Party Politics* (Mair, 1997 : VII). Les études empiriques se sont multipliées, ce qui n'est pas sans rapport avec les modifications qui se sont produites dans beaucoup de systèmes de partis et de partis, en Europe et ailleurs. Des théories partielles ont été élaborées, dont nous avons fait état dans notre ouvrage.

Toutefois, ces théories ont traité soit des partis, soit des systèmes de partis, sans relier les deux niveaux en une approche unifiée. Il en a d'ailleurs été ainsi de tous les ouvrages classiques qui ont porté sur les phénomènes partisans, à l'exception de celui de Duverger, divisé en deux livres qui traitent successivement des partis et des systèmes de [204] partis, selon des approches cependant incompatibles l'une avec l'autre. Sartori avait annoncé qu'un livre sur les types de partis ainsi que sur l'organisation et les fonctions des partis suivrait son grand ouvrage sur les systèmes de partis, mais ce livre n'a jamais été publié.

La notion de participation et la distinction entre la participation sélective et la participation inclusive aux partis et au système de partis nous ont semblé offrir une voie qui relie la science des systèmes de partis à celle des partis et qui les oriente vers des processus significatifs, en théorie et en pratique, dans les phénomènes partisans.

La théorie esquissée dans cet ouvrage est, bien sûr, imparfaite. Deux éléments au moins devront être développés de façon à la rendre plus adéquate aux phénomènes qu'elle cherche à expliquer.

En premier lieu, il faudrait préciser davantage ce qui dans les formes de participation est dû aux leaders partisans et ce qui est dû aux déterminants exogènes que sont le système politique et les autres systèmes sociétaux de l'environnement.

Nous avons présumé que la dimension directionnelle des systèmes de partis, selon laquelle ils sont monopolistiques ou compétitifs, était plus difficile à contrôler par les leaders partisans que les dimensions évolutive et ministérielle. Nous avons présumé également que la composante électorale des partis était plus difficile à contrôler par les leaders partisans que la composante gouvernementale, elle-même plus difficile à contrôler que la composante interne. En est-il toujours ainsi ? Et puis, dans quelle mesure la détermination par le système de partis des formes de participation existantes dans un parti, ainsi que la détermination par les partis des formes de participation existantes dans un système de partis échappe-t-elle au contrôle des leaders partisans ? Ce sont là des questions difficiles mais incontournables si on veut clarifier les marges de manœuvre dont disposent les acteurs partisans.

En deuxième lieu, il faudrait améliorer, grâce à l'application d'un schéma systématique, l'évaluation plutôt sommaire que nous avons faite dans cette conclusion du caractère sélectif ou inclusif de la participation. La fréquence des types de systèmes de partis et des types de partis est une façon insatisfaisante de mesurer le caractère adéquat ou non des formes de la participation. Il faudrait tenir compte davantage des objets de l'évaluation que sont la pertinence, les efforts, la conversion, les résultats, l'efficacité et les impacts, à chacun des niveaux de l'action partisane. De plus, à supposer que les notions de coordination et d'adaptation soient une façon pertinente de considérer l'adéquation [205] des systèmes de partis et des partis aux finalités qui leur sont propres, il faudrait montrer davantage comment se jouent ces processus de coordination et d'adaptation dans les systèmes de partis, dans les partis et dans leurs composantes.

Il y a là tout un programme de développement de la théorie que nous avons proposée et d'utilisation de recherches empiriques à cette fin. Il nous semble valable de le poursuivre. Si les chercheurs intéressés aux partis ne sont pas d'accord avec notre démarche et choisissent d'autres voies théoriques, il leur revient, comme à nous, de montrer que leurs choix ont la capacité d'allier la rigueur et la fécondité nécessaires à la construction d'une véritable science des partis et des systèmes de partis.

[207]

**LES PARTIS ET LEURS TRANSFORMATIONS.
LE DILEMME DE LA PARTICIPATION**

BIBLIOGRAPHIE *

[Retour à la table des matières](#)

ALKER, H.R., *Mathematics and Politics*, New York, Macmillan, 1965.

ALMOND, G.A. et J.S. Coleman (dir.), *The Politics of the Developing Areas*, Princeton, Princeton University Press, 1960.

ALTMAN, D., « The Politics of Coalition Formation and Survival in Multi-party Presidential Election. The Case of Uruguay, 1989-1999 », *Party Politics*, vol. 6, n° 3, 2000, p. 259-283.

AXELROD, R., *Conflict of Interest*, Chicago, Markham, 1970.

BEER, S., *British Politics in the Collectivist Age*, New York, Vintage, 1969.

BELL, D., « Le Parti libéral démocrate au Royaume-Uni : à la recherche du pouvoir » dans Delwit, P. (dir.) *Libéralisme et partis libéraux en Europe*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2002, p. 113-139.

BERELSON, B.R. *et al.*, *Voting. A Study of Opinion Formation in a Presidential Campaign*, Chicago, The University of Chicago Press, 1954.

* Quand l'entrée bibliographique est celle d'un chapitre inclus dans un ouvrage collectif faisant partie de la bibliographie, le titre de cet ouvrage collectif n'est pas répété (c'est le cas, par exemple, de l'entrée Blais, A. et L. Massicotte).

BERRINGTON, H., « New Parties in Britain : Why Some Live and Most Die », *International Political Science Review*, vol. 6, n° 4, 1985, p. 441-461.

BLAIS, A. et K. Carty, « The Psychological Impact of Electoral Laws : Measuring Duverger's Elusive Factor », *British Journal of Political Science*, 21, 1991, p. 79-93.

BLAIS, A. et L. Massicotte, « Electoral Systems », dans LeDuc, L. *et al.* (dir.), 1996, p. 49-81.

BLAU, P.M., « A Formal Theory of Differentiation in Organizations », *American Sociological Review*, 35, 1970, p. 201-218.

[208]

BLONDEL, J., « Party Systems and Patterns of Government in Western Democracies », *Canadian Journal of Political Science*, vol. 1, n° 2, 1968, p. 180-203.

BROOKS, J.E., « Democratic Frustration in the Anglo-American Polities : A Quantification of Inconsistency between Mass Public Opinion and Public Policy », *Western Political Quarterly*, vol. 38, n° 2, 1985, p. 250-261.

BROWNE, E. *et al.*, « An "Events" Approach to the Problem of Cabinet Stability », *Comparative Political Studies*, 17, 1984, p. 167-197.

BUDGE, I. et H. Keman, *Parties and Democracy. Coalition Formation and Government Functioning in Twenty States*, Oxford, Oxford University Press, 1990.

BUTLER, D.E. et A. King, *The British General Election of 1964*, London, Macmillan, 1965.

CAMPBELL, A. *et al.*, *The American Voter*, New York, Wiley, 1960.

CAMPBELL, A. *et al.*, *Elections and the Political Order*, New York, Wiley, 1966.

CHARLOT, J., *Le phénomène gaulliste*, Paris, Fayard, 1970, p. 63-66.

CHARLOT, J. et M. CHARLOT, « Les groupes politiques dans leur environnement » et « L'interaction des groupes politiques », dans Grawitz, M. et J. Leca

(dir.), *Traité de science politique*, tome 3 *L'action politique*, Paris, Presses universitaires de France, 1985, p. 428-536.

DAALDER, H. et P. Mair (dir.), *Western European Party Systems. Continuity and Change*, Beverly Hills, Sage, 1983.

DAHL, R.A. (dir.), *Political Opposition in Western Democracies*, New Haven, Yale University Press, 1968.

DAHL, R.A., *L'analyse politique contemporaine*, Paris, Robert Laffont, 1973.

DAHL, R.A. et E.R. TUFTE, *Size and Democracy*, Stanford, Stanford University Press, 1973.

DALTON, R.J., « Political Cleavages, Issues and Electoral Change », dans LeDuc, L. *et al.* (dir.), 1996, p. 319-342.

DALTON, R.J. *et al.* (dir.), *Electoral Changes in Advanced Industrial Democracies : Realignment or Dealignment ?*, Princeton, Princeton University Press, 1984.

DAVID, A., *La cybernétique et l'humain*, Paris, Gallimard, 1965.

DOWNS, A., *An Economic Theory of Democracy*, New York, Harper, 1957.

DUNLEAVY, P., « Reinterpreting the Westland Affair. Theories of the State and Core Executive Decision-Making », *Public Administration*, 68, 1990, p. 29-60.

[209]

DUVERGER, M., *Les partis politiques*, Paris, A. Colin, 1951.

DUVERGER, M., « Sociologie des partis politiques », dans Gurvitch, G. *et al.*, *Traité de sociologie*, tome 2, Paris, Presses universitaires de France, 1960, p. 22-45.

ELDERSVELD, S.J., *Political Parties. A Behavioral Analysis*, Chicago, Rand McNally, 1964.

EPSTEIN, L.D., *Political Parties in Western Democracies*, New York, Praeger, 1967.

FINER, S.J., *The Changing British Party System, 1945-1979*, Washington, American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1980.

GALLAGHER, M., « The Political Impact of Electoral System Change in Japan and New Zealand, 1996 », *Party Politics*, vol. 4, n° 2, 1998, p. 203-228.

GÉLARD, P., *Le Parti communiste de l'Union soviétique*, Paris, Presses universitaires de France, 1982.

GOGUEL, F. *et al.*, *Études de sociologie électorale*, Paris, A. Colin, 1947.

GOGUEL, F. *et al.*, *Nouvelles études de sociologie électorale*, Paris, A. Colin, 1954.

GROENNINGS, S., « Notes Toward Theories of Coalition Behavior in Multi-party Systems : Formation and Maintenance », dans Groennings, S. *et al.*, *The Study of Coalition Behavior : Theoretical Perspectives and Cases from Four Continents*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1990, p. 445-465.

HANDS, G., « Roberto Michels and the Study of Political Parties », *British Journal of Political Science*, vol. 1, n° 2, 1971, p. 155-172.

HARMEL, R., « Environnement and Party Decentralization. A Cross-National Analysis », *Comparative Political Studies*, vol. 14, n° 1, 1981, p. 75-99.

HARMEL, R., « On the Study of New Parties », *International Political Science Review*, vol. 6, n° 4, 1985, p. 403-418.

HARMEL, R. et K. JANDA, « An Integrated Theory of Party Goals and Party Change », *Journal of Theoretical Politics*, vol. 6, n° 3, 1994, p. 259-287.

IGNAZI, P., « The Crisis of Parties and the Rise of New Political Parties », *Party Politics*, vol. 2, n° 4, 1996, p. 549-566.

INGLEHART, R., « The Changing Structures of Political Cleavages in Western Society », dans Dalton, R.J. *et al.* (dir.), 1984, p. 25-69.

ION, J., *La fin des militants ?*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1997.

JANDA, K., *A Conceptual Framework for the Comparative Analysis of Political Parties*, Beverly Hills, Sage, 1970.

JUPP, J., *Political Parties*, London, Routledge and Kegan Paul, 1968.

[210]

KATZ, R.S., « Electoral Reforms and the Transformation of Party Politics in Italy », *Party Politics*, vol. 2, n° 1, 1996, p. 31-53.

KATZ, R.S. et P. MAIR, « The Membership of Political Parties in European Democracies », *European Journal of Political Research*, 22, 1992, p. 329-345.

KATZ, R.S. et P. MAIR, « Changing Models of Party Organization and Party Democracy. The Emergence of the Cartel Party », *Party Politics*, vol. 1, n° 1, 1995, p. 5-28.

KEY, V.O. Jr., *Politics, Parties and Pressure Groups*, New York, Crowell, 1964.

KINGDON, J.W., *Agendas, Alternatives and Public Policies*, New York, Harper Collins, 1995.

KIRSCHHEIMER, O., « The Transformation of the Western European Party System », dans La Palombara, J. et M. Weiner (dir.), 1966, p. 177-200.

KIRSCHHEIMER, O. et C. MENGES, « A Free Press in a Democratic State ? The Spiegel Case », dans Carter, G.M. et A.F. Westin (dir.), *Politics in Europe*, New York, Harcourt, Brace and World, 1965, p. 90.

KITSCHOLT, H. *et al.*, *Post-Communists Party Systems. Competition, Representation and Inter-Party Cooperation*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

LA PALOMBARA, J. et M. WEINER (dir.), *Political Parties and Political Development*, Princeton, Princeton University Press, 1966.

LAPIERRE, J.W., *L'analyse des systèmes politiques*, Paris, Presses universitaires de France, 1973.

LASSWELL, H.D. et A. KAPLAN, *Power and Society*, New Haven, Yale University Press, 1950.

LAVAU, G., *Partis politiques et réalités sociales*, Paris, A. Colin, 1953.

LAVER, M. et K.A. SHEPSLE, *Making and Breaking Governments. Cabinets and Legislatures in Parliamentary Democracies*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

LAVER, M. et M. SCHOFIELD, *Multiparty Government. The Politics of Coalition in Europe*, Oxford, Oxford University Press, 1991.

LAVROFF, D.G., *Les partis politiques en Afrique noire*, Paris, Presses universitaires de France, 1970.

LAWSON, K. et P. MERKL (dir.), *When Parties Fail. Emerging Alternative Organizations*, Princeton, Princeton University Press, 1988.

LAZARSFELD, P.F. *et al.*, *The People's Choice*, New York, Duell, Sloan and Pearce, 1944.

[211]

LEDUC, L. *et al.* (dir.), *Comparing Democracies. Elections and Voting in Global Perspectives*, London, Sage, 1996.

LEGALÈS, P. et M. THATCHER, *Les réseaux de politique publique*, Paris, L'Harmattan, 1995.

LEMIEUX, V., « [Les dimensions sociologiques du vote créditiste au Québec](#) », *Recherches sociographiques*, vol. 6, n° 2, 1965, p. 181-195.

LEMIEUX, V., *Les cheminements de l'influence : systèmes, stratégies et structures du politique*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1979.

LEMIEUX, V., *Systèmes partisans et partis politiques*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1985.

LEMIEUX, V., *Le Parti libéral du Québec. Alliances, rivalités et neutralités*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1993.

LEMIFUX, V., *Les coalitions. Liens, transactions et contrôles*, Paris, Presses universitaires de France, 1998.

LEMIEUX, V., *Les réseaux d'acteurs sociaux*, Paris, Presses universitaires de France, 1999.

LEMIEUX, V., « Les rôles du gouvernement dans la gouvernance », dans Jenson, J. *et al.*, *La modernisation de la gouvernance : une première exploration*, Ottawa, Centre canadien de gestion, 2000.

LEMIEUX, V., *L'étude des politiques publiques. Les acteurs et leur pouvoir*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval (2^e édition), 2002.

LE MOIGNE, J.L., *La théorie du système général*, Presses universitaires de France, 1984.

LEWIS-BECK, M.S., « France. The Stalled Electorate », dans Dalton, R.J. *et al.* (dir.), 1984, p. 425-448.

LIJPHART, A., *Democracies : Patterns of Majoritarian and Consensus Government in Twenty-One Countries*, New Haven, Yale University Press, 1984.

LIJPHART, A., *Electoral Systems and Party Systems*, Oxford, Oxford University Press, 1994.

LIPSET, S.M. et S. ROKKAN (dir.), *Party Systems and Voters Alignment, CrossNational Perspectives*, New York, The Free Press, 1967.

LUEBBERT, G.M., *Comparative Democracy. Policymaking and Governing Coalition in Europe and Israel*, New York, Columbia University Press, 1986.

LUGAN, J.C., *La systématique sociale*, Paris, Presses universitaires de France, 1996.

MAIR, P., *Party System Change. Approaches and Interpretations*, New York, Oxford University Press, 1997.

[212]

MAIR, P., « Party Systems and Structures of Competition », dans LeDuc, L. *et al.* (dir.), 1996, p. 83-106.

MAIR, P. et I. VAN BIEZEN, « Party Membership in Twenty European Democracies, 1980-2000 », *Party Politics*, vol. 7, n° 1, 2001, p. 5-21.

MARSH, D. (dir.), *Comparing Policy Networks*, Buckingham, Open University Press, 1998.

MICHELS, R., *Les partis politiques*, Paris, Flammarion, 1971.

MILNER, H., *La compétence civique*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 2004.

MUNGER, F.J., « Opinion, Election, Parties and Policies : A Cross-State Analysis », Paper presented at the Annual Meeting of the American Political Science Association, New York, septembre 1969, p. 2-60.

NORRIS, P., « Legislative Recruitment », dans LeDuc, L. *et al.* (dir.), 1996, p. 184-215.

OSTROGORSKI, M., *La démocratie et l'organisation des partis politiques*, Paris, Calmann-Lévy, 1979.

PALTIEL, K.Z., « Campaign Finance : Contrasting Practices and Reforms », dans Butler, D. *et al.*, *Democracies at the Polls*, Washington, American Enterprise Institute for Political Research, 1981, p. 138-172.

PANEBIANCO, A., *Political Parties : Organization and Power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

PÉTRY, F., « The Opinion-Policy Relation in Canada - », *The Journal of Politics*, vol. 61, n° 2, 1999, p. 540-550.

PUTNAM, R.D. *et al.*, *What is Troubling the Trilateral Democracies ?*, Princeton, Princeton University Press, 2000.

RAE, D.W., *The Political Consequences of Electoral Laws*, New Haven, Yale University Press, 1967.

RIHOUX, B., *Les partis politiques : organisations en changement*, Paris, L'Harmattan, 2001.

RIKER, W.H., *The Theory of Political Coalitions*, New Haven, Yale University Press, 1962.

ROBERTS, K.M. et E. WIBBELS, « Party Systems and Electoral Volatility in Latin America : A Test of Economic, Institutional and Structural Explanations », *American Political Science Review*, vol. 93, n° 3, 1999, p. 575-590.

ROCHON, T.R., « Toward a Theory of New Party Success », *International Political Science Review*, vol. 6, n° 4, 1985, p. 419-439.

[213]

ROSE, R., « The Variability of Party Government : a Theoretical and Empirical Critique », *Political Studies*, vol. 27, n° 4, 1969, p. 413-445.

SANI, G. et G. SARTORI, « Polarization, Fragmentation and Competition in Western Democracies », dans Daalder, H. et P. Mair (dir.), 1984, p. 307-340.

SARTORI, G., *Parties and Party Systems*, New York, Cambridge University Press, 1976.

SCARROW, S., « Organizing for Victory : Political Parties Members and Party Organizing Strategies in Great Britain and West Germany : 1945, 1999 », Ph.D. Dissertation, Yale University, 1991.

SCHATTSCHNEIDER, E.E., *Party Government*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1962.

SCHATTSCHNEIDER, E.E., *Two Hundred Million Americans in Search of a Government*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1967, p. 54.

SEILER, D.L., *Partis et familles politiques*, Paris, Presses universitaires de France, 1980.

SEILER, D.L., *Les partis politiques*, Paris, A. Colin, 1993.

SIEGFRIED, A., *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République*, Paris, A. Colin, 1913.

SIEGFRIED, A., *Géographie électorale de l'Ardèche sous la Troisième République*, Paris, A. Colin, 1949.

SJÖBLOM, G., *Party Strategies in a Multiparty System*, Lund Studentlitteratur, 1968.

SORAU, F.J., *Party Politics in America*, Boston, Little Brown, 1968.

STROM, K., *Minority Government and Majority Rule*, New York, Oxford University Press, 1990.

TAN, A., « Party Change and Party Membership Decline. An Exploratory Analysis », *Party Politics*, vol. 3, n° 3, 1997, p. 363-377.

VAN BIEZEN, I., « On the Internal Balance of Party Power. Party Organizations in New Democracies », *Party Politics*, vol. 6, n° 4, 2000, p. 395-417.

VON BEYME, K., *Political Parties in Western Democracies*, Aldershot, Gower, 1985.

WARE, A., *Political Parties and Party Systems*, Oxford, Oxford University Press, 1996.

WATTENBERG, M.P., « The Decline of Party Mobilization », dans Dalton, R.J. et M.P. Wattenberg (dir.), *Parties without Partisans. Political Change in*

Advanced Industrial Democracies, Oxford, Oxford University Press, 2002, p. 64-76.

[214]

WIATR, S.J., « Le système politique à parti hégémonique en Pologne », dans Bimbaum, P., *Le pouvoir politique*, Paris, Dalloz, 1975, p. 184-196.

WILDAVSKY, A., « A Methodological Critique of Duverger's Political Parties », *Journal of Politics*, vol. 21, n° 2, 1969, p. 303-318.

[215]

**LES PARTIS ET LEURS TRANSFORMATIONS.
LE DILEMME DE LA PARTICIPATION**

INDEX DES AUTEURS CITÉS

[Retour à la table des matières](#)

A

Alker, H.R., 114
Almond, G.A., 37, 41
Altman, D., 162
Arrow, K.J., 115
Axelrod, R., 68

B

Beck, P.A., 117
Beer, S., 175
Bell, D., 150
Berelson, B.R., 114, 115
Berrington, H., 56
Blais, A., 56, 57
Blau, P.M., 175
Blondel, J., 34, 41, 42
Brooks, J.E., 131
Browne, E., 75
Budge, I., 71, 129, 130, 131, 132, 135
Butler, D.E., 127

C

Campbell, A., 115
Carty, K., 57

Charlot, J., 50, 99, 100

Charlot, M., 50

Coleman, J.S., 35, 37, 41

Converse, P.E., 115

D

Daalder, H., 118
Dahl, R.A., 22, 38, 44
Dalton, R.J., 117, 118, 171, 177
David, A., 17
Downs, A., 115, 116, 117, 123, 201
Dunleavy, P., 133
Duverger, M., 18, 34, 41, 42, 93, 97,
98, 99, 100, 101, 105, 106, 203

E

Eldersveld, S.J., 93, 100, 104, 105,
106, 108
Epstein, L.D., 126, 127, 129, 132, 135,
140

F

Finer, S.J., 121
Flanagan, S.C., 117

G

Gallagher, M., 58, 69
Gélard, P., 107
Goguel, F., 112
Groennings, S., 74

H

Hands, G., 96
Harmel, R., 51, 108, 174, 181, 182,
183, 184, 189

I

Ignazi, P., 174

[216]

Inglehart, R., 117

Ion, J., 175

J

Janda, K., 106, 109, 135, 174, 181,
182, 183, 184, 189
Jupp, J., 36, 37, 38, 40, 41

K

Kaplan, A., 100
Katz, R.S., 59, 103, 104
Keman, H., 71, 129, 130, 131, 132,
135
Key, V.O. jr., 16, 17
King, A., 127
Kingdon, J.W., 130, 131
Kirscheimer, O., 99, 127
Kitschelt, H., 160

L

La Palombara, J., 35, 36, 41
Lapierre, J.W., 119, 123, 184
Lasswell, H.D., 100
Lavau, G., 97
Laver, M., 64, 66, 67, 68, 70, 71, 72,
73, 74, 84, 85
Lavroff, D.G., 107, 130
Lawson, K., 178

Lazarsfeld, P.F., 114, 115

Le Galès, P., 132

Lemieux, V., 16, 23, 26, 27, 53, 67,
113, 132, 136, 142, 153, 198

Le Moigne, J.L., 20, 198, 200

Lewis-Beck, M.S., 121

Lijphart, A., 58, 67

Lipset, S.M., 48, 50, 54

Luebbert, G.M., 74

Lugan, J.C., 20

M

Mair, P., 39, 40, 41, 103, 104, 118,
174, 176, 203

Marsh, D., 132

Massicotte, L., 56

Menges, C., 127

Merkel, P., 178

Michels, R., 93, 96, 97, 100, 105, 106,
170, 175

Miller, W.E., 115

Milner, H., 69

Munger, F.J., 131

N

Norris, P., 104

O

Ostrogorski, M., 93, 94, 95, 96, 97,
100, 105, 106

P

Paltiel, K.Z., 103

Panebianco, A., 25, 26, 93, 101, 102,
105, 106, 182, 183

Pétry, F., 131

Pharr, S.J., 171

Putnam, R.D., 171

R

Rae, D.W., 56

Rihoux, B., 182

Riker, W.H., 66, 67, 68, 72

Roberts, K.M., 161

Rochon, T.R., 51, 52, 53, 56, 170

Rokkan, S., 48, 49, 50, 54
 Rose, R., 127, 128, 129, 132, 135

S

Sani, G., 69
 Sartori, G., 33, 37, 38, 39, 40, 41, 43,
 46, 69, 81, 82, 165, 204
 Scarrow, S., 175
 Schattschneider, E.E., 45, 100, 105
 Schofield, M., 64, 66, 67, 68, 70, 72,
 73, 74, 84, 85, 130
 Seiler, D.L., 49, 50, 51
 Shepsle, K.A., 71
 Siegfried, A., 112, 113
 Sjöblom, G., 115
 Sorauf, F.J., 17
 Stokes, D.E., 115
 Strom, K., 72

217

T

Tan, A., 175, 176
 Thatcher, M., 84, 121, 122, 132, 133,
 137, 150
 Tufte, E.R., 22

V

Van Biezen, I., 174, 176
 Von Beyme, K., 48

W

Ware, A., 17, 65, 66
 Wattenberg, M.P., 177
 Weiner, M., 35, 36, 41
 Wiatr, S.J., 38, 81
 Wibbels, E., 161
 Wildavsky, A., 99

[219]

**LES PARTIS ET LEURS TRANSFORMATIONS.
LE DILEMME DE LA PARTICIPATION**

INDEX DES NOMS DE LIEUX

[Retour à la table des matières](#)

A

Afrique, 37, 44, 45, 64, 81, 107, 108,
151, 159, 161, 162, 164, 165,
169, 193, 194
Afrique du Sud, 161
Allemagne, 39, 45, 56, 65, 66, 82, 84,
103, 118, 133, 134, 138, 151,
162, 164, 165, 167, 171, 174,
177, 183
Amérique du Nord, 49, 162, 163, 194
Amérique latine, 64, 104, 159, 161,
162, 164, 165, 167, 170, 193, 194
Asie, 64, 159, 164
Australie, 36, 45, 49, 66, 162, 163,
164, 166, 171
Autriche, 36, 38, 65, 103, 163, 164,
171, 174

B

Belgique, 37, 65, 85, 103, 118, 164,
167, 174
Bénin, 161

Botswana, 161

C

Cameroun, 161
Canada, 18, 36, 45, 50, 53, 64, 65, 82,
85, 87, 118, 134, 145, 146, 147,
150, 162, 163, 164, 165, 167,
177, 194
Chine, 37, 80, 164
Colombie, 38, 166
Congo belge, 39
Corée du Nord, 164
Cuba, 164

D

Danemark, 36, 65, 70, 84, 103, 107,
118, 133, 134, 162, 163, 164,
166, 167, 171, 174, 175

E

Écosse, 164
Égypte, 37

- Espagne, 35, 162, 174, 176
- États-Unis, 18,19,35, 36,38, 44, 45, 50, 64, 83, 94, 95, 100, 114, 115, 118, 126, 128, 129, 133, 134, 162, 165, 166, 171, 177, 194
- Europe, 48, 49, 51, 67, 73, 74, 85, 98, 103, 104, 118, 126, 138, 162, 163, 166, 167, 170, 177, 187, 194,203
- Europe centrale, 159, 160, 162, 164, 167,170,177
- Europe de l'Est, 37, 45, 81, 151, 169
- Europe orientale, 159, 160, 162, 164, 167, 170, 177
- [220]
- F
- Finlande, 53, 65, 70, 73, 103, 107, 171, 174
- France, 19, 34, 37, 39, 51, 66, 83, 86, 112, 121, 133, 134, 138, 149, 151, 162, 163, 164, 165, 167, 174, 177, 178
- G
- Gabon, 161
- Grande-Bretagne, 19, 36, 38, 39, 53, 56, 64, 70, 83, 84, 85, 87, 103, 118, 127, 133, 134, 150, 162, 164, 166, 171, 174, 175
- Grèce, 104, 174
- H
- Hongrie, 160, 161, 174, 176
- I
- Inde, 37, 38, 82, 165
- Irlande, 65, 70, 162, 164, 166, 167, 174
- Islande, 65
- Israël, 85
- Italie, 35, 37, 39, 57, 59, 65, 66, 72, 73, 103, 162, 163, 164, 167, 171, 174, 177
- J
- Japon, 38, 57, 58, 82, 104, 118, 137, 150, 165, 171, 177
- K
- Kenya, 161
- L
- Luxembourg, 37, 65
- M
- Malaizie, 39
- Malawi, 161
- Mali, 161, 165
- Mexique, 37, 38, 45, 82, 137, 162, 165, 166
- Mozambique, 161
- N
- Namibie, 161
- Nigeria, 45
- Norvège, 36, 65, 70, 84, 103, 107, 162, 163, 164, 166, 167, 174
- Nouvelle-Zélande, 49, 57, 58, 59, 162, 163, 164, 167
- O
- Océanie, 162, 163
- p
- Pays de Galles, 164
- Pays scandinaves, 35, 39, 163, 177
- Pays-Bas, 35, 37, 56, 65, 73, 85, 103, 118, 133, 134, 163, 164, 167, 171, 174
- Pologne, 37, 38, 81, 160, 161, 165

Portugal, 174, 176

Q

Québec, 18, 50, 53, 54, 82, 105, 113,
114, 119, 151, 168

R

République tchèque, 160, 161, 169,
174, 176

Roumanie, 160

Russie, 160

S

Sénégal, 35, 37, 161, 166

Slovaquie, 160, 161, 174

Suède, 36, 65, 84, 103, 107, 133, 134,
162, 164, 166, 167, 171, 174

Suisse, 37, 45, 163, 164, 167, 174

T

Tanzanie, 161

221

U

Ukraine, 161

Union soviétique, 35, 37, 45, 81, 107,
127, 128, 129

Y

Yugoslavie, 37

Fin du texte